



HAL
open science

Entre urbanisme et géographie : un parcours d'enseignant-chercheur - Introduire des perplexités, rendre intelligible la dimension spatiale des sociétés

Marc Dumont

► To cite this version:

Marc Dumont. Entre urbanisme et géographie : un parcours d'enseignant-chercheur - Introduire des perplexités, rendre intelligible la dimension spatiale des sociétés. Géographie. Université Rennes 2, 2013. tel-00961010

HAL Id: tel-00961010

<https://theses.hal.science/tel-00961010>

Submitted on 29 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Volume 1

Entre urbanisme et géographie : un parcours
d'enseignant-chercheur

*Introduire des perplexités, rendre intelligible
la dimension spatiale des sociétés*

Marc Dumont



M. Guy Baudelle, Professeur à l'Université Rennes 2 (Garant)
Mme Lise Bourdeau-Lepage, Professeure à l'Université Jean Moulin Lyon 3
Mme Cyria Emelianoff, Professeure à l'Université du Maine (Rapporteuse)
M. Philippe Hamman, Professeur à l'Université de Strasbourg
M. Patrice Melé, Professeur à l'Université de Tours (Rapporteur)
M. Marcus Zepf, Professeur à Université Pierre Mendès-France - Grenoble 2
(Rapporteur)

9 décembre 2013

Photo de couverture

Déconstruction d'une tour d'habitat dans le quartier Malakoff Pré Gauchet à Nantes

Cliché du 17 mai 2005 (M. Dumont)

Sommaire

Curriculum vitae synthétique	5
Introduction générale	7
I. La recherche comme engagement total	13
1. Généalogie : penser les métamorphoses du champ urbain	18
2. L'affirmation de deux champs de recherche de prédilection	27
3. S'inscrire au cœur de la vie scientifique : diffusion de savoirs et production de réflexivité	31
4. Orienter la recherche scientifique : défi et limites de la production du collectif	38
II. Des positions d'enseignements : entre urbanisme, aménagement et géographies	43
1. Enseigner, en tant que chercheur.....	45
2. L'accompagnement des formations professionnelles en urbanisme et aménagement de l'espace ..	48
Conclusion générale	53
III. Détail des activités d'enseignant-chercheur	57
1. Responsabilités administratives et électives	59
2. Diffusion et vie de la recherche.....	60
3. Responsabilités scientifiques.....	62
4. Activités d'enseignement	67
IV. Liste des publications	79
1. Articles dans des revues avec comités de lecture répertoriées	82
2. Articles dans des revues avec comités de lecture non-répertoriées	83
3. Articles dans des revues sans comité de lecture.....	84
4. Chapitres d'ouvrages scientifiques (OS)	84
5. OV : Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres de ces ouvrages ou articles).....	85
6. DO : Directions d'ouvrages	86
7. Direction de dossiers de revue	86
8. Communication avec actes dans un congrès international ou national	86
9. Communication sans actes dans un congrès ou colloque international ou national.....	87
10. Notes de lecture et comptes-rendus approfondis d'ouvrages	89
11. Séminaires de recherche	91
12. Rapports de recherche	92
13. Conférences, articles de presse et tables rondes	93
14. Poster	95
15. Films ou documentaires	95
Table des matières	97

Curriculum vitae synthétique

1. Etat-civil

Nom : Dumont

Prénom : Marc

Date et lieu de naissance : 24 mai 1978, Tours

Adresse : Département de géographie et d'aménagement de l'espace
Université Rennes Place du recteur H. Le Moal,
35 043 Rennes

Téléphone (personnel) : 09.52.89.74.63

Email : marc.dumont@univ-rennes2.fr

2. Parcours et titres universitaires

décembre 2003 : Docteur en Géographie Urbaine - Université François Rabelais de Tours.
Thèse : Langages, espaces, procédures d'organisation. Une analytique de la dimension politique des pratiques d'aménagement en milieu urbain. (Mention Très Honorable). Jury composé de : Alain Faure (DR, CNRS), Laurent Devisme (MA, Ecole d'architecture), Jacques Lévy (PR, géographie), Bernard Debarbieux (PR, géographie), Michel Lussault (PR, géographie), Ola Söderström (PR, Géographie)

juin 2000 : DEA des Sciences de la Ville - Université François Rabelais de Tours. (Mention Bien)

1999 : Maîtrise de Géographie Urbaine - Université François Rabelais de Tours. (Mention Très Bien), sous la direction de Michel Lussault

1995-1998 : Etudes de Géographie à l'Université François Rabelais de Tours

1995 : Baccalauréat série L, Juvisy-sur-Orge.

3. Parcours professionnel

2011 : Membre élu suppléant au Conseil National des Universités (section 24)

Depuis 2006: Maître de conférence en aménagement urbain à l'université Rennes 2.

2005-2006 : Collaborateur scientifique (poste) - Laboratoire Chôros - Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (Suisse)

2004-2008 : Chargé de cours à l'IEP (Sciences-Po) Paris

2004-2005 : Chercheur contractuel au laboratoire LAUA (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes), chargé d'enseignement (vacataire)– Université d'Orléans La Source – Ecole d'Architecture de Nantes.

2002-2004 : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) – Université d'Orléans La Source.

2000-2002 : Chargé d'enseignement (vacataire)– Université François Rabelais – Tours.

1999 : Tuteur pédagogique - Université François Rabelais - Tours.

Introduction générale

Retracer, donc, un parcours d'enseignant-chercheur. Cet exercice d'écriture d'une habilitation à diriger des recherches s'inscrit comme une étape dans un parcours fait d'activités tout autant cohérentes qu'hétérogènes, fait aussi de bifurcations, de choix plus ou moins conscients, plus ou moins assumés, ou encore de partis pris pour certains conservés, pour d'autres abandonnés. Au-delà des tendances et variations de ce parcours, de la diversité des matériaux composites qui le constituent et qui en sont issus, il s'agit donc d'abord ici de retracer une *démarche*, portée par un certain nombre de convictions, d'appétences, de pratiques. L'exercice est peu évident à mener à l'heure où dominant des tendances aussi paradoxales que celle du *storytelling* ou de la « fatigue d'être soi », mais aussi du fait qu'une individualité reste traversée des expériences collectives qui ont contribué pour une large part à la façonner, ce qui est difficile à objectiver mais impossible à ignorer. Cette habilitation à diriger des recherches comporte nécessairement un retour sur son propre *parcours* (volume 1) fait de telles ambivalences, alternant entre la volonté de communiquer et de partager une réelle passion, et le souci de dégager une position scientifique sur des champs de recherche à partir des perspectives ouvertes par les mutations récentes des territoires urbains, de leurs sociétés, de leurs institutions et de leurs formes de régulation, saisies à travers la thématique de l'*expérimentation* (volume 2).

La justification de cette entreprise de préparation d'une habilitation à diriger des recherches est assez simple. Elle tient en premier lieu au souhait de répondre à des demandes croissantes d'encadrement de la recherche, les contacts réguliers à ce sujet avec un public d'étudiants plus sollicitants en matière d'accompagnement de leur démarche de thèse croisant nos propres travaux et intérêts de recherche.

Cette première motivation tient donc, certes, pour une part à la possibilité de répondre statutairement à de telles sollicitations, mais surtout au souci de mettre en place un cadre de recherche de référence, de se donner la possibilité de changer d'échelle et d'envergure en produisant de la recherche sur un temps long et non plus seulement construit au gré et un peu sous la contrainte il faut bien le dire parfois, des réponses successives à des appels d'offre, appels à recherche, etc. En d'autres termes, cette étape d'habilitation est aussi pour nous un travail indispensable pour stabiliser une ossature cohérente d'objets de recherche, quitte à ce que celle-ci puisse s'assouplir à l'occasion des déclinaisons qu'elle permettrait dans le futur. Ces dernières années, les sollicitations ont été multiples, et souvent dans des orientations très différentes tant d'objets que de méthodes, tant liée à la pédagogie qu'aux implications scientifiques. Entreprendre une habilitation à diriger des recherches consistait aussi pour nous, au moment où nous prenions des responsabilités plus soutenues en matière pédagogique (direction de master), à « resserrer » nos travaux pour éviter à la fois l'écueil de la dispersion et celui de l'hyperspécialisation.

La seconde motivation est, de manière sans doute pas très modeste mais assumée, la volonté de défendre aussi un bilan de nos propres apports (en objectivant leurs limites) et à le faire reconnaître, apports concernant autant la vocation démocratique de formation et d'enseignement de l'Université (et des autres lieux dispensant de telles missions) que celle de la production du savoir caractérisant la recherche universitaire et scientifique. Ce bilan sera aussi l'occasion de souligner comment, comme c'est aussi le cas pour de très nombreuses autres individualités, il est possible par des chemins singuliers de contribuer à une mission publique de transmission du savoir et de production de connaissances, et de contribuer aussi

ce faisant à la portée libératrice et désaliénatrice de ce savoir. En ce sens, le monde social contemporain est opaque, fait et produit par de puissantes logiques de transformation à la fois de construction et de destruction, induisant sans doute de la créativité mais surtout des inégalités, et c'est aussi dans cette conception d'un savoir de lucidité, ancré voire engagé, que ce travail s'inscrit et tente, à sa moindre mesure, de contribuer. Toute notre activité d'enseignement-chercheur a sans cesse été tiraillée par cette incessante pulsion d'activiste de la recherche et de l'enseignement, en tous sens et en tous fronts, parce qu'une des raisons d'être de cette activité reste bien à notre sens celle d'être une activité intellectuelle, c'est-à-dire inscrite au croisement de réflexivités multiples auxquelles n'échappent pas la production et la transmission de connaissances dans le cadre des sciences sociales de l'espace social. Intellectuelle, également par ailleurs, parce que cette activité est inscrite dans des lieux de réflexivité qui sont aussi ceux d'une liberté nécessaire à ce « calme examen des faits sociaux » auquel appelait le sociologue Louis Quéré, calme mais non neutralisé, en posture d'aplomb et non de surplomb, et à ce titre clairement à l'intersection de la pensée et de l'action. On ne serait trop mesurer aujourd'hui à quel point ce « calme examen » répond d'une impérative mise à distance qui est moins vis-à-vis d'injonctions d'ordre idéologique, gestionnaire, que d'une tendance à l'*accélération*, une accélération qui, il y a quelques décennies, était elle-même d'ordre idéologique et qui désormais ressort d'une condition d'existence. Insistons, enfin, sur cette omniprésence du social et du spatial, au-delà de leurs champs d'application (géographie, urbanisme, aménagement) : si celle-ci traverse l'ensemble de notre propos et, partant de là, de nos activités, c'est que, au-delà des éventuels clivages disciplinaires, ces deux dimensions restent inextricablement liées, impliquées l'une par l'autre sans hiérarchie ni antériorité l'une de l'autre, contribuant de ce fait d'entrée de jeu à nous situer dans ces sciences sociales de l'espace social.

Dans ce premier volume consacré donc à la présentation détaillée et réflexive de notre parcours, nous aborderons de manière analytique trois aspects :

Le premier concerne l'émergence d'un intérêt pour les questions spatiales, d'urbanisme, d'aménagement et cela en deux temps qui sont celui d'une formation, d'*apprentissage de la recherche*, puis celui d'une prolongation de ces chantiers à travers une *activité soutenue de recherche*.

Le deuxième aspect propose une réflexion sur nos différentes contributions à la *vie scientifique*, dans le cadre de la collaboration à des revues, de lieux de diffusion de savoir ou encore d'expertises.

Dans un troisième temps nous reviendrons sur nos *activités d'enseignement* et sur ce qu'implique pour nous assurer les pratiques pédagogiques dans le cadre croisé de deux disciplines de référence, la géographie, l'urbanisme et l'aménagement de l'espace.

La quatrième partie de ce volume, quant à elle plus synthétique, proposera une présentation détaillée des différentes responsabilités assurées, des activités d'enseignement ainsi que de l'ensemble de nos publications et productions.

I. La recherche comme engagement total

« *Qu'est-ce que chercher ?* » Cette interrogation, à la base d'une enquête réalisée à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (2005-2006)¹ puis élargie à plusieurs institutions en Suisse, intervenait au moment où, quelques années plus tôt en France, avaient émergé les premiers débats et mouvements sur l'avenir de la recherche scientifique. Parmi les réponses possibles suggérées lors de cette enquête, se posait le fait de savoir s'il était possible de chercher lors d'une présence en bibliothèque (*lieux*), en se déplaçant (*situation*), en visionnant un film (*modalités*).... Sur un plan épistémologique, la géographie a directement questionné la nature, les modalités et les lieux de l'activité de recherche à travers la mise en question d'un objet central de sa propre pratique, le « terrain »². Mais il est nécessaire de différencier les définitions de la science (et ainsi, de ce qui permet de qualifier des productions de scientifiques) de l'*activité* de recherche. Or, lorsqu'on interroge les contours de cette activité³, ceux-ci s'estompent, se brouillent au profit d'une image protéiforme, multidimensionnelle, multi-temporelle. Si l'activité de recherche est aussi difficilement saisissable de manière précise, c'est qu'elle est pour beaucoup d'entre nous, enseignants-chercheurs ou chercheurs, une activité intellectuelle, mobilisant donc autant de techniques éprouvées, de lieux institués, de modalités de restitution et de communication propres aux dynamiques du champ scientifique, que des canaux et des localisations nettement plus informels. Depuis près de dix ans, les technologies de communication sont venues brouiller un peu plus cette définition, mobiles et portables ultra-connectés permettant de prolonger les lieux et les temps institutionnels de la recherche. Pour autant, l'activité de recherche reste à mon sens une entreprise intellectuelle totale, engageant l'ensemble de l'être-au-monde de celui qui s'y investit et ce, pour au moins deux raisons.

La première tient à la nature du fait social multi-dimensionnel, et qui exige cette permanente inter-disciplinarité, mais aussi *trans-opticité*, cette capacité à lire et saisir le social par d'autres instruments et prismes que ceux exclusifs de la recherche traditionnelle, d'où des frontières souvent dépassées et franchies dans des lieux en apparence peu scientifiques (à l'image de revues non-scientifiques mais activant des cercles de réflexion tels qu'une revue locale de réflexion urbaine mise en place par les agglomérations de l'Ouest en France, « Place Publique », ou encore des interventions d'expertise, ou pour le compte d'associations, de collectivités). En témoigne ces dernières années à la fois un renouvellement des objets classiques de savoir avec une nouvelle attention portée à l'usage de l'image, de la photographie, de la vidéo, dans les sciences sociales, mais aussi l'engagement de chercheurs dans le cadre de démarches hybrides mêlant performances artistiques et approches de sciences sociales, une hybridation mise entre autres en question à l'occasion d'une école

¹ Conduite pour la revue *EspacesTemps.net*, par Jacques Lévy et moi-même, en partenariat avec la faculté d'architecture ENAC (EPFL)

² Cf. Calbérac Y. (2010), *Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XXe siècle*, Thèse de doctorat en géographie dirigée par le Professeur Isabelle Lefort (Université Lumière Lyon 2). 2 volumes (392 p. et 400 p.) et un film. Nous avons été l'une des personnes interviewées ; on pourra se référer pour plus de détails sur notre conception d'alors du terrain d'enquête.

³ Cf. le séminaire de recherche du 10 octobre 2007, organisé à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes, à l'occasion de la parution d'un numéro de *Lieux Communs*, les cahiers du LAUA, « Formes et pratiques de l'activité de recherche ». Notre intervention s'intitulait « Chercher. Une activité sans relâche ».

thématique de l'UMR ESO⁴. Cet engagement hybride est l'un des aspects de l'expérimentation sur laquelle nous reviendrons.

La seconde tient à la définition même de l'activité de recherche que chaque chercheur se fait, élabore et se bricole au cours de son parcours qui dépasse très largement le seul cadre de sa carrière institutionnelle, et qui pour nous tient dans l'impératif de penser et élucider les faits sociaux de toute nature, sous leur dimension spatiale, qu'il s'agisse de production urbaine ou des pratiques sociales et que nous pouvons définir comme une posture revendiquée d'activiste de la recherche urbaine. Cet impératif est celui d'une analytique qui se décline à travers une mise en énigme (élaborer des problèmes) autant qu'une mise en intrigue (restituer les logiques du réel) des objets spatiaux et sociaux appréhendés comme tout autant de matières à penser. L'analytique – terme dont nous avons fait un maître-mot de notre travail de doctorat – correspond à cette activité de recherche visant à clarifier des phénomènes en restituant leurs logiques à partir d'axiomes, d'intuitions, d'hypothèses de recherche, mais aussi – et ceci reste pour nous fondamental – à produire des matières à penser, à introduire de la réflexivité tant dans le champ scientifique que dans les cours d'action⁵.

S'engager dans une activité de recherche visant à produire des perplexités et en particulier des perplexités publiques, c'est dépasser des clivages récurrents en sciences sociales tels ceux entre recherche fondamentale et recherche sur commande, activité pour des revues scientifiques ou des revues d'institution, de collectifs hybrides. Cette optique est résolument pragmatique dans la mesure où elle attache davantage d'importance aux effets produits par l'activité de recherche qu'à ses modalités définies suivant un modèle canonique. Elle pourrait se résumer de la manière suivante : une situation de recherche importe surtout parce qu'elle permet de penser. Il n'existe donc aucune situation plus légitime que d'autres, d'un processus de décision important dans le cadre d'un choix politique d'aménagement, à la plus petite interaction quotidienne ; cette position nous a conduit à refuser la hiérarchie que tendent à introduire les approches élitistes de l'urbanisme, par exemple, considérant comme plus intéressantes des situations dans lesquelles interviennent des acteurs « de poids » ; toute situation a du sens, à quelque niveau que ce soit et reste porteuse de sens et de logiques sociales, pour peu qu'on se donne les moyens de l'interroger.

Introduire de la réflexivité est donc l'expression de cette posture en creux qui souhaite dérouter un peu le cours d'actions, à les amener à s'interroger sur elles-mêmes, à interpellier des institutions sur ce qu'elles font et produisent et plus largement à élucider des tendances sociétales visant à amener une société à se questionner sur elle-même ; elle définit fondamentalement pour nous le cœur de l'activité de recherche ; elle caractérise une démarche au cœur de laquelle peut alors se situer une production de connaissances. Toutefois, dans ce cas, la production de connaissances est moins à visée téléologique (orientée directement vers l'action, connaissances « utiles »...) qu'à visée réflexive, *critique*. Ce qui s'est avéré au fil des années une exigence est apparu d'autant plus fortement que les contextes de recherche ont pu tendre ces dix dernières années à des formes plus nettes de thématiques considérées comme

⁴ Ce projet d'école thématique pour l'année 2014 est portée par Sandrine Depeau, chercheuse CNRS de l'UMR Eso, ainsi qu'un collectif de chercheurs issus d'Unités Mixtes de recherche françaises. Il vise à questionner le rapport entre l'art et les sciences sociales sous le prisme de l'espace saisi « en situation ».

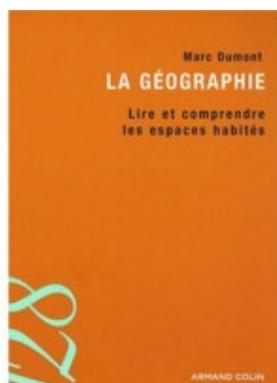
⁵ Cf. Dumont M., 2003, *Langages, espaces et procédures d'organisation. Une analytique de la dimension spatiale du politique en contexte urbain*, thèse de doctorat, université de Tours, 802 p.

évidentes, non-problématiques, consensuelles voire hégémoniques à l'image du « développement durable », par exemple. L'activité de recherche est bien alors dans ce cas l'expression d'un activisme cohérent, activisme de la recherche urbaine, s'exprimant autant à travers des formes classiques (directions de recherches, évaluations scientifiques pour des revues légitimes) qu'à l'occasion d'engagements pris dans des situations collatérales. Cette attente de réflexivité s'est avérée souvent très forte de la part d'institutions (Villes et agglomérations, Régions, Ministères...), de lieux d'analyses (« Pouvoirs Locaux »...) ou encore de collectifs (Francas...). Ces différents champs se retrouvent en prise avec un monde opaque, une opacité qui s'étend même parfois à leur propre champ d'exercice. Ils attendent des chercheurs que ceux-ci leur apportent des formes spécifiques d'élucidation, des instruments de lecture et de pensée. *L'analytique*, comme engagement d'une activité de réflexivité en tous lieux et en toutes situations n'est pas dissociable des objets retenus, eux-mêmes considérés comme des objets requérant d'être pensés, théorisés et pas seulement décrits et analysés ; elle se structure étape après étape et occasion après occasion autour de certaines lignes de fond dont assurément l'analyse des effets sociaux des pratiques d'urbanisme a pu constituer une des lignes majeures de notre activité de recherche.

Dans ce qui suit, un premier temps sera donc consacré à la présentation rétrospective des thématiques de recherche issues de notre travail de doctorat et des différentes occasions de recherches qui les ont suivies, en en soulignant les principaux apports et ce, autour de trois axes que sont l'analyse des politiques urbaines, une géographie des pratiques spatiales et de l'urbanité, et l'analyse des dynamiques des périphéries urbaines. Dans un deuxième temps, nous reviendrons sur les enjeux de la production de savoir, toutes activités universitaires et au-delà incluses. Cette partie nous permettra de questionner le statut même de la recherche et de ce que signifie chercher, aujourd'hui. Enfin, dans un troisième temps, nous aborderons notre pratique d'enseignant, en exposant aussi à cette occasion une certaine vision de l'enseignement en géographie, en aménagement de l'espace et en urbanisme.

1. Généalogie : penser les métamorphoses du champ urbain

1.1. L'image, prisme de la recomposition des pouvoirs urbains locaux



La formation initiale peut être pour beaucoup un temps de choc et de bifurcation. Il sera certainement plus honnête de parler de ruptures plutôt que de « révélations », d'exhiber des hasards plutôt que d'en référer à de fictives aspirations adolescentes prolongées comme logiquement dans un cadre universitaire. Le premier de ces hasards – qui fut aussi un choc et non des moindres –, serait celui des sciences sociales. A l'occasion des premières années de DEUG et licence de géographie-aménagement à l'Université François Rabelais de Tours, et en particulier du suivi d'un cours d'épistémologie de la géographie, il faut mentionner ce qu'a représenté le basculement à cette occasion

dans un univers qui m'était alors complètement inconnu. Structuralisme, tournant linguistique, irruption des approches cognitives, cybernétique, marxisme, sémiotique, anthropologie structurale, sciences politiques, théories du langage et de la communication... Ces années ont été l'occasion de côtoyer des controverses animées autour de l'émergence du mouvement Attac avec une effervescence de lectures, en tous sens, en particulier d'une fascination pour l'ouvrage de François Dosse, *L'Empire du sens*⁶, réveillant d'anciens ressorts d'intérêt pour l'histoire des intellectuels. Toujours au cours de ces mêmes années, deuxième hasard, la découverte à l'occasion, dès sa parution en 1996, d'un numéro de la revue *Le Débat* consacré au « tournant géographique »⁷ rassemblant des articles de plusieurs géographes à l'origine d'un courant novateur, les « nouvelles géographies ». Tout en poursuivant un intérêt croissant pour un champ découvert au fur et à mesure de ces études, l'aménagement et l'urbanisme, se déroulaient toute une série d'angles d'analyse et de lecture des métamorphoses du champ urbain, dotée d'un fascinant souci de théorisation poussée : mentionnons ici les deux autres ouvrages majeurs ayant marqué cette période⁸, celui d'Alain Reynaud sur la justice spatiale, et de Jacques Lévy sur l'espace, l'Etat et la ville⁹.

Nous avons eu alors l'opportunité d'assouvir ces « faims » produites par ces effervescences intellectuelles autour des question ayant trait au politique, à l'espace mais aussi à l'image, dans le cadre d'un travail de maîtrise en géographie urbaine consacré au phénomène de la communication territoriale¹⁰. Le titre n'était pas anodin. Dans cette première « recherche » nous avons souhaité nous démarquer des



⁶ Dosse F., 1997, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, La Découverte, 432 p.

⁷ Revue *Le Débat*, novembre – décembre 1996, n° 92.

⁸ Nous sommes revenus plus récemment sur ces bifurcations prises par le champ géographique, cf. Dumont M. (2009), *La géographie. Lire et expliquer les espaces habités contemporains*, Armand Colin, 128 p.

⁹ Cf. respectivement : Reynaud A., 1981, *Société, espace et justice*, P.U.F., 263 p. et Lévy J., 1994, *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*, Presse de Sciences Po, 448 p.

¹⁰ Dumont M., 1995, *L'icônographie dans la communication territoriale. Le cas de Tours, mémoire de maîtrise en géographie urbaine*, Université François Rabelais de Tours, 422 p.

travaux portant sur le « marketing urbain » que nous jugions réducteurs et de l'espace et de la dimension politique de sa production. En suivant les intuitions et travaux de Michel Lussault, nous pensions que derrière la mise en mot et en image de l'espace se jouait beaucoup plus qu'une simple activité de commercialisation de zones d'activités dans une concurrence interurbaine croissante, et qu'il était aussi important d'aller au-delà des analyses de Marcel Roncayolo qui, dans *La ville et ses territoires*¹¹, considérait l'image comme un étendard de ralliement permettant à des institutions de produire un sentiment d'appartenance. L'intuition de ce grand géographe nous paraissait pourtant très puissante, au moment même où émergeait en France et dans d'autres pays européens les premières formes plus affirmées et institutionnalisées de coopérations intercommunales (à la même période de nos études avait lieu le débat sur l'aménagement du territoire lancé par Charles Pasqua). Ces institutions avaient aussi à faire face à une recomposition de leurs territoires d'exercice, aux décrochages entre les espaces de vie, et à un impératif croissant de visibilité externe, autant que de crédibilité interne.



Notre travail de maîtrise, engagé sur la ville de Tours, visait à éclairer comment la production iconographique était un prisme efficace d'analyse de la recomposition des pouvoirs urbains locaux et ce, dans un contexte très particulier permettant d'éclairer la disparition progressive de la figure du maire bâtisseur, et plus largement des grandes personnalités signifiant leur ville de manière métonymique. Par des mots différents – le vocable ne s'était alors pas encore généralisé – nous rejoignons les travaux qui commençaient à éclairer les phénomènes de *gouvernance*, le passage d'un urbanisme de planification à un urbanisme de projet.

Nous avons poursuivi ce travail sur les politiques d'urbanisme dans le cadre d'un DEA qui ciblait plus particulièrement les pratiques d'urbanisme à destination des espaces publics : plan embellissement et plan lumière¹², et qui marquaient aussi pour nous une attention désormais plus soutenue portée par les pouvoirs municipaux de villes de taille respectable, mais ni moyennes ni métropoles, à la production des espaces publics. Ce matériau constituera une première base dans l'approche que nous proposerons ultérieurement d'un modèle de métropolisation socio-environnementale et de villes intermédiaires, concept distinct du concept anglo-saxon d'*intermediate cities* s'appliquant aux villes moyennes. Nous avons souhaité distinguer un autre niveau de mesure, plus qualitatif, désignant des villes moyennes qui tendent à devenir des métropoles. Par ce terme, nous désignons toutes les villes n'atteignant pas l'envergure démographique et productive d'une métropole mais suffisamment autonomes pour constituer des lieux attractifs voire des pôles d'une armature urbaine essentiels aux métropoles et, de l'autre, constituant des relais indispensables aux villes moyennes vers les métropoles (Dumont, 2005). Le modèle socio-environnemental rendait compte de deux aspects, concernant les relations entre villes intermédiaires et métropoles.

¹¹ Roncayolo M., 1990, *La ville et ses territoires*, Gallimard, 288 p.

¹² Dumont M., 2001, *Une approche du capital-image à travers l'exemple des politiques d'embellissement et de mise en lumière*, mémoire de DEA, Université de Tours, 247 p.

En premier lieu, une *option de politiques publiques*, misant moins sur le développement économique (villes conscientes de leur incapacité à atteindre un certain seuil productif) que sur le développement social et la qualité de vie. Deuxièmement, une *interdépendance* de ces deux catégories de villes, les villes intermédiaires étant amenées à constituer des hinterlands non-hiérarchiques des métropoles, à la différence de périphéries annexées.

1.2. Langages, organisations et modèles : déconstruire les politiques d'urbanisme

Notre travail de doctorat¹³ était au départ censé prolonger ces analyses en s'attachant à éclaircir dans quelle mesure des villes seraient dotées d'un « capital image ». Nous avons laissé cette piste peu prometteuse pour nous emparer de situations concrètes d'observation de l'urbanisme, et suivre au plus près la fabrique urbaine tout en visant à conceptualiser cette observation. Nous l'avons entrepris ici encore dans le cadre de la ville de Tours, avec un contexte foisonnant de transformations rapides. Avant l'institutionnalisation prévue par la loi relative à la démocratie de proximité (2002), la nouvelle équipe municipale mettait en place à la fin des années 1990 à l'occasion de réaménagements, des « comités de pilotage », sorte de prototype des ateliers urbains et autres dispositifs foisonnants de démocratie participative.

Les situations d'urbanisme suivies et retracées à cette occasion étaient soit des requalifications de voiries, places, espaces publics et espaces verts, soit des programmes immobiliers ou d'aménagement (quartier des Deux Lions), soit des controverses avec les services d'urbanisme, à une échelle d'ordre « micro ». A cette occasion, trois chantiers ont été abordés : les politiques urbaines, les langages de l'espace, et les formes émergentes d'organisation.

Le premier chantier reconsidérerait sous un angle plus extensif la notion même de « politiques urbaines », en considérant les sphères d'action de manière extensive sans les limiter aux seuls acteurs institutionnels (et à leurs éventuels associés partenaires privés). Pour cela les travaux de l'anthropologie politique (Balandier, Castoriadis) étaient d'un apport significatif considérant que le politique concernait l'institution du social, qu'il traversait l'ensemble de la société et n'en constituait pas seulement un secteur isolé.

Le second chantier ciblait la question des langages. Les travaux de Pierre Bourdieu, sur ce que parler veut dire, mais aussi des linguistes et pragmatistes américains (C.S. Peirce, J. Austin) ont contribué dans une très large mesure à populariser la notion de « performatifs », c'est-à-dire que certains jeux de langages sont dotés d'effets concrets. La linguistique pragmatique avait repris cette orientation de recherche en s'intéressant aux « déictiques », aux manières de parler de l'espace, de désigner l'espace. Ce qui nous intéressait alors aussi, à travers nos observations de ces réunions d'aménagement, était la manière dont on parlait des espaces considérés, rues, lieux ou quartiers.

Le troisième axe de cette recherche s'était quant à lui attaché à formaliser les intuitions de l'ethnométhodologie et ses apports pour qualifier les structures d'ordre émergentes. Dans cette perspective, le jeu politique local ne résultait pas seulement de lieux décisionnels ciblés, de lieux de débats organisés, mais aussi de formes contextuelles et collectives d'ajustement au cours desquels se déterminait l'organisation des espaces impliqués. Nous avons par exemple

¹³ Dumont M., 2003, *Langage, espace et procédures d'organisation. Une analytique de la production du politique en contexte urbain*, thèse de doctorat, Université de Tours, 811 p.

assisté à des réunions de copropriétaires furieux de la présence de jeunes adolescents se livrant à la pratique du skateboard en cour d'immeuble, et négociant la rétrocession de leur cour passante au domaine public. Cet exemple témoignait de ces formes spontanées au cours desquelles se décide et se structure une des logiques d'organisation permettant à une société urbaine plus largement de se maintenir.

Au final, notre approche des situations concrètes d'urbanisme apportait trois compléments aux premiers travaux sur la participation en urbanisme ou sur les politiques urbaines. Le premier était de montrer la pertinence d'un décroisement de la notion de « politique d'urbanisme », en illustrant la diversité des pratiques et des formes organisées que cette notion pouvait recouvrir ; le second était de prouver la dimension très fortement langagière des activités d'organisation, que l'aménagement était également (et parfois surtout) un jeu de langage des plus sérieux, à très forte composante spatiale et normative, classant et qualifiant (ou disqualifiant et déclassant) des espaces ; enfin, de dégager des pistes de recherche sur les modèles de société à l'œuvre dans les politiques : la ville apaisée, le village dans la ville, etc.

Ces analyses ont pu être poursuivies et prolongées avec une première comparaison dans le cadre de la ville d'Orléans, documentant davantage à cette occasion la manière dont des modèles de référence travaillent les processus d'aménagement urbain mais aussi d'offrir une grille de lecture des champs de pouvoir à l'origine de leurs transformations, de leurs enjeux en matière de développement urbain. Elle a permis de relier une analyse fine des situations d'aménagement aux logiques plus générales et géographiques des transformations urbaines que celles-ci révèlent, aux formes de spécialisation des territoires qui peuvent se produire à travers les aménagements ou les grands projets urbains.

1.3. Urbanité(s) : mobilités, mitoyennetés, vers une relecture spatiale du rapport individu/institution

Plusieurs opportunités apparues au cours de la recherche doctorale expliquent l'extension de nos champs de recherche vers la question de l'urbanité, en lien avec les pratiques de mobilités et à leurs représentations cartographiques. En prolongement de notre formation doctorale, un second champ de spécialisation a pu s'affirmer autour de thématiques géographiques, comme celles de l'habiter, des territoires institutionnels pertinents, des pratiques résidentielles en lien avec la dynamique des territoires. Cette extension des champs de recherche a aussi été géographique, intervenue sur la période transitoire post-doctorale, suivant les opportunités de recherches contractuelles, d'où des terrains nouveaux en région Centre, Loire-Atlantique puis en Suisse. Nous la détaillons ici dans la mesure où elle sous-tend l'un des axes de recherche que nous proposons pour ces prochaines années. Nouveaux terrains, nouvelles expériences de recherches : c'est *l'urbanité*, la ville telle qu'elle peut être habitée et pratiquée, ainsi que les thèmes ayant trait à la dimension spatiale des rapports sociaux que nous avons investis sous l'angle des mobilités et de la mitoyenneté.

a. Mobilité donc, d'abord, à l'occasion d'un travail collectif visant à saisir les « échelles de l'habiter » (Habitat et Vie Urbaine, PUCA). Le groupement d'équipes de recherche Scalab¹⁴ se proposait d'étudier la relation entre habitat et espaces des sociétés, urbanité et mobilité. Nous y avons intégré l'axe « les voisinages de l'individu », stimulé par l'hypothèse visant à considérer la mobilité davantage que comme un simple déplacement mais aussi par le projet du renouvellement de leur représentation. Le travail de recherche consistait à rencontrer de nombreux individus pour reconstituer leurs pratiques spatiales, et à contribuer à concevoir une cartographie innovante. Nous avons effectué près d'un quart des enquêtes, sur la centaine du total, sous la forme d'entretiens directifs visant à produire un inventaire des mobilités sur les différents sites retenus. Ces entretiens reconstituaient avec la personne interrogée, sur une séquence d'une année, l'ensemble de ses déplacements et activités, leurs motifs, afin de prendre en compte la gamme la plus large de lieux et de mobilités. Puis, dans un deuxième temps, les entretiens étaient soumis à des opérations de traduction cartographique, consistant à encoder l'ensemble des données ainsi produites, sous la forme de grilles utilisables dans un tableur (lieu de départ, lieu d'arrivée, durée, motif du déplacement, activité sur les lieux, fréquence, etc.), puis à les soumettre à un logiciel développé pour le programme. Celui-ci produisait une cartographie singulière puisqu'elle abandonnait le fond de carte classique pour pondérer la représentation des mobilités par leur temporalité (fréquence, durée).

Ce travail nous a permis de souligner deux apports :

- le rôle de séquences temporelles ou intervenant dans les trajectoires individuelles, dans la complexité des agencements de mobilité. Nous avons repéré le fait que les individus s'accrochaient à des sortes de structures cognitives de repérage : ce pouvait être des fractions de temps, des événements ou encore des épisodes professionnels par rapport auxquels les individus agençaient durablement leurs pratiques. Nous avons pu par exemple montrer comment le changement de statut matrimonial ou les périodes de fête de famille constituaient des opérateurs fortement reconfigurateurs de la logique des pratiques. Ces structures de repérage n'étaient pas seulement des référents neutres mais constituaient des composants actifs et déterminants à leurs yeux dans leurs mobilités quotidiennes, dans leurs stratégies de mobilité.
- le caractère *affranchi* des pratiques et de la faible contrainte liée aux grandes structures (institutions, groupe sociaux) dans la disposition des mobilités individuelles. Certes, en partie contraints mais sans corrélation entre le niveau de revenu et le niveau de dextérité spatiale, les individus apparaissaient aussi disposer de « tableaux de bord » leur permettant de créer des espaces composés à la fois de territoires et de réseaux.

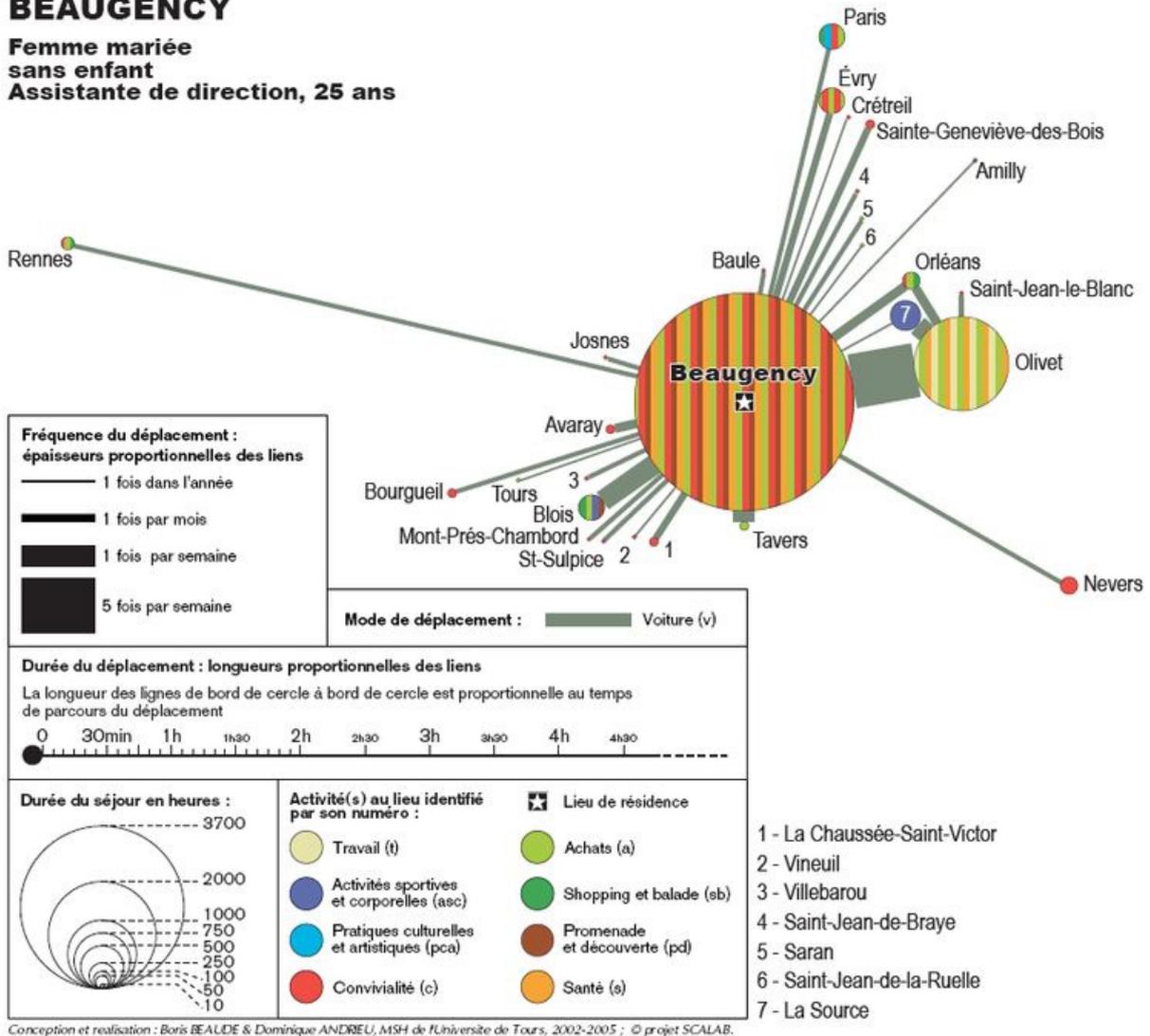
La carte ci-dessous résulte de ce programme de recherche. Elle a été élaborée au sein du groupement de recherche (notamment basée sur les tableaux de déplacements encodés que nous élaborions) à partir d'un logiciel informatique conçu par Boris Beaude, chercheur de l'équipe. Cette carte propose une photographie de l'ensemble des déplacements d'une

¹⁴ « Les échelles de l'habiter », Programme Habitat et Vie Urbaine (2001-2003), Maison des Sciences de l'Homme « Villes et Territoires » de Tours (UMR CNRS 6173), Groupement de recherche SCALAB, pour le programme scientifique « Les échelles de l'habiter », réponse à l'appel d'offre du Programme « Habiter et vivre en ville », Action « Habitat et Vie Urbaine », recherche incitative lancée par le Plan Urbanisme Construction Architecture (P.U.C.A.), 2001-2004.

personne sur une année, totalisant les durées passées dans des lieux, la distance et l'intensité (calculée par fréquence et récurrence) des liens.

BEAUGENCY

Femme mariée
sans enfant
Assistante de direction, 25 ans



Cette entrée dans la question de l'urbanité à partir du prisme des mobilités individuelles a été prolongée par un travail de recherche menée conjointement avec Christine Romero à l'Université d'Orléans et ciblant les pratiques de jeunes adolescents (Dumont & Romero, 2009) puis par un autre travail de recherche davantage fondamental et théorique en contribuant à un projet international financé par le Fonds National de la Recherche Suisse (PNR 54).

Our Inhabited Space (SNSF NRP 54 Project, 2005-2009).

Research question

Three different conceptual and theoretical issues are at stake in this research program.

1. What is an inhabitant in a given place ? The inhabited space is approached through an adequate measure of the density of population. In order to measure density of inhabitants we need to overcome one of the problems of classical census data in a society of mobile individuals: they give information on mere residential density. More than ever, an inhabitant of a city is not only a dweller nor an employee, but also a consumer, a tourist, a stroller, a congress attendant, a student, and so on. The notion of "density" needs to be explored, in order to be used as in a comprehensive approach of density, by measuring not 'bodies' but different spatial roles a given individual can play successively. The hypothesis tested here is thus the possibility of constructing a synthetic indicator of density, theoretically more consistent than the classical density conceptualisation. It allows implementation in cartogram representations.
2. How to represent cartographically the contemporary inhabited space ? The choice of the cartographical representation is crucial. It guides the interpretation of the processes of urbanisation in terms of sustainable development. Here, the cartogram principle (non-Euclidean anamorphoses of the background based on a given series of data) will be used to design a general, versatile software supposed to be implemented in any geographical situation.
3. How to model the human acting with the city ? The basic idea is to open up the 'black box' of actors' strategic perspectives in order to model urban dynamics. The hypothesis is that of a small number of consistent ideal-types of individual strategic schemes whose concrete choices in terms of location and mobility will modify urban areas. This means that economic and political factors that compose the context of individual decisions must be taken into account, but precisely as a context. The theoretical basis is that of an actor-centred perspective, in which the various alternatives explored by the model should distinctly encompass, on the one hand, the different possible configurations of this societal context and, on the other hand, the diversity of individual attitudes and responses. Indeed, context changes affect the inputs of the actors' decisions but not directly. These external inputs are always filtered and interpreted inside one of the actors' ideal-typical strategic schemes.

Objectives

In terms of fundamental research, the present project aims at the achievement and integration of two different tasks: a more realistic representation of the urbanised environment in the perspective of sustainable development ; thanks to the outcomes of the preceding, a simulation modelling of urban dynamics emphasizing contextualised individual agency. This general purpose includes three more technical goals:

The first goal is a new way of calculation of a comprehensive concept of density, able to give more precise an information on the effective human presence in a particular place. The second goal is a new type of mapping technique, based on the new approach to the calculation of density and on the cartogram principle. The objective pursued is to make possible a versatile use of this technical set in any kind of geographical layout. The third goal is the construction of an actor-oriented simulation model of urban dynamics.

Results

A synthetic density index, enabling density measurement for inhabited space.

A cartogram software, enabling a rapid graphic translation of the major, relevant characteristics of inhabited spaces.

A model of urban dynamics, based on Multi-Agents Systems, allowing to develop different scenarii for the future of urban space.

The research project is also designed as contribution to bridge the gap that still exists between up-to-date social theories of inhabited space and edge technologies of spatial representation.

This means a special attention to the cooperation and integration of two scientific cultures in social studies, that of conceptual, qualitative approach and that of statistical, quantitative methodology.

Research team

Project leader: Prof. Jacques LÉVY, geographer, Chôros

Co-workers: André OUREDNIK, geographer, PhD candidate, Chôros, Dominique ANDRIEU, cartographer, MSH, Tours/France; Prof. Guy BARLES, mathematician, LMPT, University Tours/France, Dr. Marc DUMONT, geographer, Chôros, Dr. Christine GEORGELIN, mathematician, LMPT, University Tours/France, Monique RUZICKA-ROSSIER, architect, Chôros, Dr. Mathis STOCK, geographer, Chôros, Prof. Serge THIBAUT, planning theorist, Laboratory Citeres, University Tours/France.

Mandants : Swiss National Science Foundation National Research Program 54

Ce programme de recherche (résumé dans l'encadré ci-dessus) avait pour objectif de comprendre de manière plus fine la logique de l'habiter dans les agglomérations suisses, tout en poursuivant les travaux engagés par Jacques Lévy sur la mesure de l'urbanité. Avec André Ourednick, Jacques Lévy et Dominique Andrieu, nous avons constitué un groupe de travail plus appliqué visant à modéliser la densité urbaine en exploitant ses dimensions non-statiques (déplacements) ; nous avons aussi élaboré la transformation en logiciel *open-source* de la production des cartogrammes, cartes déformant les périmètres institutionnels relativement à la masse de leur population.

b. Mitoyenneté, ensuite. Notre participation à un groupe de recherche sur les spatialités publiques (MSHS Tours, 2003-04)¹⁵ a permis de formaliser sous ce terme un angle d'approche de la dimension spatiale de rapports sociaux, tout en le confrontant avec des disciplines différentes. Deux terrains ont été élaborés à cette occasion : les pratiques nocturnes en contexte urbain (festif ou ordinaire) ainsi que les pratiques et usages de « jardins collectifs » situés en périphérie d'agglomération. L'investissement de ces situations, observées sur deux années et poursuivies ultérieurement, a été l'occasion d'explorer la capacité d'individus à établir des formes contextuelles particulières d'organisation contrairement aux clichés de désordre dont sont souvent affectés les espaces situés aux marges des agglomérations. Dans le cadre de ce travail collectif de recherche, nous pouvions confronter ces nouveaux terrains et matériaux d'enquête à d'autres enquêtes réalisées dans le cadre de pays du « Monde Arabe ». Ce cadre de recherche nous a également permis de poursuivre l'observation ethnologique de situations spatiales au cœur desquelles se situaient des enjeux d'espaces, représentant tout autant d'occasions de micro-conflits de voisinage. Nous avons pu dans le même cadre de recherche relancer des enquêtes d'observation des procédures d'aménagement à l'échelle « micro », en insistant sur le caractère organisateur de ces activités ordinaires. Ce cadre de recherche ne dépendant pas d'une recherche contractuelle a été une belle occasion pour relier l'analyse des politiques urbaines à celle des formes d'urbanité. Comprendre ce qui fait tenir une société urbaine locale, la formulation de « problèmes » de politique locale, ce n'est pas uniquement se limiter aux seuls lieux institutionnels mais aussi les raccorder à des situations

¹⁵ Nous nous sommes inséré dans deux groupes de recherche : « ville et politique » et « espaces mitoyens » liés au séminaire « Pratiques et fabriques de l'urbain » dirigé par Anna Madoeuf et Bénédicte Florin entre 2003 et 2006.

pratiques de vie quotidienne, à l'intérieur desquelles se nouent production de l'urbanité et production du politique, où se structurent spatialement des formes d'organisation sociale.

A la suite de ces expériences, notre participation aux programmes de recherche exploratoires sur le périurbain dans l'Ouest (2006), puis au programme Périurb (2007) opèreront un basculement de ces premières recherches sur la mobilité vers des travaux d'analyse des dynamiques des espaces périphériques.

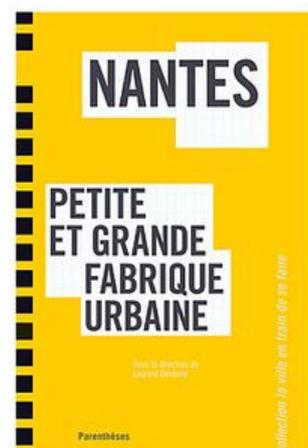
2. L'affirmation de deux champs de recherche de prédilection

A partir de nos travaux doctoraux et post-doctoraux, deux champs principaux de recherche se sont nettement affirmés : les périphéries urbaines et les politiques d'urbanisme. Ces deux perspectives sont d'une manière ou d'une autre liées à ce même souci de saisir le lien entre politiques d'urbanisme et pratiques habitantes, et à interpellier à chaque occasion les *effets sociaux* des modèles, options et pratiques de développement urbain. Par effets sociaux nous entendons les implications non mécaniques des pratiques d'aménagement conduisant soit à stabiliser des modèles politiques de vie sociale (l'ayant-droit, l'entre-soi...), soit à faire apparaître des individualités liées aux cours de ces pratiques (implication, auto-organisation, participation, contestation...), soit induisant des changements dans la morphologie sociale ou les rapports sociaux propres aux espaces concernés ou collatéraux (ségrégation, exclusion, gentrification...).

2.1. La recomposition des politiques d'urbanisme : un éclairage sur le changement urbain

Après la recherche doctorale, une autre opportunité contractuelle nous a permis de poursuivre de manière intensive et multi-thématique l'analyse des projet d'urbanisme, et de mettre en question la notion même de « projet urbain » : le programme de recherche comparatif sur les projets urbains (PUCA)¹⁶, marqué par le souci de saisir l'urbanisme en acte. Cette recherche, lancée mi-2003 pour une durée de deux ans, visait à analyser de manière croisée les recompositions des territoires métropolitains et de l'urbanisme opérationnel en suivant pour cela deux projets urbains en pleine phase pré-opérationnelle dans la métropole nantaise (île de Nantes et le GPV Malakoff Pré-Gauchet). En s'appuyant méthodologiquement sur une approche ethnographique des politiques publiques, cette situation de recherche a été très riche sur le plan de l'observation systématique des processus de projet, des enjeux et défis du renouvellement urbain.

Il s'agissait d'une approche organisée autour de l'observation de moments-clés (moments d'expertise, de médiatisation ou de concertation), qu'on peut considérer comme des moments révélateurs des transformations intervenues dans une « manière de faire » la ville. Notre embarquement a pu se faire au cœur même du projet (accords conventionnels) : il consistait à suivre au plus près les relations entre maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du Grand Projet de Ville Malakoff Pré Gauchet, en assistant à toutes les réunions internes aux institutions et différents partenaires. Un tel degré d'observation « micro » permettait d'identifier les logiques spatiales sous-jacentes au projet, les enjeux fonciers de traitements des questions du logement et de l'habitat (trajectoires résidentielles), les logiques métropolitaines et



¹⁶ « Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines », P.U.C.A. (2003-2005), Laboratoire Architecture Usage Altérité (Ecole d'Architecture de Nantes) pour le programme scientifique « Plate-forme d'Observation des Projets Urbains dans les Grandes Villes Françaises » (POPSU) intégré au GIP - EPAU (Groupement d'intérêt public « L'Europe des projets architecturaux et urbains ») et lancé par le Plan Urbanisme Construction Architecture (P.U.C.A.), 2004-2006. Site internet : http://www.archi.fr/GIP_EPAU/POPSU/

l'insertion dans la compétition interurbaine à l'échelle nationale et européenne. Les scènes du projet autant que leurs corridors ont pu être ainsi investis sur une période longue, autour d'objets successivement esquissés par le projet : l'aménagement des espaces publics, les démolitions de tours et le remodelage urbain, la construction d'une piscine, la réalisation d'ouvrages d'art (franchissement des voies SNCF), la création de nouveaux ponts, la préparation d'un Pôle d'échange Multimodal, la programmation des îlots tertiaires et résidentiels, la sortie de nouveaux équipements (maison de la Culture...). Mais également tout le volet social du projet : le relogement des habitats, la participation et les démarches de concertation, la gestion urbaine de proximité, le projet social de territoire.

Les apports de cette recherche ont été assez conséquents. Ils ont permis entre autres de documenter, révéler et interpeller sur :

- le jeu des différentes tensions à l'œuvre dans un projet d'urbanisme (entre développement durable et développement économique, développement urbain et développement social etc.) ;
- les effets sociaux des politiques d'urbanisme, particulièrement sur les dynamiques de réintégration d'un « quartier dans la ville » et ses effets de démantèlement des communautés sociales établies ;
- le rôle des instruments et des objets sur le cours des processus de projet, pratiques de *benchmarking* et recours aux expertises. En ce sens, la recherche a largement contribué aux analyses renouvelées des jeux d'acteurs liées entre autres aux courants ouverts par Pierre Lascombes et Michel Callon. L'analyse sous cet angle de politiques d'urbanisme a pu, enfin, être prolongée aussi dans le cadre d'un questionnement plus large sur le jeu des modèles urbains dans l'action des décideurs et praticiens de l'urbanisme ;
- les recompositions des gouvernements urbains et sur les interrogations fondamentales posées par la sophistication des procédures, la démultiplication des intervenants, le télescopage des enjeux et des stratégies urbaines.

Ce travail de recherche a aussi été l'occasion de questionner sur un plan réflexif les tenants et aboutissants des formes de confrontation ou dialogue qui peuvent s'instituer entre le monde universitaire et celui des professionnels et des institutions. Sur ce plan, le programme avait plutôt bien abouti dans la mesure où il ne s'agissait pas de se substituer aux institutions en exercice à la manière d'une recherche-action classique voire de l'évaluation d'un bureau d'étude, mais de permettre à des acteurs de prendre de la distance par rapport à leur propre pratique et de se donner les moyens pour cela.

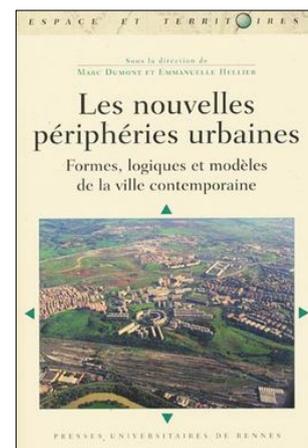
Toutes les analyses effectuées dans ce cadre ont été prolongées à l'occasion du programme collectif de recherche sur les gares, mené à Rennes¹⁷, concernant les stratégies urbaines d'agglomérations en contexte d'incertitude. Nous y avons repris le fil directeur du lien entre métropolisation et politique d'urbanisme, en s'appuyant à nouveau sur une approche ethnographique de l'urbanisme dont était en charge un chercheur contractuel. Les effets

¹⁷ Programme « Rennes : produire la métropole, en contexte d'incertitude », « Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines 2 », P.U.C.A. (2010-2013).

sociaux de l'urbanisme y ont été interrogés, éclairés (ségrégation, gentrification), ainsi que la production du cadre partenarial faisant de la gare un des dispositifs d'attractivité de l'agglomération. En France, le prisme des projets prouve toute sa pertinence pour éclairer le changement urbain : dans les formes de gouvernement urbain (gouvernances complexes), dans les dynamiques morphologiques et sociales du tissu urbain, dans la spécialisation des agglomérations et les stratégies de compétitivité.

2.2. Dynamiques périphériques : du « suburbain » aux formes et logiques des territoires émergents

Ce deuxième champ de spécialisation, plus récent, tient à des opportunités conjoncturelles de programmes de recherche. En poste à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne nous avons eu à assurer dans le cadre de la faculté ENAC des enseignements de projets à destination d'étudiants en architecture et en génie civil/environnement, sur « l'entre-ville »¹⁸. Nous avons été interpellé à cette occasion sur la prégnance de la catégorie du « suburbain » dans les définitions statistiques de l'urbain, et l'intuition que la catégorie englobante largement utilisée en France, le périurbain, laissait de côté une catégorie d'espaces entre autres désignés comme des « franges urbaines ». La contribution à la réalisation d'une synthèse bibliographique puis aux recherches qui ont suivi (programmes « Formes périurbaines, gouvernement territorial et logiques d'acteurs » et « PeriUrb »), ont permis de lancer véritablement ce nouveau chantier de recherche. Un premier programme de recherche engagé dans le cadre d'une consultation ouverte par le Ministère de la Culture sur l'aménagement des territoires à grande échelle¹⁹ a permis de poser plus précisément cette question de recherche, de manière comparative (France/ Suisse), puis un questionnaire plus systématique sera déployé pour éclairer deux angles différents de la dynamique des périphéries urbaines : la sécurité, la mobilité.



Nous insisterons ici, à partir de trois entrées, sur les principaux apports de près de six programmes de recherche, un séminaire international et de nombreuses publications consacrés à ces questions, travaux que nous avons dirigés ou auxquels nous avons participé²⁰.

Figures. L'affirmation des territoires périphériques est venue réinterroger et amener à repenser la question urbaine en particulier sous l'angle des échelles de l'aménagement. Avec le phénomène d'extension urbaine, mais aussi sous l'effet démultiplié des mobilités, du découplage entre les espaces de vies, des territoires extrêmement complexes dans leurs logiques sont venus s'ajouter aux classiques et relativement anciens territoires dessinés par le desserrement urbain et la logique de l'alternance domicile-travail. Si les territoires périphériques apparaissent aujourd'hui d'une grande complexité, c'est qu'ils ne sont plus

¹⁸ Nous reprenons ici le terme de Thomas Siverts, cf. Siverts Th., 2004, *Entre-ville : une lecture de la Zwischenstadt*, Editions Parenthèse, 188 p.

¹⁹ Programme « Jeux d'échelles dans l'urbanisme », consultation de recherche « Architecture de la grande échelle », Ministère de la Culture et de la communication.

²⁰ Toutes les références de ces programmes sont en bibliographie de ce volume.

seulement faits des seules mobilités individuelles, des ménages. Ils sont aussi devenus des espaces où se superposent des cartes inégalitaires de santé, scolaire, sportive et de loisir, recomposant les polarités, redimensionnant les hiérarchies classiques. A cela s'est ajoutée une différenciation spatiale forte sous l'effet de la relance ou de l'augmentation de la fréquentation des transports en commun. Deux types de figures sont susceptibles d'apporter un éclairage à cette situation :

- *institutionnelles*, propres aux logiques de périmètres et à leur mise en question dans une quête incessamment relancée du territoire pertinent. Nous avons pu montrer, collectivement, la manière dont les périphéries urbaines apparaissent in-imageables, le caractère irréprésentable des grands territoires sans lieux ni borne, que les pratiques habitantes télescopent allègrement. A ce déficit d'imagibilité fait suite une quête de figures cristallisant de nouvelles formes de représentations et d'action, de nouveaux principes d'intervention sur ces territoires : l'axe, le corridor, la coulée verte... Ces figures sont des clés d'intelligibilité qui permettent de restituer des territoires vécus, des concrétions d'acteurs et d'actions davantage autour d'objets, de formes spatiales évolutives et dynamiques que de périmètres statiques. Ces figures apparaissent également comme des voies possibles pour reconsidérer l'aménagement des espaces périphériques²¹.
- *cognitives* par ailleurs, repensant le classique clivage rural/urbain et celui qui le suivit, périurbain/urbain. Nous avons, à l'occasion de ces travaux, défini une conceptualisation des différenciations urbaines propres à ces espaces autour de trois dimensions : la connexité, la contiguïté et la rupture. Ces trois figures ne coïncident pas géométriquement avec les « couronnes » urbaines et ultra-urbaines mais peuvent décrire des situations de très forte urbanité pourtant distantes des centres, du fait, par exemple, d'un système intensif de transports en commun. Les axes Rennes/St Malo comme le corridor lémanique en sont quelques exemples.

Distances. Nos travaux sur la sécurisation des espaces publics dans les périphéries urbaines²² ont montré en quoi la gestion des distances et la quête de « bonnes distances » était une dimension explicative importante des recompositions de ces espaces. De nombreuses recherches ont pu ainsi documenter les formes de fermeture résidentielle, la tendance à une communautarisation douce et au filtrage social résidentiel, à partir de dispositifs bien identifiables (grilles, clôtures...). A côté de ces formes « dures », et souvent médiatiques, toute une gamme de dispositifs et de dispositions enclenchent des formes bien plus subtiles de sécurisation. Nous avons construit, à l'occasion de ces recherches, un modèle explicatif autour de trois entrées : les *contextes*, les *ambiances* et les *bulles*, permettant de restituer les contours spatialement invisibles mais socialement très marqués et marquant l'espace résidentiel et les espaces publics pratiqués, le contrôle des franchissements, des seuils, des passages et des

²¹ Nous avons pu les exposer, par exemple, à l'occasion d'une audition par le Conseil Economique Social et Environnemental de la Région Bretagne, qui en reprend certains éléments dans un tout récent rapport, cf. Laplanche A. & Uguen J. (coord.), 2013, *Les dynamiques territoriales de la Bretagne en question*, CESER 350p.

²² Cf. (en bibliographie), le travail de recherche réalisé pour le Ministère de l'Equipement (PUCA) dans le cadre de la consultation Territoires urbains et sûreté.

circulations remplaçant celui des accès. Derrière les réalités invisibles de la sécurisation dans les périphéries urbaines, c'est une nouvelle version de la spatialisation des inégalités sociales que nous avons pu mettre à jour, ainsi qu'une ouverture sur un champ de recherche concernant la mesure des distances dans la production de l'urbanité.

Alternatives. Troisième apport, celui d'une relecture de la tension entre institutions et habitants, territoires institutionnels et territoire vécus. Souvent analysée comme l'effet d'un décalage, nos recherches ont identifié des niveaux d'articulation entre ces deux domaines, ainsi qu'entre les catégories classiquement séparées du public et du privé. Nous sommes venu alimenter les courants de recherche qui étudient les initiatives et formes de solidarité émergentes dans les périphéries urbaines en documentant les formes d'organisations spontanées ou plus régulées de déplacement collectif, alternatives à l'usage exclusif de la voiture particulière, par exemple, apportant aussi des éléments nouveaux de recherche sur les études de la mobilité dans le périurbain, ainsi que sur les formes de régulation politique. Les deux apports majeurs sur ce plan-là concernent :

- le rapport institutions / usagers, avec la documentation de phénomène de « portage » de dispositifs initiés par des habitants, usagers, et par la suite labellisés ou soutenus par les institutions locales (organismes gestionnaires, administrations, associations) ;
- le rapport usager / usager. Sur ce plan, nos travaux ont collectivement montré comment les formes de solidarité sociale qui apparaissent régulièrement dans les espaces périurbains et périphériques recèlent aussi paradoxalement des formes de neutralisation des différences sociales, de nouveau contrôle social ou encore d'agrégations d'affinités. Un aspect sur lequel il est d'autant plus important d'insister que les formes spontanées sont à même de pallier l'intervention de la puissance publique.

Enfin, à travers ces différents travaux et recherches, menées collectivement, c'est de la catégorie même de « périurbain » dont il est proposé de s'affranchir au profit d'une approche de la grande diversité des espaces périphériques sous condition urbaine. La distinction ville/périurbain ou urbain/périurbain apparaît stérile si on s'en tient aux seules caractéristiques fonctionnelles et structurelles des espaces concernés qui ne sont jamais exclusivement l'une ou l'autre de ces catégories, inscrits entre logique de polarisation et logique de dispersion.

3. S'inscrire au cœur de la vie scientifique : diffusion de savoirs et production de réflexivité

L'activité de recherche d'un enseignant-chercheur présente une multitude de facettes liées en premier lieu à ses exigences statutaires : responsabilités administratives, enseignements, direction de mémoires, publications et interventions autant que possibles régulières et venant alimenter annuellement les bilans de laboratoire. A côté de ce « minimum syndical » se déploient tout un panel d'activités multiples et souvent très chronophages liées pour une large part aux nombreuses sollicitations. Ce foisonnement d'activité confronte tôt ou tard à l'exigence de cohérence face à leur démultiplication, requiert un équilibre qui fut, il est vrai, peu évident à assurer.

3.1. De l'évaluation au repérage : trans-discipliner la science

Le premier volet de mon activité de recherche concerne donc une contribution active à l'encadrement de la production éditoriale classique, propre à la dynamique du champ scientifique : évaluation de la recherche, d'articles ou d'ouvrages dont témoignent des sollicitations réitérées ; mais aussi encadrement de la production éditoriale avec plusieurs expériences en comités de rédaction impliquant l'évaluation d'articles ou le suivi d'évaluations (*peer review*), la participation aux comités, une veille sur des objets saillants de recherche, mais aussi de la parution de nouvelles publications.

The logo for EspacesTemps.net is displayed in a light green rectangular box with a thin border. The text 'EspacesTemps.net' is written in a sans-serif font, with 'Espaces' and 'Temps' in a slightly larger size than '.net'.

Par ailleurs, c'est à travers un autre aspect de cette activité que j'ai pu avoir l'occasion d'affirmer plus précisément les termes d'une démarche visant à se « trans-discipliniser ». La première forme de cette démarche est liée aux publications de veille scientifique, qui certes, ne répondent sans doute pas nécessairement aux standards conformes aux productions scientifiques reconnues et en particulier à sa forme la plus certifiée que constitue l'article scientifique : les nombreuses recensions approfondies d'ouvrages que nous avons pu réaliser représentent pour nous l'expression de cette attention soutenue nécessaire à la recherche lui permettant de se décentrer, d'être attentive à l'émergence de nouveaux courants de recherche, et plus largement à se trans-discipliniser, c'est-à-dire à dialoguer réellement en actes et non sur la forme d'une pétition de principes louables, avec d'autres disciplines, d'autres chercheurs et courants de recherche. Cette transdisciplinarité a pu en particulier s'exercer dans le cadre de la responsabilité éditoriale assurée pour les revues *EspacesTemps.net* (internationale) et *Noroi*, de collaborations occasionnelles mais nourries (*Pouvoirs Locaux*) ou à travers notre investissement dans des revues plus « localisées » soit scientifiquement (*Cahiers du LAUA*) soit géographiquement, de par leurs objets (*Place Publique*), ou encore à l'occasion d'événements collectifs (Estivales, séminaires autour du lancement d'un numéro de revue) ainsi que, plus classiquement, de la publication de dossiers. Un exemple de ces formats de publications scientifiques aux confins de leurs standards légitimes est la réalisation d'entretiens soit à l'occasion de la parution d'ouvrages, soit s'insérant dans un dossier spécial²³.

3.2. Matières à penser : communiquer les objets de savoir à l'heure du numérique

Cette contribution à la vitalité scientifique comporte une part d'ombre (« boîte noire ») mais non moins lourde en implications et en tâches de responsabilités en particulier dans le cadre de la revue *EspacesTemps.net* : préparation de dossiers de financements pour la numérisation et la mise en ligne d'anciens numéros au format papier, réalisation d'une enquête de recherche²⁴, déploiement avec trois des membres de la revue d'un site autonome pour la revue, ainsi que la définition d'une nouvelle maquette éditoriale.

²³ On pourra ici mentionner le dossier réalisé pour la revue *EspacesTemps.net* sur la libre diffusion du savoir scientifique, publié en septembre 2009.

²⁴ Enquête « Qu'est-ce que chercher ? », cf. plus haut.

Sélection de « brèves » publiées (revue EspacesTemps.net).

- « Fin des théories : mort des sciences sociales ? », 27 décembre 2008
- « DHS : lorsque une science locale devient interdisciplinaire et transnationale », 28 novembre 2008
- « Social cohesion : the new impacts of housing and mortgage markets in the World », 22 novembre 2008
- « D'Europeana à l'ENS-LSH : quelle place pour la traduction ? », 20 novembre 2008
- « Une carte de la Ville européenne des sciences presque sociales. La place des Controverses dans la Cité : nouvelle lutte urbaine ? », 18 novembre 2008
- « Météo : les campagnes militaires n'ont plus de saison ? », 07 novembre 2008
- « Les Urbanités : lorsque les Professeur(e)s bloguent, c'est du sérieux », 10 octobre 2008
- « Massacre des (jeunes) individus : ne pas se plaindre, mais porter plainte », 07 octobre 2008
- « Critical works in Theory and Practices », 24 septembre 2008
- « A défaut de les lire, recyclez vos appels à articles et contributions ! », 22 septembre 2008
- « Petite histoire d'une rentrée piégée. Foisonnement de matières à penser », 17 septembre 2008
- « Une nouvelle diffusion pour Géocarrefour ? », 31 juillet 2008
- « Aimerez-vous les villes ? », 15 juin 2008
- « Indésirables et politiques publiques : faces à faces », 01 juin 2008
- « Mais où s'en va donc la recherche urbaine ? Villes et résistance sociale », 27 mai 2008
- « Ville, université, sécurité : débats sur des enjeux mondiaux », 24 février 2008
- « Où va la ville ? », 23 février 2008
- « 2008 : parce que les livres ont encore des idées (internationales) », 03 février 2008
- « 1998-2008 : diez años en la geografía, en la sociedad y en las ciencias sociales », 19 janvier 2008
- « Art et espace public : la crainte du sensible au sein des causes publiques », 06 décembre 2007
- « Suburban spaces : des Enfants des courants d'air (Plaine Saint-Denis) à De Steeg (Rotterdam) via La Stazione (Rome) », 20 novembre 2007
- « Surveillances et biométrie : prenez donc un café, à défaut d'être filmés ! », 15 novembre 2007
- « La métropole, phénomène interdisciplinaire », 30 octobre 2007
- « Capter le Monde par l'image : le pari philanthropique fou des Archives de la planète », 12 septembre 2007
- « Congreso Latinoamericano y Caribeño de Ciencias Sociales », 26 juillet 2007
- « Global Cities », 22 juin 07
- « "Veux-tu venir chez moi si je vais chez toi ?". Mobilités contemporaines de l'habitat », 16.06 2007
- « "Airs de Paris" : de l'oxygène, à n'en plus pouvoir respirer ! », 01 mai 2007
- « Prodiges et vertiges de la compétitivité », 05 avril 2007
- « Résurgences de la Nation ? Zoomez donc sur la Planète terre ! », 29 mars 2007
- « Photographie et institution(s). Echanges transatlantiques entre Paris et New York (19e-20e siècles) », 09 mars 2007
- « Achetez vite la Lune : les Américains n'y ont en fait jamais mis les pieds ! », 04 mars 2007
- « "Clash des civilisations" : qu'en pense le Monde ? Regards pour penser l'actualité de la mondialisation », 24 février 2007
- « Aménager les territoires mondiaux de demain : concours d'idées », 15 février 2007
- « Disciplines and borders : humanities research in an age of interdisciplinarity. », 10 février 2007

La définition de cette maquette a été un travail assez passionnant : au-delà de la conception du design web qu'elle impliquait, ce fut aussi l'occasion d'entreprendre une réflexion conséquente sur le « design » des objets de savoir scientifique à l'heure où l'édition scientifique tend de plus en plus à se numériser. La question n'est pas anodine et touche directement les modalités de diffusion et de transmission de ce savoir, question que j'ai eu l'occasion de prolonger à travers une enquête sur la libre diffusion du savoir scientifique mais aussi à travers une série d'articles ou de courtes publications (« brèves ») venant nourrir mon propre questionnement sur le rôle et la portée des instruments numériques dans l'activité scientifique ordinaire et plus largement sur les pratiques sociales.

Ce chantier de recherche m'intéressait d'autant plus en tant que féru des nouvelles technologies et de la programmation web.

Cet investissement dans la « mise à l'heure du numérique » des sciences sociales a donc aussi pris la forme d'une veille active recensant colloques, événements et parutions (« brèves ») publiées en plusieurs langues, cf. infra), dans l'objectif d'interpeller en permanence à l'international les sciences sociales sur des objets émergents de savoir, comme tout autant de matières à penser.

L'ensemble de ces activités, s'inscrivant dans une démarche collective de la revue fut « payante », celle-ci ayant été reconnue comme une revue internationale classée.

J'ai rédigé toutes ces « brèves », en français et pour certaines en anglais et en espagnol ; trop nombreuses, elles ne sont donc pas mentionnées dans la bibliographie qui clôture ce volume « parcours ».

3.3. Incursions extra-universitaires : transferts respectifs de savoirs

Le second volet concerne les implications dans des lieux émergeant aux revues scientifiques, à l'intérieur desquels s'expérimente le dialogue extra-universitaire, terme plus adéquat que celui de société civile. Le monde universitaire est passionnant, mais doit faire face à deux écueils : une clôture sur lui-même – à laquelle a tenté de répondre ces dernières années une « ouverture au monde », sorte d'aggiornamento pas toujours heureux marqué par une injonction croissante à la professionnalisation des enseignements autant qu'à une recherche plus appliquée et moins théorique et fondamentale ou dénuée de portée directe – et une approche en surplomb des phénomènes sociaux.

3.3.1. Le club : mirage ou prodige ?

Sur ce plan, la confrontation à des univers sociaux très différents et différenciés peut se révéler une puissante expérience d'humilité intellectuelle et d'apprentissage. Mon investissement aux côtés de la revue *Place Publique*²⁵ (pour laquelle j'anime entre autres choses une veille urbaine internationale) ainsi que mes collaborations nourries avec la revue *Pouvoirs Locaux* et aux groupes de réflexion liés à l'Institut de la Décentralisation ont été de belles occasions de



²⁵ La revue *Place Publique* est une revue locale avec un comité de lecture mêlant universitaires et acteurs de la société. Elle a été mise en place et soutenue par les agglomérations de Nantes et de Rennes, comme un lieu de diffusion de savoir sur les villes et le phénomène urbain.

descendre de ce piédestal universitaire tout autant que de réflexion quant à ce type de démarche. De tels engagements n'ont pas nécessairement bonne presse dans le champ universitaire et scientifique ne serait-ce que par le statut de « revues molles » de ces supports de diffusion. Elles représentent pourtant à mon sens un passage obligé de pédagogie de la recherche autant que d'apprentissage constant, une des dimensions de la « communicabilité » des travaux confinés aux cercles de savoirs scientifiques classiques²⁶ et qui ont beaucoup à apprendre de contributeurs et de confrontations qui leur sont extérieurs. Elles confrontent surtout aussi les chercheurs à leur irruption dans les arènes de débats publics, dans toutes ces formes de « forums hybrides »²⁷, donnant autant de possibilités d'alimenter des controverses mais aussi ayant à mesurer les effets de ces irruptions. Une réflexion récurrente au sein de la revue *Place Publique* concernait précisément la question du « débat », son sens et sa raison d'être. Or, moins que le débat en lui-même et pour lui-même, pâle réplique des joutes programmées télévisées à l'ère du *story telling* généralisé, le chercheur a à jouer autant que possible dans ces lieux un rôle d'agitateur d'idées, à y injecter l'impérieuse nécessité de « penser », de raviver une activité intellectuelle dans un monde social qui tend à la neutraliser, la lisser, la conformer, et à en inventer de nouvelles figures d'expression à l'heure où décline la figure tutélaire mandarinale du « grand » intellectuel.



De plus, ces lieux métaphoriques extra-universitaires représentent aussi des moments privilégiés parmi d'autres d'observation de la dynamique sociale, et de l'épreuve dialogique entre des champs et des univers fortement différenciés souvent en forte attente de **grille d'analyse d'un monde opaque, forts, également, de leurs** certitudes à déconstruire de part et d'autre, et ce d'autant plus que ces lieux sont aussi des lieux de pouvoir²⁸ qu'il ne s'agit ni de conforter ni de rejeter. Il faut certes aussi souligner les limites de ce genre de dialogue, souvent moins liées à une incompréhension, à un refus de compromission, qu'à la mise en présence de mondes hermétiques. Toutes mes interventions à l'occasion de conférences invitées étaient concernées par le même type de réflexion et parfois les mêmes impasses. Nombre d'institutions font appel aux universitaires pour un forum public, un « séminaire-débat », voire l'accompagnement d'une démarche de concertation à l'occasion de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. Dans ces conditions, l'intervention de l'expertise universitaire est censée sans équivoque venir cautionner le bien-fondé de la pratique politique, illustrant dans tous ces cas où nous avons eu à intervenir, les limites des démarches de pédagogie ou de décloisonnement du monde universitaire.

²⁶ Et de tous ces lieux que nous avons caractérisés comme constitutifs des « marchés de l'interdisciplinarité » (Dumont, 2003).

²⁷ En référence à l'expression devenue célèbre liée à l'ouvrage de Michel Callon et Pierre Lascoumes, *Agir dans un monde incertain*.

²⁸ La revue *Place Publique* est ainsi soutenue par les collectivités locales, l'Institut de la Décentralisation étant quant à lui une forme de Think Tank d'élus locaux, sénateurs...

3.3.2. Expertiser l'expertise



Un autre type de situation extra-universitaire est celle de ma mobilisation dans le cadre de sollicitations en tant qu'universitaire par des institutions publiques pour des missions d'expertise et d'appui à la décision. Ces situations d'expertises interpellent nécessairement les enseignants-chercheurs quant à leur insertion dans un contexte sociétal donné. Par « expertise », il faut entendre précisément une interpellation de chercheurs en tant qu'universitaires, c'est-à-

dire dotés d'un regard et d'un savoir neutralisé au regard des enjeux en cours dans les champs sollicitant ces interventions. Nous avons problématisé avec Laurent Devisme dans le cadre d'une recherche-action sur les projets d'urbanisme dans la ville de Nantes (POPSU 1), toutes les questions que pose cet embarquement d'un chercheur dans un cours d'action, et la quête d'une voie étroite entre la position d'un chercheur d'institution (produisant des formes d'évaluation et de caution) et une position de critique radicale coupée du monde opérationnel. En réalité, derrière ce vieux dilemme lié à un couple agitant les sciences sociales, clivant engagement et distanciation, se situe une question plus importante à mon sens, celle de la scientificité des productions issues de ce type de relations étroites avec des champs opérationnels (par distinction des champs universitaires et scientifiques). D'où la singularité de démarches comme celle de la DATAR/DIACT Territoire 2030 où nous intervenions dans un des groupes de travail consacré à la métropolisation, et qui illustre de manière caractérisée ces lieux d'observation révélateurs de la dynamique des politiques d'aménagement du territoire, des articulations en tension entre le local et le national. Ainsi, certains contextes d'action, d'appel à expertise, constituent de véritables lieux de production de savoirs, soit par l'observation « in vivo » de ces mêmes contextes d'action (démarche ethnographique), soit parce que les modalités de travail y permettent réellement ce « calme examen des faits sociaux » auquel appelait le sociologue Louis Quéré. Toutes les situations d'expertise pour lesquelles nous avons été sollicité présentaient des conditions de possibilité de cet ordre, avec cependant des apports différemment poussés de l'une à l'autre.

Mais toutes les situations d'expertise ne sont pas nécessairement productrices de nouvelles connaissances, elles viennent aussi nous réinterpeller sur nos propres objets de recherche, révéler des changements, inciter à explorer de nouveaux axes de travail. Parmi celles-ci, notre intégration au dispositif créé en juillet 2010 par la Ville de Nantes, dans le cadre de sa politique jeunesse, un conseil scientifique dédié à l'adolescence, et plus particulièrement à la place du temps libre comme espace d'éducation. Il s'agissait pour la ville de réunir des chercheurs et des professionnels sur un champ pluridisciplinaire afin d'apporter un éclairage sur l'adolescence, d'apprécier la place du temps libre et de l'aider à orienter les politiques publiques. Ce groupe de travail se définissait comme un espace de réflexion et de prospective avec pour ambition de lier la connaissance théorique et l'expertise pratique, rassemblant précisément des "experts" (sociologues, psychologues, cliniciens, géographes...) et des partenaires de la ville de Nantes (les FRANCAS, le Conseil Général, l'ACCOORD, l'Education nationale...). L'expérience fut assez



captivante, m'amenant une fois de plus sur le terrain des recherches sur l'enfance et plus largement donc sur les effets sociaux des politiques d'urbanisme. Elle était l'occasion de me réemparer de la question de la métropolisation et de ses effets différenciés sur les pratiques d'investissement de l'espace public par des publics jeunes.

4. Orienter la recherche scientifique : défi et limites de la production du collectif

Diriger des recherches, coordonner des équipes, programmer des séances, gérer des budgets... Si les responsabilités collectives en matière de recherche scientifique assurées par un enseignant-chercheur au cours de sa carrière sont clairement identifiables, ces activités ne peuvent être réduites à leur seule dimension gestionnaire. A travers leur exercice, nous sommes aussi amenés à structurer et affirmer au fil du temps et des circonstances, une vision bien particulière de l'émergence et de la production *en commun* de savoirs et de connaissances²⁹.

Les responsabilités successives et souvent partagées de programmes de recherche, de l'animation d'un axe thématique (Unité Mixte de Recherche CNRS Eso), de contribution à l'écriture des bilans et projets quinquennaux pour notre UMR de référence ou le laboratoire secondaire de rattachement (LAUA), ou encore l'encadrement de thèses et de mémoires de recherche, nous ont offert toute une gamme de modalités d'interventions : direction, pilotage, coordination, accompagnement, encadrement, contribution, animation, implication...

Chaque registre de ces responsabilités soulève la question du rapport au *collectif* et la manière même de produire du collectif dans des configurations de recherche. Or, sur ce plan, une véritable ambivalence travaille de manière incessante la « communauté scientifique », prise entre le collectif et l'individuel, le commun et le particulier, le partagé et le réservé. A cela s'ajoute le fait que chacun d'entre nous se retrouve pris dans des logiques d'intérêts personnels, sur des objets et des thématiques qu'il privilégie, pris également entre des intérêts particuliers, situés entre des théories, visions et méthodes respectives de champs disciplinaires, dont il s'agit de dépasser la seule agrégation. Comment donc produire du collectif ? Faire vivre un collectif ? Ces responsabilités permettent-elles d'éclaircir le caractère collectif, commun ou encore partagé de la recherche ?

4.1. A l'épreuve de l'interdisciplinarité : l'illusion d'un langage commun ?

Un premier retour d'expérience concerne d'abord les distinctions disciplinaires et l'épreuve de l'interdisciplinarité à laquelle nous sommes de plus en plus confrontés dans le cadre de programmes de recherche de moins en moins restreints au cadre d'un seul laboratoire et d'une seule discipline. Les différentes disciplines regroupées par l'axe de recherche d'un laboratoire ou une recherche contractuelle ont nécessairement des visions et des vocabulaires dissemblant de ceux de nos disciplines de référence. Il faut alors discuter, identifier les verrous cognitifs, mais par-dessus tout dépasser l'illusoire quête d'un langage commun, et en particulier d'un langage commun aux sciences sociales. Cette impossible définition d'un langage commun est renforcée par la prégnance persistante des clivages épistémologiques, tels ceux entre acteur et agent, entre approche des territoires et approche des spatialités, ou encore l'opposition rural/urbain face à une vision d'un monde sous condition urbaine généralisée. Ces différences sont irréductibles, en situations collectives de recherche, et conduisent soit à l'aporie des consensus mous c'est-à-dire de productions tellement fortement neutralisées qu'elles ne

²⁹ Les éléments d'analyse que nous proposons ici résultent des observations que nous avons pu faire à l'occasion des différentes responsabilités assurées en matière scientifique, des directions de recherche, aux animations d'axes thématiques et de séminaires.

veulent plus rien dire, soit aux coups de force épistémologiques induisant une fragilisation du collectif.

Nous avons constamment pu observer et être confronté à cette tension dans le cadre de la co-animation d'un *axe thématique* de recherche pour l'UMR ESO « De l'action publique. Conflits, gouvernance et solidarités sociales et territoriales »³⁰, ainsi que dans le cadre de notre participation au laboratoire LAUA où collectivement ont été dégagés des « attracteurs » de recherche permettant de neutraliser les différentiels de méthode, de disciplines, mais aussi d'objets de recherche. Ce qui rend par ailleurs encore plus complexe l'exercice d'embarquement collectif de chercheurs est le fait que les configurations de recherche sont aussi des situations de pouvoir, avec des jeux d'alliances et de mésalliances, où des différences irréductibles sont tues ou au contraire survalorisées.

Il n'y a pas de langage commun possible en sciences sociales, mais des démarches disciplinaires hybrides où certaines différences irréductibles voire incompatibles sont mises un peu en veille au profit de regards communs portés sur des objets et des intérêts partagés. Les conceptions de l'espace, par la sociologie et la géographie, sont radicalement différentes³¹ ; mais leur attention respective portée aux pratiques sociales leur permet de se retrouver dans la constitution d'un matériau partagé, à partir d'hypothèses également partagées, voire de références partagées. Mais pour autant qu'elles soient partagées ces références ne sont pas communes, chacun tirant, lisant et interprétant à sa manière le même ouvrage, en ayant une interprétation et une exploitation différente d'une même citation.

Le collectif est donc sans cesse à l'épreuve de la différence disciplinaire, celle-ci pouvant être accentuée par la difficulté respective des chercheurs à s'inscrire eux-mêmes dans une discipline de référence, avec ses héritages et ses références. L'interdisciplinarité est en réalité, dans toutes les configurations de recherche, une épreuve de confrontation irréductible de regards, postures, méthodes, vocabulaires et sémantiques différents, dissonants, qu'aucune vision irénique ne pourra masquer. Ce qui ouvre, ce faisant, le défi de réussir à maintenir l'exercice constant mais stabilisé de cette agonistique (au lieu de se faire au détriment d'une discipline ou d'un courant), et qui est sans aucun doute un des défis majeurs des responsabilités scientifiques collectives. Cette épreuve n'est pas seulement disciplinaire, elle est également « intra-disciplinaire » et s'exprime tout autant à l'occasion d'écriture collective – dont nous avons eu à cet égard de très nombreuses occasions. A titre d'anecdote, soulignons ici plus de huit collaborations différentes d'écriture scientifique avec des femmes, interprétons cela comme on le voudra, ces expériences n'en restant pas moins les plus conséquentes et riches en matière de confrontations disciplinaires. Au delà de cette anecdote *générée*, les formes d'écriture collaborative, quoique souvent difficiles, constituent d'autres lieux des plus stimulants de la production collective du savoir scientifique !

4.2. Le collectif entre autonomie et hétéronomie

La seconde dimension concerne le caractère même de l'entreprise de recherche, collective. Collectif, commun, partagé : ces trois adjectifs sont à déconstruire au regard d'une conduite de

³⁰ Axe animé avec Pierre Bergel, Emmanuelle Hellier, Cyria Emelianoff et Yves Bony.

³¹ Nous renvoyons ici à l'article que nous avons écrit avec une sociologue, cf. Dumont & Anglade, 2007, « L'espace en confrontation », in *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*.

dispositifs de recherche³², laquelle exige d'impliquer, de fédérer, de motiver, de réunir, d'agréger, et questionne plus largement la nature même du collectif en tant que nom propre, un collectif alternant entre l'hétéronomie et l'autonomie. Le philosophe et théoricien Michael Hardt soulignait dans un texte récent³³, les limites du domaine du « public » considérant la facticité du couple privé/public, et insistant sur l'invention par le capitalisme d'un domaine d'emprise d'Etat (le public) promouvant à sa place le terme de commun. Or, le commun est tout aussi concerné par un tel risque de définition arbitraire : il ne se décrète pas, et le statut même d'un dispositif collectif (recherche, séminaire) ne préjuge en rien de la qualité commune de ses productions ou encore de ses visées intellectuelles. Il est certain que des communautés scientifiques se nouent et se dénouent au gré des circonstances de recherche ; il en est d'autres davantage stabilisées sur le temps long. Notre implication dans le laboratoire LAUA, parallèle au rattachement statutaire à un laboratoire de recherche, est de cet ordre : communauté de références, de lecture, d'entreprises éditoriales (contribution au comité de lecture de la revue *Lieux Communs. Les Cahiers du LAUA*) et de recherches communes, le collectif est alors cette forme fragile conjoncturellement stabilisée mais toujours sujette à la remise en cause ne serait-ce que par une tension permanente entre le collectif institutionnel (de rattachement) et le collectif institué (de rapprochement), que les logiques statutaires rendent bien périlleuse³⁴. Les formes d'engagement dans la recherche varient considérablement suivant les impératifs statutaires, les disponibilités, les préférences de thématiques, et la production du collectif a aussi à assurer cette responsabilisation

Une autre dimension du collectif à éclaircir tient enfin à l'activité d'accompagnement de l'apprentissage de la recherche. L'encadrement de mémoires et de thèses, voire de chercheurs contractuels, est un de ces moments où s'expérimentent le rapport dominant/dominé, commanditaire/exécutant ainsi que toutes les voies possibles permettant de s'en extraire. Situation de transition entre l'apprentissage et l'autonomie de recherche, ces responsabilités doivent laisser place aux intuitions, permettre de faire l'expérience souvent anxiogène pour les personnes concernées d'une plongée dans les travaux existants, les méthodologies éprouvées, tout en les laissant s'en affranchir pour se constituer leurs propres idées, protocoles, terrains, ou encore les lire sous un autre regard et en en tirant d'autres enseignements que ceux que nous pouvons nous-mêmes en faire. Les responsabilités d'encadrement sont très fortement traversées par cette tension.

4.3. Une ouverture vers l'international

La production d'un collectif se trouve confrontée à un autre défi – linguistique et culturel cette fois – lorsqu'elle s'internationalise. Au-delà de ma participation à la démarche de la revue *Espaces Temps.net* détaillée plus haut, j'ai pu contribuer à l'internationalisation de la recherche dans le cadre de recherches contractuelles : ce fut le cas de ma contribution à la recherche financée par le NRP 54 en Suisse (OIN, détaillée plus haut) ainsi que de ma contribution à la recherche dirigée par Laurent Devisme pour le compte de l'OCDE sur la circulation des

³² Dispositifs est ici le terme le plus à même de recouper « axe thématique », séminaire, programme de recherche... bref, toute situation collective impliquée par une action de recherche.

³³ Cf. Hardt M., 2009, « Le commun du communisme », in Badiou A. et Žižek S., *L'idée du communisme*, Nouvelles éditions Lignes, 352 p.

³⁴ Qu'on pense ici à l'impossible double rattachement – impossible dans les statuts mais très possible dans les faits.

modèles urbains internationaux et pour laquelle j'ai réalisé un volet concernant les modèles climatiques. C'est aussi le cas de publications, spécialement celles sur la mondialisation, mais aussi de contributions à des comités de thèses dans d'autres univers culturels (Amérique du Sud, Belgique, Royaume-Uni...) ainsi que des séminaires avec des intervenants internationaux et sur des thématiques concernant des espaces européens, nord-américain ou de la mondialisation (cf. encart ci-dessous). J'avais pu aussi participer en 2005 à une semaine de séminaire en Tunisie sur la production du politique, rassemblant des chercheurs internationaux, organisée par l'Institut de Recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC).

Séminaire « Penser l'espace » (resp. Mathis Stock et Marc Dumont), 2005-2006, 1ère édition.

La question de l'espace est devenue centrale dans les sciences humaines et sociales. Partant de cette idée, ce séminaire visait à prolonger les réflexions renouvelées sur les processus de production et d'agencement de l'espace (à tous les niveaux d'échelle) ainsi que sur les dimensions spatiales de l'action. Il s'attachait en particulier à l'émergence d'un potentiel de mobilité spatiale des acteurs, devenu facteur de différenciation central des sociétés humaines, tant au niveau global qu'au plan individuel. Deux interrogations principales ont sous-tendu l'organisation des séances avec des intervenants internationaux dont des géographes (Edward Soja...) : est-il possible de parler d'un changement du mode de spatialisation des sociétés humaines, qui, moins soumises à l'emprise territoriale, se façonnent en réticularités multiples ? Par ailleurs, quels sont les outils à disposition des chercheurs pour décrire le Monde contemporain dans ses dimensions spatiales ? Ce séminaire a eu lieu à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, en partenariat avec le Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR) et avec le soutien de l'Institut du développement territorial (INTER).

Séminaire « Nouvelles périphéries urbaines » (resp. M. Dumont & E. Hellier), 2009-2010.

Ce séminaire souhaitait relancer des réflexions de chercheurs issus de différentes régions géographiques (Europe, Amérique du Nord), sur les périphéries urbaines, mais aussi plus largement les espaces périurbains. Ces espaces proliférant se sont retrouvés depuis bientôt plus de trente ans et de manière croissante au cœur des préoccupations des institutions et des démarches de connaissance scientifique. Malgré de fortes pressions d'ordre socio-économique, ces espaces constituent des lieux d'expérimentation de nouvelles formes urbaines, d'habitat et d'équipements publics, de sociabilité, tout en restant traversés par d'intenses dynamiques sociales et urbaines. Sont-ils toujours ces espaces intermédiaires « à défaut », à penser une fois pour toute comme le négatif d'une ville fuie et repoussante ou au contraire les espaces de réalisation de nouveaux types de sociétés, de formes de vie urbaine ? Les espaces d'une promotion immobilière « avide » de profit ? Ou de plus en plus intégratrice de modèles de constructibilité, de qualité environnementale ? Restent-ils des lieux du repli sur soi, de la relégation, d'un individualisme cynique, d'une citoyenneté en creux, d'une version faible de la démocratie politique ? Ou bien des formes de sociétés singulières s'y sont-elles aussi progressivement développées ? Ce sont toutes ces questions que le séminaire a abordé à travers des interventions de scientifiques experts, questionnant la structuration contemporaine des territoires périphériques par les logiques de l'action publique et celle des nouveaux modèles urbains et sociaux qui s'y élaborent et expérimentent. Le séminaire a eu lieu à la Maison des Sciences de l'Homme de Bretagne (MSHB), avec le soutien financier et logistique de cette institution.

Renforcer l'internationalisation, en particulier dans le cadre de collaborations de recherche et projets trans-nationaux, sera une priorité dans les années à venir.

L'ensemble de ces aspects de la carrière de chercheur amène ainsi à traverser et à s'investir dans des champs disciplinaires et de pratiques nettement différenciés ; le garant de la cohérence de cette démarche, inhérente à la fonction, n'est cependant pas évident à établir, nous y reviendrons en conclusion générale à travers l'identification plus particulière de trois tensions. Cette activité plurielle de recherche s'articule alors plus qu'elle ne s'additionne à une activité d'enseignement et de formation

II. Des positions d'enseignements : entre urbanisme, aménagement et géographies

Quatorze années d'enseignement continu sous **six statuts** différents (tuteur, chargé d'enseignement vacataire, ATER, conférencier, maître de conférences) et dans **huit lieux** aussi peu similaires que les écoles d'architecture et polytechniques, l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris ou l'université, pour un total de près de **3000 heures**. Ces quelques chiffres de bilan³⁵ résument une pratique soutenue mais que l'on pourrait aussi considérer comme conventionnelle pour un enseignant-chercheur. Pour autant, enseigner fut très rapidement pour moi une volonté et une aspiration, et ce d'autant plus que les conditions ne s'y prêtaient pas de manière toujours très favorable : j'ai enseigné près de 900h avant d'obtenir le statut d'enseignant-chercheur et cela en dehors de tout dispositif d'insertion dans le monde de l'enseignement (par exemple comme le permet le statut de moniteur), n'ayant pas été allocataire de recherche. Cette compétence à enseigner n'est pas une phase des plus évidentes dans l'apprentissage du métier. Je me suis retrouvé propulsé dès la maîtrise de géographie dans l'encadrement d'étudiants, point de départ d'une activité par la suite ininterrompue. Cette compétence s'est façonnée au fur et à mesure entre imitation des collègues alors en poste et « cuisine » personnelle, entre une retransmission de connaissances déjà élaborées par d'autres (« seconde main ») et transmission de connaissances produites à l'occasion de mes recherches ou *ad hoc*, entre la reproduction de schémas pédagogiques classiques (dossiers, exposés...) et des tentatives d'innovation dans la formation (workshop, ateliers *ad hoc* liés à une commande fortuite...).

Il ne s'agit donc pas ici de dissocier l'enseignement de toutes les activités liées à la formation et à l'encadrement de la formation, ainsi qu'à la vie universitaire.

1. Enseigner, en tant que chercheur

L'ensemble de cette activité s'est répartie sur un spectre allant des connaissances les plus opérationnelles aux plus fondamentales, des champs de l'urbanisme (projet, génie civil, modélisation, montage d'opération), à ceux de l'aménagement (de l'espace, du territoire, de l'urbain, du rural) et de la géographie (régionale, générale, physique, sociale, économique et urbaine).

J'ai enseigné des matières très variées à un public étendu composé d'étudiants relevant de tous les cycles, de la première année au DEA/Master, ou de professionnels. Mon expérience pédagogique a pu systématiquement se renforcer, s'étoffer, par le biais des pratiques de recherche dont je ne les ai jamais dissociés. A côté du hiatus apparent extérieur pour le citoyen lambda entre l'enseignement et la recherche, spécificité du statut d'enseignant-chercheur, et malgré les tensions souvent très fortes que ces deux polarités soulèvent, s'est affirmée pour moi la certitude que la recherche nourrit l'enseignement et que la pratique simultanée des deux contribue à une meilleure construction des connaissances tant personnelles que de celles à transmettre. Considérée dans l'autre sens, la direction de mémoires de fin d'études, la participation aux jurys d'évaluation des recherches et l'encadrement de réponses à des commandes institutionnelles (contrat territorial jeunesse et sport, emploi et ressources humaines) que j'ai assurés dans le cadre d'une licence professionnelle d'aménagement des

³⁵ Un bilan ardu à retracer, il faut en convenir ! Pour un chiffrage précis du nombre d'étudiants encadrés, par exemple, il fallut se reporter aux bulletins de notes scannés et conservés ; pour le nombre d'heures dispensées, exploiter les attestations de services...

territoires ruraux m'ont permis de lier des connaissances scientifiques à une pratique professionnelle directement opérationnelle. Cette expérience aura été l'occasion de réaffirmer la nécessité de la connaissance et de la compréhension des espaces et de leurs logiques avant la mise en application de dispositifs existants, ainsi que l'apport spécifique du regard des sciences de l'espace et de l'urbain dans un dialogue construit tant avec le monde des professionnels qu'avec d'autres disciplines (architecture...).

Une nuance, toutefois. La tension entre les deux missions propres aux enseignants-chercheurs nous pousse de plus en plus, sous couvert d'innovation pédagogique, à exploiter de manière croissante les lieux pédagogiques comme des lieux équivalents de recherche, en particulier dans le cadre de ce support générique des « ateliers ». Rétrospectivement et autant au regard de ma propre pratique à l'occasion de trois programmes de recherche qu'à celui du retour sur expériences d'autres enseignants-chercheurs, il apparaît assez nettement que la portée scientifique des expériences pédagogiques reste en deçà des attentes qu'on peut lui faire porter, voire représente l'illusoire report d'une interrogation fondamentale quant aux disponibilités réduites des enseignants-chercheurs pour assurer leurs missions de chercheurs. Ces « ateliers » constituent des points d'amorces, permettent de dégager des lignes d'émergence de recherches et de problématiques, mais ne peuvent se substituer aux protocoles systématiques et approfondis caractérisant l'activité scientifique, nous y reviendrons en conclusion.

Les thématiques dominantes des enseignements que j'ai dispensés ont pour une large part été très dépendantes de l'état des « marchés » disponibles, fluctuant suivant les supports vacants de cours ou les sollicitations d'interventions dans le cadre d'autres institutions. Ce qui fait que ces enseignements ont été très hétérogènes ou très diversifiés, suivant la manière dont on les considère. Cependant, quelques lignes de fond s'en détachent nettement *a posteriori* et marquent à mon sens nettement mon approche des matières dispensées et mon rapport aux disciplines enseignées.

1.1. Fabrique de la ville et production du lien social

Première ligne, l'articulation entre dynamique urbaine et dynamique sociale. C'est à l'occasion de mes enseignements assurés dans le cadre d'une licence professionnelle d'aménagement des territoires ruraux (Châteauroux), que j'ai pu faire une première « plongée » dans le monde de la Politique de la Ville, une expérience déclenchant une véritable passion pour l'ensemble des problématiques de cette Politique, ses mécanismes et ses logiques. J'ai par la suite vérifié à quel point la Politique de la Ville restait peu enseignée voire pas du tout, aussi bien dans les écoles d'architecture que généralement dans les universités sauf cas très spécifique. Le seul moment fort court, à l'occasion de ma formation, fut sa découverte à l'occasion de cet « atelier d'aménagement » dirigé par Jean Proveux, maire de Monts (37) et enseignant à l'université qui nous avait fait pénétrer dans les corridors de quelques-uns de ces sigles (Z.U.S, Z.U.P, Contrats de ville) et surtout nous investir par un petit travail de « terrain », des sites de cités dites « sensibles » (Joué-les-Tours). L'attrait pour ce champ de connaissance s'expliquait aussi par une décennie d'adolescence vécue en région parisienne et la possibilité ainsi offerte d'objectiver les conditions d'existence d'un monde spatial vécu. La carrure de cet homme de terrain, doté d'une forte personnalité tout en restant discret et qu'on pressentait investi et

passionné par son travail d'élu et d'aménageur ont indéniablement contribué à renforcer un intérêt pour l'aménagement de l'espace urbain.

A l'occasion d'une rencontre puis d'un contrat passé avec le Pays de Châteauroux, nous avons été amené à encadrer avec deux de mes collègues des études de diagnostics sur des territoires classés contrats de ville et à inciter la formation d'étudiants à travailler en particulier sur les pratiques des jeunes dans ces espaces. A la suite de cette expérience, j'ai réinvesti tous mes enseignements liés de près ou de loin au développement social et à l'aménagement urbain pour leur intégrer cet aspect décisif des politiques urbaines en France, en Europe et aux Etats-Unis, faisant rencontrer, lors des formations les années suivantes, élus et chargés de quartier. J'ai poursuivi ce que je considérais comme une lacune dans ma formation puis dans les maquettes d'enseignement dans les universités et institutions que je traversais pour y injecter à chaque occasion possible des apports conséquents sur ce domaine.

Une troisième étape fut le travail de recherche contractuel mené pour le laboratoire LAUA dans le cadre de la Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines, précisément sur un quartier Z.U.S. et concerné alors par toutes les procédures de l'ANRU.

La question est loin d'être anodine pour moi et questionne directement la manière dont on enseigne la « chose » urbaine à l'Université : la Politique de la Ville a façonné le profil de nombre des politiques publiques d'aménagement en France, c'est au cœur des différentes générations de politiques qui l'ont élaborée que se sont déployées les pratiques d'expérimentation et y sont nés la plupart des thèmes et vocables maîtres-mots des politiques d'aménagement : mixité, renouvellement urbain...

Plus encore, enseigner la Politique de la Ville en l'évoquant succinctement ou de manière approfondie, c'était faire entrer les étudiants au cœur de cette tension propre à l'aménagement urbain entre fabrique de la ville et production du lien social, les amener à se questionner sur les effets sociaux des pratiques d'urbanisme, apprendre à lier étroitement géographie sociale et connaissances procédurales du monde opérationnel.

Tout cela m'amenant, plus simplement, à renforcer au fil du temps et des lieux d'enseignement, une compétence en urbanisme. L'enseignement de projet d'urbanisme me tient particulièrement à cœur, apprenant aux étudiants à réaliser des maquettes de projets d'urbanisme, à modéliser des environnements construits sous *google sketchup*, à concevoir des Schémas d'Aménagement Lumière (SDAL), à répondre à des appels d'offre, à concevoir des stratégies d'aménagement, tout en y injectant des bases acquises dans des matières de sciences sociales.

1.2. Lire, penser et concevoir l'espace habité des sociétés

Une seconde ligne de fond s'est affirmée à travers des enseignements en direction de publics très hétérogènes : formations de « haut niveau » à Sciences-Po Paris, jeunes publics découvrant tout juste la géographie à St Brieuc (antenne universitaire de Rennes 2), ou encore publics en reprise d'études professionnalisantes à Châteauroux (antenne de l'université Orléans La Source). Face à cette hétérogénéité, deux options se présentaient : soit renforcer une expression plus nette propre à une identité professionnelle de « géographe », déclinée de manière thématique comme pouvaient le laisser entendre les cours concernés (géographie de la population, enjeux politiques de la géographie...), soit quitter la géographie pour davantage

défendre une science de l'espace à la fois analytique et synthétique³⁶, assumant sa transdisciplinarité, exploitant autant que possible les apports de la sociologie, de la science politique, de la géographie, de l'urbanisme, dans une même visée de clarification des logiques fondant les espaces habités contemporains. Sur ce plan, m'inscrivant très nettement dans le « tournant géographique » et plus largement des sciences sociales inauguré par les travaux de géographes comme Jacques Lévy et Michel Lussault, mon objectif était d'enseigner non seulement des connaissances descriptives, sorte de base culturelle minimale, mais aussi d'apprendre à les « penser » (toujours cette exigence !) sans les idéologiser, pour apporter aussi des instruments cognitifs autant que pratiques, dotant des étudiants de compétences à l'action et la conception. Deux exemples l'illustreront : enseigner la ville, dans un cours de géographie urbaine de deuxième année de licence, c'était aussi apprendre à des étudiants à dépasser une science des localisations, et à privilégier une approche fondamentale de l'urbain, une analyse des espaces sous condition urbaine différenciée, une approche déclinée en thématiques, en axes d'analyse, coupler l'analytique et le synthétique. De même, enseigner la conception des espaces publics à des publics de formation technique (génie civil, architecture, urbaniste...) requiert une conceptualisation poussée et non-minimaliste de cette forme spatiale, des méthodes d'analyse des types de distances de tout ordre qui y sont à l'œuvre, des formes de gouvernance qui les produisent et les gèrent, en tant qu'éléments même de leur conception³⁷.

Cette ligne de fond, formalisée notamment dans une publication destinée au public étudiant³⁸ m'a permis de traverser de manière cohérente, et avec une démarche spiralaire (matrice approfondie et détaillée tout au long d'un cursus) cette hétérogénéité des publics, tout en contribuant à ma propre manière aux bifurcations introduites tant par les géographies sociales, que par les nouvelles approches d'un urbanisme clairement empreint de sciences sociales.

2. L'accompagnement des formations professionnelles en urbanisme et aménagement de l'espace

Les responsabilités administratives que j'ai assurées dès mon recrutement à l'université Rennes 2 ont été l'occasion de mettre en œuvre une réflexion sur la finalité de formations autant que de participer activement au quotidien à leur gestion. Cette pratique s'est par ailleurs prolongée dans le cadre de mon mandat électif au Conseil National des Universités.

2.1. Du local au national : quatre responsabilités collectives et administratives

Sur deux années consécutives, j'ai été responsable d'une licence 3 d'aménagement pour laquelle j'ai assuré le recrutement des chargés de cours ayant à encadrer des ateliers professionnels, ainsi que les responsabilités administratives classiques que cette charge impliquait comme la mise en place des groupes de Travaux Dirigés, contribution aux jurys... En parallèle, et dès mon arrivée à l'Université Rennes 2, j'ai intégré l'équipe pédagogique d'un

³⁶ Suivant l'heureuse distinction établie en ce sens par Patrick Poncet. Cf. Poncet P. « Visions du Monde », in Lévy J. et al., 2008, *L'invention du Monde. Une géographie de la mondialisation*, Presses de Sciences-Po, 404 p.

³⁷ Je suis sur ce plan particulièrement reconnaissant à Marcus Zepf de m'avoir offert des conditions privilégiées d'enseignement et de réflexion à ce sujet, soit à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, soit dans le cadre d'une recherche appliquée menée pour le groupe Vinci.

³⁸ Cf. Dumont M., 2009 (op.cit.).

master d'aménagement urbain (master AUDIT) dans lequel je me suis fortement investi entre autres choses à l'occasion de la demande de « labellisation » par l'association encadrant les formations en urbanisme et aménagement, l'APERAU, dans le recrutement annuel des promotions d'étudiants, le suivi du stage des étudiants et l'encadrement de leurs mémoires de fin d'étude, et la préparation des nouvelles maquettes d'enseignement.

En 2008, j'ai quitté ma responsabilité de cette licence – cette responsabilité disparaissant à la suite de la réorganisation de la structure de pilotage des différentes formations au sein du département de géographie et d'aménagement de l'espace. Au même moment, se mettaient en place les discussions préparatoires à la préfiguration d'un futur « Institut d'urbanisme » à Rennes, réflexions auxquelles j'ai contribué activement avec plusieurs collègues du département de géographie et d'aménagement de l'espace (Catherine Guy, Guy Baudelle, Emmanuelle Hellier, Jean-François Inserguet...), insistant en particulier à cette occasion sur la présence de l'aménagement dans cet institut, ce qui sera entériné dans sa dénomination au moment où celui-ci a vu le jour. A la suite des réorganisations administratives impliquées par l'émergence de cet institut, j'ai pris la direction du master Maîtrise d'Ouvrage Immobilière et Urbaine (MOUI), au moment où ce dernier, jusque là adossé à l'UFR Sciences Humaines (Université Rennes 2), était rattaché au département de géographie et d'aménagement de l'espace, avec une première année de co-direction (du fait d'un congé pour préparation d'HDR accordé simultanément par le CNU). Cette prise de fonction m'a amené à assurer de bonnes conditions au transfert administratif du master, à optimiser le fonctionnement entre les trois institutions impliquées par cette formation co-habilitée (l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne, l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes et l'Université Rennes 2), tout en assurant les différentes missions impliquées par cette formation : recrutement des étudiants, suivi au quotidien, organisation des emplois du temps, recrutement des chargés de cours, organisation de commissions pédagogiques, suivi des stages et mémoires, recherche de stages, organisation du recrutement d'un PAST...

Par ailleurs, en 2011, j'ai été élu pour cinq ans au Conseil National des Universités en tant que suppléant de Laurent Coudroy de Lille. Cet engagement au niveau national marquait pour moi entre autres choses la volonté de contribuer à la vie et aux débats d'une section dans laquelle s'inscrivaient nombre de mes travaux, enseignements et expériences avec des professionnels, mais aussi de jouer mon propre rôle à un moment crucial tant pour l'avenir des formations en urbanisme et aménagement, que pour le statut et les missions des enseignants-chercheurs. Dans ce cadre, j'ai participé et siégé à la session de qualification 2013 ainsi que de reclassement des enseignants-chercheurs de la section.

Cet engagement dans la gestion des carrières des enseignants-chercheurs a pu aussi s'exercer dans le cadre des différents comités de sélection de recrutements d'enseignants-chercheurs (maîtres de conférence et professeurs associés) auxquels j'ai pu participer depuis 2007. Je suis, enfin, et pour 4 ans, membre du vivier de la section 23-24 à l'Université Rennes 2.

Toutes ces responsabilités ont représenté des étapes clés successives de mon implication dans les formations en urbanisme et aménagement et d'une vision assez précise de leurs finalités.

2.2. Renforcer et spécifier des formations interfaces

Par mon statut et mon parcours, à la fois de géographe, d'aménageur et d'urbaniste, je me suis retrouvé inscrit au cœur d'une série de tensions propres aux disciplines s'intéressant à penser et concevoir les espaces contemporains habités. Parmi ces tensions qui sont davantage des tiraillements entre des directions différentes que des oppositions, celle de la raison d'être d'enseignements et de formations « entre deux eaux » : considérés d'un côté comme jamais vraiment (ou suffisamment) scientifiques et trop terre à terre, de l'autre comme insuffisamment compétents pour dispenser des savoirs à visée réellement opérationnelle et ce faisant professionnalisants. Sur ce plan, l'urbanisme et la géographie apparaissent clairement mis en question : pour accentuer le trait, la géographie appliquée cultivait avec habileté une certaine confusion lui permettant de s'immiscer sur les domaines de l'urbanisme opérationnel, et, de son côté, l'urbanisme tendait de manière croissante (ce qui était aussi repérable en architecture, récemment férue d'aménagement de la grande échelle...) à faire irruption sur les chantiers sociaux de l'aménagement de l'espace, teintant de réflexion fondamentale et de manière parfois assez approximative la production d'espace. Le statut des enseignants-chercheurs en aménagement amène sans cesse à être au contact de cette tension, tout en veillant à se distancier de louables appels à une fédération des disciplines concernées – fédération souvent plus de principe d'ailleurs qu'effective –, l'aménagement jouant une sorte de rôle de passeur entre ces deux disciplines. Les « échelles » constituent assez clairement une autre impasse de cet ordre (soulignée notamment à l'occasion du programme de recherche du Ministère de la culture « Architecture de la grande échelle »), aucune discipline n'étant détentrice en propre d'une échelle dédiée, l'espace (urbain) constituant une sorte de plan de coupe traversé par des regards différenciés, *pensant, aménageant, concevant*.

Or, ce n'est pas dans l'intégration que se situent les réponses à des questionnements latents de positionnements épistémologiques. Chacune de ces disciplines sécrète des savoirs et des compétences qui gagnent à être spécifiés, tout en cultivant des interfaces mais non la confusion. En tant que responsable de la licence aménagement, j'ai systématiquement cherché à renforcer l'enseignement de matières directement impliquées par l'urbanisme opérationnel, en mettant en place une démarche de recrutement de chargés de cours architectes ou issus de l'architecture, en m'assurant que puissent être déployés des ateliers dans lesquels les étudiants étaient formés par exemple à réaliser des maquettes de projets d'urbanisme, à caractériser in situ les propriétés de l'urbanité. De même, en incitant puis en donnant de manière effective dans le cadre de mes responsabilités de master une place conséquente aux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme dans les masters professionnels, pour doter les étudiants de compétences réelles et actualisées.

Nos rôles sont spécifiques et nous devons aussi reconnaître à certains moments nos propres limites d'enseignants-chercheurs : l'encadrement et la constitution d'un bagage fondamental de connaissances théoriques et culturelles sont indispensables et ce, d'autant plus que la place dédiée aux sciences sociales, aux théories fondamentales de l'espace tend à se réduire comme une peau de chagrin alors même qu'elle devrait être amenée à se renforcer. Il y a des sciences de l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme à visée opérationnelle auxquelles contribuent très activement des disciplines comme la sociologie ou la géographie, sans pour autant que ces disciplines aient à se penser comme disciplines opérationnelles, tout en reconnaissant leur capacité à produire des expertises situées. La place de l'aménagement consiste précisément à

assurer les réglages et la circulation d'un curseur entre domaines fondamentaux, domaines d'expertise et domaines opérationnels, entre pensée, aménagement et conception, mais aussi à éviter tant la confusion que la scission entre savoirs fondamentaux et savoirs professionnels.

2.3. Une contribution à l'innovation des formes pédagogiques et de leurs objets

L'urbanisme et les sciences de l'espace sont confrontés à des matières sujettes à des changements souvent extrêmement rapides qui requièrent de la part de l'enseignant une nécessaire adaptation au risque de reproduire des savoirs en décalage avec les réalités qu'ils concernent. Sans forcément chercher à « innover à tout va », ne serait-ce que parce que les cadres pédagogiques restent assez stricts (maquettes définies et figées pour plusieurs années une fois validées et votées), la marge de manœuvre est suffisante pour permettre de renouveler les objets et les manières de les enseigner et je m'en suis saisi dès que l'opportunité s'en présentait. Cette possibilité m'a été offerte en particulier au sein du master AUDIT (puis MOUI). Dans la sélection qui suit, en partie 4, forcément indicative et non exhaustive, certaines de ces expériences sont celles liées aux très classiques « sorties terrains » que chaque enseignant a la possibilité d'organiser dans le cadre de ses enseignements, mais qui restent à sa propre initiative et dont le caractère est plus ou moins extensif. Les autres correspondent à l'introduction à l'université des démarches de « workshop ». Désormais beaucoup plus communes, ces démarches étaient vraiment innovantes dans les années 2007-2010, et contribuaient à l'engagement de démarches communes à des formations différentes, d'origines disciplinaires différentes, articulant savoirs universitaires et savoirs opérationnels. Plus que tout, ces ateliers et workshops constituent pour moi des lieux essentiels d'expression et de libération de la créativité des étudiants en aménagement et urbanisme, les plaçant explicitement en situation opérationnelle au moment précis où leur formation bifurque vers leurs horizons professionnels.

Conclusion générale

Au terme de cette présentation de retour sur une *pratique* d'enseignement et de recherche, je souhaiterais revenir de manière succincte sur trois tensions constitutives des activités multiples impliquées (et offertes) par cette pratique, et qui constituent sans doute aussi trois défis pour un enseignant-chercheur, en tout cas trois principes d'action : le lien entre les mondes opérationnels et scientifiques et ses implications sur la manière même de faire de la recherche, la mesure de l'ouverture thématique ou intellectuelle, et, enfin, la situation d'une démarche plus réflexive qu'appliquée.

L'étude contre la recherche ?

Il faut d'abord revenir sur une mutation de certaines pratiques de recherche sous l'effet d'une technicisation des formations en aménagement et urbanisme en France que nous avons pointée. Celle-ci est aisément compréhensible au regard des incitations à de multiples niveaux concernant le « nécessaire » dialogue avec la « société civile », l'exigence de compétitivité et d'excellence, l'indispensable partenariat public privé, etc. Elle est à recouper avec les sollicitations par ailleurs de professionnels très intéressés et accueillants, toujours éveillés face au regard distancié des universitaires ou publics étudiants qu'ils considèrent comme dégagés de l'immersion d'une pratique professionnelle qui est la leur et qui les encombrerait mentalement. Ce double appel à renouveler la recherche et ses méthodes n'a cependant pas suivi que des voies heureuses, avec des risques réels de pertes de substance, comme celle de la réduction de la *recherche* aux *études*.

La nuance entre les deux notions est pour moi importante. La succession de commandes publiques ou privées se substituant aux anciens programmes de recherche incitatifs (PIR Ville...) tend à immerger les chercheurs en sciences sociales dans des configurations très appliquées, à faire leurs, sans problématisation, certains termes de débats technico-politiques, dont font partie les thèmes de la lutte contre l'étalement urbain, de la densité, de la transition énergétique. Ces problématiques ne sont bien entendu pas illégitimes en soi, mais exigent d'être problématisées scientifiquement et non incorporées comme allant de soi ou comme des passages obligés. Elles doivent en tant que telles être l'objet de solides déconstructions, intégrant une analyse des effets sociaux et spatiaux de leurs rhétoriques. Leur intérêt, scientifique, peut également résider dans le fait qu'elles contribuent à rendre intelligible la société avant même d'être instrumentalisées par elle.

Un autre cas à mentionner est celui du choix, effectué par un nombre croissant d'entre nous, de mener des recherches appuyées sur des « ateliers » pédagogiques ; au moins deux de nos

recherches ayant suivi cette voie qui apparaît aujourd'hui une impasse partielle. On ne doit pas confondre *l'initiation pédagogique à la recherche*, fort louable, avec la *recherche scientifique*. Il y a un risque réel d'avoir recours de manière croissante voire systématiques à des « petites mains » de travaux d'étudiants qui viendraient se substituer aux pratiques scientifiques, en réponse à la difficulté de recruter des chercheurs compétents, ou à la difficulté d'en associer, par exemple du fait de la distance géographique ou d'une thématique « rare ». Ou bien, plus encore, comme une solution à court terme permettant de contourner la difficulté croissante d'assumer des tâches administratives et pédagogiques tout en se consacrant à la recherche. Ces pratiques ne peuvent que rester très marginales face aux pratiques de recherche qui requièrent des compétences éprouvées, des démarches et méthodologies engagées sur des temps longs, bref, invitant à ne pas confondre pratiques pédagogiques innovantes, permettant de réaliser ponctuellement des *études* ciblées, et recherche scientifique fondamentale.

L'ouverture face à la dispersion

Le second point, plus court, concerne deux aspects, l'un portant sur la relation aux autres disciplines, l'autre sur les choix de thématiques de recherche. Sur un plan épistémologique, la recherche scientifique a en effet conduit nombre de disciplines à s'émanciper des seules limites de leurs périmètres cognitifs, pratiquant l'emprunt, le détour par des courants et des approches issues d'autres disciplines. Cette pratique que certains qualifient aussi de « butinage » est, certes, séduisante et intellectuellement satisfaisante ; elle pose néanmoins la question du maintien d'une cohérence certaine dans les champs de référence. Le recours croissant en géographie et en aménagement de l'espace aux théories issues de la sociologie de l'action publique, de la science politique, ou encore l'exploitation par certains courants en urbanisme pour les sciences de gestion, sont en réalité des exercices très difficiles à tenir du fait d'avoir à dépasser l'effet de style d'une concrétion théorique balayant de manière plus large les problématiques considérées au point de se situer dans une position étrange d'in-discipline (ou d'a-disciplinarité) ; à ne plus vraiment faire de la géographie ou de la science politique, à ne faire qu'un peu de tout, on risque aussi à un certain stade de ne plus rien faire du tout. Tout en reconnaissant que le caractère multidimensionnel et la complexité des objets étudiés requièrent de faire bouger les lignes de front entre les disciplines, de croiser et confronter des regards, l'importation des théories issues des disciplines portant sur le politique, le social, confronte aussi les sciences de l'espace des sociétés à mieux réaffirmer ce faisant leur raison d'être sans la perdre de vue : celle de comprendre et restituer la spatialité des phénomènes sociaux.

Les propositions de recherche ou de formules pédagogiques foisonnent et c'est un aspect il faut l'avouer aussi un tant soit peu excitant au sein d'une discipline et d'un univers (universitaire et scientifique) captivants. Les appétits de recherche, autant que la multiplication d'opportunités contractuelles de recherche conduisent à des stratégies de recherche évitant la spécialisation sur un champ particulier, pour privilégier une traversée de problématiques diversifiées, unifiées, certes, dans un même domaine thématique de recherche. Sur ce plan cet autre défi est celui d'une tension entre la « monogamie » et la dispersion, de la cohérence au défi de l'ouverture, de la confrontation disciplinaire au péril du dilettantisme. Equilibre délicat, donc, mais trait majeur sous-tendant la pratique universitaire.

Critiquer pour reconstruire

Ces années d'enseignement et de recherche ont donc aussi été l'occasion de tracer les jalons d'un parcours inscrit dans une perspective critique de la société, inspirée par une matrice intellectuelle totalisante du monde et de ses évolutions, au moment même de la montée en puissance des paradigmes post-modernes. Sur ce plan il y a, il faut bien l'avouer un certain décalage, une démarche à rebours. Nombre de travaux ont pourtant relevé, à la suite de Pierre Bourdieu, les excès du constructivisme radical qui en est issu et qui conduit à une remise en cause de l'idée même de science, promouvant un relativisme radical. Je ferai d'ailleurs mienne cette critique quant à ces excès, revenant sur ce point précis sur une des positions affirmées à l'occasion de mon travail de doctorat avançant que « la réalité n'existe que parce que langagière », que tout fait social, politique, est d'abord un fait de langage. Cette position était inscrite autant dans les analyses de l'historien du droit Pierre Legendre sur l'institution de la société, que dans un pragmatisme pour lequel il n'y a de vérité et de réalité que dans ce qui a de l'effet, de l'efficacité. Le démontage des arsenaux langagiers, rhétoriques, a cela de risqué qu'il conduit entre autres choses à disqualifier certaines questions clés comme celles de la persistance et de l'accentuation des inégalités sociales qui ne sont que pour partie produites par de puissantes représentations sociales incorporées, véhiculées et reproduites par les institutions et les individus, et dont une part – et une part seulement – est langagière (représentations). C'est pour un autre type de projet critique, distinct du constructivisme radical, de ses formes dérivées contemporaines, mais aussi distinct de la stricte dénonciation politique, pour lequel il s'agit alors de plaider, impliqué par un retour des certitudes (ou de l'aspiration aux certitudes) dans un monde qui en serait paradoxalement libéré. Nombre de dogmatiques sont aujourd'hui au moins aussi puissantes (sinon plus) que celles de l'ère des grandes idéologies, dogmatiques aujourd'hui technico-techniques et saturées de contraintes normatives, réglementaires, juridiques qui en sont comme les succédanés actuels. La réalité ne se fige et ne devient exclusive que parce qu'elle est claire, cartésienne. Le projet d'opacité, de mise en énigmes du social dans lequel je me retrouve toujours à ce stade d'un parcours d'universitaire, n'est pas un effet de style mais consiste bien dans le souhait de rendre problématique ce qui ne fait pas problème parce que la réalité échappe toujours aux schémas réducteurs que cherchent à imposer les impératifs gestionnaires dans lesquels se retrouvent pris les acteurs sociaux et plus encore les acteurs institutionnels et politiques. En esquivant une posture de dénonciation systématique, en évitant aussi la posture d'accompagnateur (voire d'animateur) du social en train de se produire, il s'agit bien de mettre en problème plutôt que résoudre, questionner plutôt qu'expliquer, si tant est que l'on s'entende bien sur ce que signifie questionner : offrir des grilles, des modèles de lecture amenant les acteurs sociaux et institutions quels que soient leurs statuts à se dérouter, à rendre intelligibles leurs propres modalités d'existence et logiques de fonctionnement, pour se donner les moyens, collectivement, de s'en émanciper.

III. Détail des activités d'enseignant-chercheur

Cette partie du volume retraçant notre parcours détaille trois types d'activités impliquées par le statut d'enseignant-chercheur : la diffusion et la vie de la recherche (comité de rédaction, expertise...), les activités scientifiques proprement dites (direction de recherche, encadrement...), les activités administratives et électives, et, enfin, les activités d'enseignement. Il ne faut pas voir dans l'ordre successif de la liste de ces activités une quelconque hiérarchie.

1. Responsabilités administratives et électives

1.1 Responsabilités administratives et pédagogiques

- **Depuis 2012** : directeur du master professionnel Maîtrise d'ouvrage Urbaine et Immobilière (MOUI), Université Rennes 2.
- **2008-2010** : responsable administratif de la licence Aménagement, Université Rennes 2.
- **2006-2012** : membre de l'équipe pédagogique du master Etudes Urbaines puis AUDIT, Université Rennes 2.

1.2. Mandats électifs et recrutements

- **2011-2015** : membre élu du Conseil National des Universités, section 24 Aménagement et Urbanisme.

Temps consacrés aux responsabilités	
	Nb cumulé de jours
CNU : séances plénières	4
CNU : examen et rapport dossier de qualification	12

1.3. Membre de comités de sélection (recrutement des enseignants-chercheurs)

Temps consacrés aux responsabilités	
	Nb cumulé de jours
Comités de sélection : rapports sur les dossiers	48
Comités de sélection : séances plénières (sélections + auditions)	12

- **Avril-Mai 2009** : Université de Tours, Polytech, poste section 24.
- **Avril-Mai 2010** : Institut d'urbanisme de Grenoble (IGP), UMPF, poste MCF section 24.
- **Avril-Mai 2011** : Institut d'urbanisme de Grenoble (IGP), UMPF, poste MCF section 23-24.
- **Avril-Mai 2012** : Institut d'urbanisme de Grenoble (IGP), UMPF, poste MCF section 24.
- **Avril-Mai 2012** : Université de Nantes, CESTAN, poste MCF section 23-24.
- **Mai-Juin 2013** : Université de Rennes 2, CIAHPS, poste PAST, section 24.
- **2012-2015** : membre nommé du vivier 23^{ème} – 24^{ème} section, université Rennes 2.

2. Diffusion et vie de la recherche

2.1 Comités de rédaction

- Mai 2011-mai 2012 : comité de rédaction de la revue de géographie-aménagement *Norois*.
- Depuis 2009 : membre du comité de rédaction de la revue *Place Publique* (Rennes), à partir de sa création.
- Depuis juillet 2006 : co-rédacteur de la revue internationale de sciences sociales, *EspacesTemps.net*.
- Depuis 2004 : comité de rédaction de la revue *Lieux communs – Les cahiers du LAUA*.

2.2. Direction de dossiers et comité de lecture dans le cadre de collaboration à des revues

- Dossier « Les modèles urbains », coordonné avec Laurent Devisme, revue *Lieux Communs – Les cahiers du LAUA*, n° 14, ENSAN, Nantes, 2012.
- Dossier « L'altérité, entre condition urbaine et condition du monde », coordonné avec Emmanuelle Chérel, revue *Lieux Communs – Les cahiers du LAUA*, n°11, ENSAN, Nantes, 2011.
- Dossier « La gare s'ouvre à la ville », réalisé pour la revue *Place Publique*, n° 11, mai-juin 2011.
- Dossier « Enquête sur la libre diffusion du savoir scientifique », réalisé pour la revue *EspacesTemps.net*, septembre 2009.
- Dossier « Territoires locaux de la sécurité », réalisé pour la revue *Pouvoirs Locaux*, n° 78, septembre 2008.
- Dossier « Le bon usage des partenariats Public-privé », réalisé pour la revue *Pouvoirs Locaux*, n° 74, 2007.

2.3. Evaluation de revues et d'articles scientifiques

- Janvier 2013 : évaluation d'un article pour la *Revue Internationale d'Urbanisme*.
- Août 2012 : évaluation d'un article pour la *Revue Internationale d'Urbanisme*.
- Juin 2011 : évaluation d'un article pour la revue *Géocarrefour*.
- Juin 2011 : évaluation d'un article scientifique pour la revue internationale *Mondes du tourisme*.
- Avril 2011 : évaluation d'un article scientifique pour la revue canadienne *Environnement Urbain*.
- Février 2010 : évaluation de deux articles scientifiques pour la revue internationale *Mondes du tourisme*.
- Depuis 2009 : évaluation de 27 articles pour la revue *EspacesTemps.net*.
- Octobre 2009 : évaluation d'un article scientifique soumis à la revue suisse *Articulo*.

- Mai 2009 : évaluation d'un article pour la revue *Norois*.
- Mai 2009 : évaluation d'un article scientifique pour la revue *Vertigo*.
- Mars 2009 : évaluation d'un article scientifique soumis à la revue internationale *Annales Espaces* (future revue *Mondes du tourisme*).
- Août 2008 : évaluation de l'intégration d'une revue scientifique sur le portail *Revue.org*.
- Juillet 2008 : évaluation d'un article pour la revue *Norois*.
- Novembre 2007 : évaluation d'un article pour la revue canadienne *Nouvelles Pratiques sociales*.
- Novembre 2007 : évaluation d'un article pour la revue *Norois*.
- Avril 2007 : évaluation d'un article pour la revue *Norois*.

2.4. Evaluation d'ouvrages scientifiques

- Janvier 2013 : évaluation d'un ouvrage scientifique pour les Presses Universitaires de Rennes (P.U.R.).
- Septembre 2012 : évaluation d'un ouvrage scientifique pour les Presses Universitaires de Rennes (P.U.R.).
- Juin 2012 : évaluation d'un manuscrit scientifique pour les Presses Universitaires François Rabelais de Tours.
- Mai 2010 : évaluation d'un ouvrage scientifique en anglais, pour les Presses Universitaires Polytechniques Romandes.
- Octobre 2008 : évaluation d'un manuscrit scientifique pour publication, pour le compte du Ministère de la Culture et de la Communication.

2.5. Evaluation de projets de recherches scientifiques

- Avril 2013 : évaluation de deux mémoires de recherche pour le *Prix de l'Université*, Conseil Général du Val de Marne.
- Avril 2011 : évaluation d'un projet de recherche en dispositif Cifre soumis à l'Association Nationale de la Recherche (ANRT).
- Avril 2011 : évaluation d'un projet soumis à l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), programme « Programme blanc ».
- Novembre 2010 : évaluation d'un projet de recherche en dispositif Cifre soumis à l'Association Nationale de la Recherche (ANRT).
- Mars 2010 : évaluation d'un projet soumis à l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), programme « Jeunes chercheuses et jeunes chercheurs ».
- Mai 2009 : évaluation d'un projet de recherche soumis à la Direction de la Recherche du Conseil Régional Loire Atlantique.

2.6. Membre d'un groupe d'experts

- 2010-2011 : expert pour le compte de la DIACT/DATAR, dans le cadre de la démarche de prospective « Territoires 2030 », groupe de travail dirigé par Gilles Pinson sur les « Systèmes métropolitains intégrés », Paris.
- 2009-2010 : expertise d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans l'accompagnement de la révision du Plan Local d'Urbanisme de l'agglomération Angers Loire Métropole, Angers.
- 2009-2013 : membre du conseil scientifique « adolescence » de la ville de Nantes, Direction Enfance Jeunesse.
- 2009-2010 : membre du comité scientifique d'organisation des biennales des Francas (Fédération nationale laïque de structures et d'activités éducatives, sociales et culturelles), Nantes.
- 2008-2009 : expertise d'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (Mission Caisse des Dépôts et consignation) sur les questions de mobilité et pratiques des jeunes, ainsi que pour la programmation et la mise au norme de développement durable des Foyers des Jeunes Travailleurs, Rennes.

2.7. Expertises ponctuelles

- 26 juin 2012 : audition par la commission « Aménagement et développement des territoires, environnement » du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région Bretagne, sur les tendances de la métropolisation, Rennes.
- Décembre 2009 : expertise pour la ville de Saint Herblain (44) dans la mise en œuvre du Projet Educatif Local (P.EL.) et sur l'aménagement de la ville pour les jeunes, Saint Herblain.
- 2009-2010 : audition et membre du groupe de travail d'experts « Quel pouvoir normatif pour les régions ? », *Institut de la Décentralisation*, Paris.

3. Responsabilités scientifiques

3.1. Animation de la recherche

- **2011-2015** : co-responsable avec Emmanuelle Hellier, Pierre Bergel, Yves Bonny, Cyria Emelianoff, de l'axe « De l'action publique. Conflits, gouvernance et solidarités sociales et territoriales », ESO - UMR CNRS 6590.
- Contribution à l'écriture du bilan 2006-2010.
- Contribution à la rédaction du projet.
- Animation de l'axe de recherche (intervention séance, contribution aux textes cadres...).
- Contribution au groupe de travail ad hoc constitué pour l'écriture d'un projet de LABEX.

3.2. Directions de séminaires internationaux

- Février - juillet 2005 : séminaire « Penser l'espace », Laboratoire Chôros, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

- Responsables : Mathis Stock et Marc Dumont.
- Modalités : 5 séances + 1 conclusive.
- Février - juin 2008 : séminaire « Les espaces intermédiaires et périphériques contemporains en Europe : modèles ou contre-modèles urbains ?, Laboratoire ESO-Rennes (UMR Eso).
- Responsables : Marc Dumont et Emmanuelle Hellier.
- 4 séances, 8 intervenants, 1 publication aux Presses Universitaires de Rennes.

3.3. Directions de recherches

- **2010-2013** : directeur scientifique de la recherche « Rennes : produire la métropole en situation d'incertitude », programme POPSU 2 (Plate-forme des projets et stratégies urbaines), PUCA/Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE).
- **2009-2011** : co-directeur scientifique avec Emmanuelle Hellier, de la recherche « Trames de mobilités publiques. Nouvelles expériences publiques du déplacement dans les périphéries urbaines », programme « La mobilité et le périurbain à l'impératif de la ville durable », Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM) /PUCA.
- **2007-2009** : directeur scientifique de la recherche « Aux seuils des contextes de sûreté », programme « Territoires urbains et sûreté », Ministère de l'Equipement / PUCA.
- **2007-2008** : directeur scientifique de la recherche « L'effet de contexte, à grande échelle ? L'exemple de l'axe Rennes/St Malo », programme interdisciplinaire « Architecture de la grande échelle », Ministère de la Culture et de la Communication.
- **2006-2007** : directeur scientifique de la recherche « Jeux d'échelle dans l'urbanisme », programme interdisciplinaire « Architecture de la grande échelle », Ministère de la Culture et de la Communication.

3.4. Participations à des programmes recherche (chercheur associé)

- **2009-2011** : « Contributions des "éco-quartiers" à l'émergence d'un urbanisme durable : exemplarité et apprentissage » (dir. Roloef Verhage), Programme Interdisciplinaire de Recherche Ville et Environnement (PIRVE), CNRS / Ministère de l'Ecologie.
- Contribution : entretiens réalisés sur le site de Nantes avec Laurent Devisme.
- **2009-2010** : Programme international « Modèles urbains contemporains » (dir. Laurent Devisme), OCDE/PUCA.
- Contribution : analyse de modèles climatiques et rédaction rapport, participation active aux séances de travail impliquées par la recherche.
- **2009-2010** : « Prospective des modes de vie (2050) » - PROMOV (dir. Fijalkow Yankel), programme interdisciplinaire « Énergie » du CNRS.

- Contribution : suivi de la démarche, notes de lecture pour la synthèse d'analyse de la littérature, contribution aux débats sur la définition des scénarios.
- **2008-2009** : « Territoires durables 2040 » (dir. Serge Wachter & Jacques Theys), programme de recherche de la mission Prospective du Ministère de l'Ecologie.
- Contributions : chercheur associé à la démarche, participation à l'écriture des scénarios, aux séances de travail impliquées par le programme, et à la réalisation de notes & dossiers de synthèse pour l'équipe dirigée par Guy Baudelle.
- **2005-2008** : « Solidarités sociales et territoriales : l'interface périurbaine » (dir. Rodolphe Dodier), appel à projets Sciences humaines et sociales, Région Pays de la Loire.
- Contributions : participation au recrutement de chercheurs, à la vie du programme (séminaires...), à l'écriture des apports du laboratoire partenaire (LAUA).
- **2005-2007** : « Analyse de la mutation des espaces périurbains en Loire-Atlantique » (dir. Laurent Devisme), PUCA/DRE-CETE 44.
- Contribution : chercheur sur l'axe « forme de régulation » (analyse de site, fiches bibliographiques), participation à l'écriture des rapports intermédiaires et finaux.
- **2005-2006** : NRP 54 « Our Inhabited Space », Swiss National Science Foundation, dir. Jacques Lévy, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.
- Contribution : responsable de l'axe « Représentation cartographique des espaces habités », participation à l'élaboration des modèles d'habiter et d'urbanité.
- **2003-2006** : Chercheur contractuel pour le programme de recherche POPSU 1 – Nantes – « Politique de la ville et grand projet urbain », Nantes, 2003-2006 (dir. Laurent Devisme).
- Contribution : chercheur contractuel, suivi systématique des réunions opérationnelles de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet Malakoff Pré-Gauchet (EuroNantes), des réunions de chantiers, écriture du rapport intermédiaire de recherche, participation aux séminaires impliqués, co-rédaction du rapport final.
- **2002-2004** : « SCALAB – Les échelles de l'habiter » (dir. Jacques Lévy), Programme Habitat et vie urbaine, Plan Urbanisme Construction Architecture, dir. Jacques Lévy.
- Mission : chercheur et enquêteur (21 enquêtes en entretiens retranscrits) sur le site de Tours, participation à la cartographie, participation au rapport final de recherche.

3.5. Encadrement de recherches et de travaux de fin d'études

Direction de thèse		
En cours	Julien Milcent	« Espaces et stratégies des mobilités alternatives à l'usage de la voiture particulière dans les territoires périphériques. Analyse comparative sur les agglomérations de Caen et Rennes », UMR-CNRS 6590. Date d'inscription en thèse et d'autorisation du Conseil Scientifique de l'Université Rennes 2 : décembre 2012.
En préparation (dossier candidature CIFRE déposé en mai 2013)	Flavie Ferchaud	« Technologies numériques et participation des jeunes à la fabrique de la ville », UMR-CNRS 6590 et Ville de Rennes. Dir. de thèse : Marc DUMONT, Co-directeur : Christian LE BART, CRAPE, Sciences-Po Rennes Université Rennes 1. Comité de thèse : Hélène BAILLEUL, Amar LAKEL, Patricia LONCLE, Laurence MONNOYER-SMITH, Pascal PLANTARD, Hugues AUBIN, Nicolas FERRAND, Gilbert GAULTIER, François GRUSON, Loïc HAY.

Comité de thèse		
Date inscription en thèse : 2008	Luis Peña	« La seguridad en las ciudades colombianas », UMR-CNRS 6590. Directeur de thèse, Professeur Vincent GOUSET. Membres du comité de thèse : Professeur Vincent Goueset (ESO - UMR-CNRS 6590), Marc Dumont.
Date inscription en thèse : 2007	Josselin Dupont	« La maîtrise du foncier comme outil de gestion intégrée des territoires bretons », UMR-CNRS 6590, Université Rennes 2 - Haute Bretagne, financement Région Bretagne. Directeurs de thèse : Guy BAUELLE, & Jean-Marie HALLEUX (Liège). Membres du comité de thèse : Professeur Rémy ALLAIN, Marc DUMONT.

Mémoires de recherche		Master 2 – Recherche
Juin 2013	Sejeong Hahn	« Formes et logiques des pratiques de consommation et de loisir dans les espaces urbains contemporains. Une étude de cas en Ile-et-Vilaine », en cours d'achèvement.
Juin 2012	Sarah Dubeaux	« Les utilisations temporaires des friches urbaines. Une approche théorique », 62 pages.
Juin 2012	Thibault Le Corre	« Les dynamiques socio-spatiales du quartier Gare rennais. Espaces gentrifiés ou espaces rénovés ? », 188 pages.
Septembre 2011	Marion Saiter	« La place Sainte-Anne et l'esplanade Général de Gaulle à Rennes : processus de sécurisation et mise à distance. L'aménagement comme outil de minimisation des tensions des espaces publics » (directeurs de mémoire : Yves Bonny et Marc Dumont), 106 pages.
Octobre 2010	Gregory Stephan	« Pour une approche spatiale de la sécurité. Etude d'un contexte confiné en périphérie urbaine : le cas de Vannes », octobre 2010, 95 pages.

Mémoires de master Professionnel		
2013 (Master MOUI/ENSAB)	Elodie Le Gall	« Requalifier le patrimoine religieux. L'exemple de l'église Saint Aubin à Rennes », Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Bretagne, 62 pages.
2013 (Master MOUI/ENSAB)	Thimothée Chateau	« BIG : Yes is mor or Easy is less ? », Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Bretagne, 52 pages.
2013 (Master MOUI/ENSAB)	Axelle Le Roy	« Le marché : un espace au cœur des villes », Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Bretagne, 72 pages.
2013 (Master MOUI)	Mathilide Gicquelais	« De la politique urbaine au projet de renouvellement urbain. Comment mettre en oeuvre et assurer la réussite du renouvellement des quartiers des grands ensembles ? L'exemple du quartier du Mirail à Toulouse » (en cours).
2011 (Master AUDIT)	Lucie Manic	« L'urbanisme face aux entrées de ville », 54 pages.
2011 (Master AUDIT)	Nicolas Levêque	« Reconversion des friches industrielles urbaines ou la ville post-automobile », 112 pages.
2011 (Master AUDIT)	Simon Crenel,	« Les enjeux opérationnels du renouvellement urbain dans les communes périurbaines. Le cas de Saint-Jouin-Bruneval », 82 pages.
2011 (Master AUDIT)	Kevin Guezou	« Les PDE, réel levier dans l'amélioration des mobilités quotidiennes en contexte périurbain ? », 74 pages.
2010 (Master AUDIT)	Mathilde Aubey	« Le Schéma Directeur : un document réglementaire d'aide au désenclavement d'un "quartier-village", l'exemple de Haren », 152 pages.
2010 (Master AUDIT)	Nolwen Gourmelen	« La place, les apports et les limites de la démocratie participative dans les projets de développement durable. Etude de cas de l'Agenda 21 de Ploufragan », 138 pages.
2010 (Master AUDIT)	Clément Robelin	« L'Effet TGV : une étude dans le cas de Rennes », 81 pages.
2010 (Master AUDIT)	Charlotte Mabire,	« Le marketing urbain suffit-il à changer l'image d'une ville ? Analyse comparée de Rouen et Le Havre, deux villes normandes », 63 pages.
2010 (Master AUDIT)	Chloé Cloatre	« Le développement social durable : vers une réelle prise en compte pour les territoires ? », 92 pages.
2009 (Master AUDIT)	Bastien Froger	« La requalification des entrées de ville de la commune de Liffré », 133 pages.
2009 (Master AUDIT)	Marion Le Gall	« Evaluation des actions des Communautés de communes au regard des critères de développement durable », 107 pages.
2009 (Master AUDIT)	Telesforo Tuna	« Le financement des transports en commun par les stationnements payants à Paris », 120 pages.
2008 (Master AUDIT)	Simon David	« Renouvellement urbain en communes périurbaines ou renouvellement périurbain ? », 118 pages.
2008 (Master AUDIT)	Elisabeth Herbert	« Quelle prise en compte du paysage dans la gestion des espaces ruraux ? », 81 pages.
2008 (Master AUDIT)	Elodie Lambert	« Monographie de territoire de la caisse locale de Fougères », 194 pages.
2008 (Master AUDIT)	Gregory Stephan	« Les mutations de la ville : vers la dérive périurbaine. Une analyse de cas à partir des ORU », 127 pages.

4. Activités d'enseignement

4.1. Depuis 2006 : en tant que Maître de conférences

4.1.1. Enseignements généraux

2006-2013	Université Rennes 2 Maître de conférences en aménagement urbain	Total : 1877h		
Niveau	Intitulé/descriptif	Volume (EqTD)	Effectifs cumulés	Année(s)
L1 Géographie (site de St Briec)	Géographie de la population. Cours magistral et Travaux Dirigés d'initiation à l'analyse spatiale et démographique du peuplement.	30	50	2006-2007 2007-2008
L1 Géographie	Les inégalités sociales dans le Monde. Cours magistral présentant les théories des inégalités spatiales puis déclinées en analyses thématiques (minorités, exclusion sociale...)	36	240	2006-2007 2007-2008
L2 Géographie pour historien	Géographie de la population. Cours magistral exposant les dynamiques du peuplement en France et en Union Européenne.	18	290	2006-2007 2007-2008
L2 Aménagement	Ville et développement durable. Cours magistral présentant les axes émergents de production des villes durables : écoquartiers, smart cities, adaptation aux changements climatiques.	18	444	2006-2007 2007-2008 2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
L2 Aménagement SUED	Ville et développement durable. Cours magistral à distance présentant les modèles européens de ville durable ainsi qu'un historique de la question.	8	35	2007-2008 2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
L2 Géographie pour historien	Analyse de documents Géographiques. Travaux Dirigés (2 groupes) d'initiation à l'analyse synthétique de sources géographiques (cartes, plan, documents municipaux, photos aériennes...) et à la réalisation de croquis de synthèse.	48	128	2006-2007 2007-2008
L2 Géographie	Géographie urbaine. Cours magistral approfondi de géographie des villes et espaces urbains contemporains dans le monde, décliné en parties théorique, analytique et synthétique.	12	60	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012 2012-2013
L2 Géographie SUED	Géographie urbaine. Cours magistral à distance d'introduction aux mutations urbaines contemporaines autour d'entrées thématiques : géographie urbaine fondamentale, ville et mondialisation, ville et métropolisation...	36	786	2007-2008 2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012 2012-2013

Niveau	Intitulé/descriptif	Volume (EqTD)	Effectifs cumulés	Année(s)
L2 Géographie SUED	Sociologie de la société française. Cours magistral exposant les mutations de la société française de ces cinquante dernières années : mobilité généralisée, accentuation de clivages tant sociaux que spatiaux, vieillissement, insertion dans la mondialisation, mutation des systèmes productifs, diffusion et généralisation du modèle individualiste, dynamique des pays occidentaux.	12	12	2007-2008
L2 Aménagement	Notion de sociologie pour l'aménagement. Cours magistral d'introduction à la sociologie urbaine et à ses principales thématiques (école de Chicago, ségrégation, minorités, inégalités...).	18	312	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
L2 Géographie SUED	Notion de sociologie pour l'aménagement. Cours magistral à distance d'introduction à la sociologie, ainsi qu'aux thématiques fondamentales de la sociologie et de l'anthropologie urbaine.	10	36	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
L3 Aménagement	La ville dans ses perspectives historiques. Cours magistral de culture urbaine fondamentale, exposant les différentes théories et courants artistiques, de pensée architecturale et urbaine (modernisme, postmodernisme, déconstructivisme, cubisme...).	24	130	2010-2011 2011-2012
L3 Aménagement	Géographie sociale et aménagement. Cours magistral centré sur la Politique de la ville et le développement social en France et en Europe : historique, procédure, acteurs.	24	192	2009-2010 2010-2011 2011-2012
L3 Aménagement SUED	Géographie sociale et aménagement. Cours magistral à distance, exposant plusieurs problématiques de géographie sociale : les jeunes, le genre et l'espace, les minorités dans la ville.	10	192	2009-2010 2010-2011 2011-2012
L3 Aménagement	Aménagement urbain. Cours magistral fondamental sur les procédures de l'urbanisme opérationnel (ZAC, secteurs sauvegardés...), ses principaux acteurs (SEM, ANRU..) et ses procédures.	27	63	2012-2013
L3 Aménagement	Urbanisme : théorie et évolution historique. Nouvelle appellation d'un cours magistral au contenu identique au cours antérieur sur la ville dans ses perspectives historiques (cf. supra).	27	63	2012-2013

Niveau	Intitulé/descriptif	Volume (EqTD)	Effectifs cumulés	Année(s)
M1 AUDIT	Atelier 1 - Conception des formes urbaines. Travaux Dirigés d'atelier de conception de projets d'urbanisme (entre autres réalisations : commande pour l'université Rennes 2 de projet de réflexion pour la refonte du campus, plan d'accessibilité, aménagement de la grande échelle (Rennes/St Malo).	24	48	2008-2009
M1 AUDIT	Atelier 2 - Le projet à l'échelle urbano-architecturale. Ateliers d'urbanisme : introduction à la composition urbaine, exploitation des techniques de modélisation. Echelle : espace public ou îlot morphologique.	24	192	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
M1 aménagement « Tronc commun »	Enjeux urbanistiques contemporains. Cours magistral commun à 4 formations de master sur les problématiques urbaines contemporaines (ville émergente, sécurité, gouvernance, changements climatiques...).	18	936	2006-2007 2007-2008 2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
M1 Aménagement (spécialité Recherche + spécialité Etudes urbaines)	Patrimoine et aménagement. Cours magistral sur les enjeux et les instruments opérationnels des secteurs urbains patrimoniaux.	18	90	2006-2007 2007-2008
M1 Etudes Urbaines	Ateliers d'urbanisme. Travaux Dirigés de formation au projet d'urbanisme : conception et méthodes de la composition urbaine.	12	44	2006-2007 2007-2008
M1 AUDIT	Atelier 1 - Outils graphiques du projet : plans, dessins, croquis. Travaux Dirigés d'atelier de projet dédié exclusivement à l'apprentissage de la modélisation des formes urbaines (Sketchup et AutoCad).	24	192	2009-2010 2010-2011 2011-2012 2012-2013
M1 AUDIT + ESO	Logement et habitat. Cours magistral sur le montage et le financement des opérations d'habitat (Vefa...) ainsi que d'introduction à la promotion immobilière.	18	108	2010-2011 2011-2012
M1 AUDIT + ESO	Lecture de villes. Cours magistral et Travaux Dirigés dispensant les éléments fondamentaux de lecture morphologique structurale des villes européennes (densité, verticalité, grille, réseau...).	18	54	2012-2013
M2 Etudes urbaines	Elaborations des documents d'urbanisme. Cours magistral de présentation de l'élaboration des PLU et SCOTT.	12	52	2006-2007 2007-2008

Niveau	Intitulé/descriptif	Volume (EqTD)	Effectifs cumulés	Année(s)
M2 Etudes urbaines	Conférences de professionnels. Travaux Dirigés de conférences faisant intervenir des professionnels de l'aménagement autour d'une matinée de présentation-débat. Incluent la préparation aux voyages d'étude du master.	9	44	2007-2008 2008-2009
M2 Etudes urbaines	Sorties terrain. Travaux Dirigés de visites de site d'opération emblématiques d'aménagement urbain : le GPV Malakoff-Pré Gauchet à Nantes, l'Opération d'Intérêt National (OIN) du plateau de Saclay (Paris), à partir de contacts pris sur place, organisation des déplacements.	8	44	2007-2008 2008-2009
M2 AUDIT	Atelier 3 - Urbanisme et architecture. Travaux Dirigés d'atelier d'initiation à la définition d'une stratégie d'aménagement (parti pris, programmation urbaine...).	12	88	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012 2012-2013
M2 AUDIT	Métropolisation et polycentrisme. Cours et Travaux Dirigés exposant les grands enjeux de l'aménagement métropolitain en Europe (« gouverner les grands territoires », les différentes options du polycentrisme, les "IBA"...).	24	88	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
M2 AUDIT	Acteurs et intervenant de la promotion immobilière. Cours magistral exposant les principaux acteurs de la promotion immobilière ainsi que son processus.	8	66	2008-2009 2009-2010
M2 AUDIT	Conception et révision d'un document d'urbanisme. Cours magistral dédié à la concertation dans le cadre de l'élaboration et révision des PLU/SCOTT.	12	88	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
M2 AUDIT	Méthodologie mémoire. Travaux Dirigés de cadrage des démarches de mémoire de fin d'étude.	6	88	2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012
M2 Audit	Génie civil. Cours magistral d'introduction à des questions de génie civil: route, assainissement, réseaux câblés.	9	22	2012-2013
M2 MOUI	Morphologie urbaine. Cours magistral fondamental exposant les bases de l'analyse morphologique urbaine, en particulier des espaces publics.	22	19	2012-2013

Université de Nantes (chargé de cours)				
Niveau	Intitulé/descriptif	Volume (EqTD)	Effectifs cumulés	Année(s)
M2 Ville et territoire (Nantes)	Réseaux et espaces urbanisés. Cours magistral sur les enjeux et la conception des réseaux techniques urbains (éclairage, ADSL).	12	69	2008-2009 2009-2010 2010-2011
M2 SAGT (Nantes)	Enjeux fonciers et immobiliers dans les métropoles. Cours magistral sur les stratégies foncières (mise en place, instruments, exemples).	18	50	2008-2009 2009-2010
M2 SAGT (Nantes)	Réseaux urbains. Cours magistral sur la gestion de l'eau en milieu urbain (villes du Nord, villes du Sud).	9	50	2008-2009 2009-2010

4.1.2. Activités à caractère pédagogique et culturel (sélection)

Date	Type	Description	Equipe
2009-2010	Atelier de projet sur commande	<p>« Campus Villejean : Matières Urbaines et Visions prospectives »</p> <p>Cet atelier de projet de master est une proposition de réflexion sur le réaménagement des formes urbaines des campus universitaires avec une formation de Master 2 AUDIT. Celle-ci a été suivie d'une commande de prestation pour le compte de l'Université Rennes 2 (service du patrimoine intérieur) pilotée conjointement avec le responsable du service. La réflexion de l'Université s'inscrivait autour de deux thématiques principales : les flux piétons, et le projet de nouvelle implantation de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (transfert de la MSH Bretagne, visibilité du nouveau bâtiment, lien à tisser entre ce nouveau site et l'université Rennes 2). Le travail a été structuré autour de deux axes : une phase de diagnostic et une phase de projet. Les ateliers achevés ont donné lieu à une exposition inaugurée par la Présidence de l'Université Rennes 2, « Matières urbaines et visions prospectives », le 06 avril 2010.</p>	<p>Encadrant :</p> <p>1 enseignant 1 directeur de service</p> <p>Partenaires :</p> <p>Université Rennes 2, direction du patrimoine intérieur.</p> <p>Public :</p> <p>Master Pro.</p>
2007-2008	Atelier de projet sur commande	<p>« L'urbanisme des configurations linéaires : l'axe Rennes- St Malo »</p> <p>Cet atelier de projet, piloté avec une architecte, associait un groupe d'étudiants de Master Etudes Urbaines (Université Rennes 2) et de l'Ecole Supérieure d'Architecture de Paris, dans le cadre d'une commande publique de recherche (Ministère de la Culture). L'atelier visait à amener les étudiants à concevoir des aménagements d'espaces pris dans les tensions des territoires de l'automobilité, entre logique de flux et logique de territoire. L'objet de l'étude était l'axe Rennes / St Malo. L'intérêt de cet atelier était de pouvoir articuler une réflexion à la fois théorique et directement opérationnelle, de produire des échanges entre deux cultures différentes du projet (géographes et architectes). Trois axes de recherche architecturale ont été explorés</p>	<p>Encadrants :</p> <p>3 enseignants</p> <p>Partenaires :</p> <p>BRAU (Bureau de la recherche architecturale et urbaine, du Ministère de la Culture), Ecole d'Architecture de Rennes, Ecole Supérieure d'Architecture de Paris.</p>

		en partenariat avec des institutions et professionnels : une réflexion sur le concept de métropole linéaire, une réflexion sur l'urbanisation linéaire (60 km), une réflexion sur les lieux symboliques de territoires saisis dans des logiques de flux. Un workshop a eu lieu le 25 mars 2008, date de restitution de l'atelier, avec les étudiants de l'ENSAB.	Public : Master Pro.
2008	Journée d'étude	<p>« L'urbanisme, à grande échelle. Le cas de l'Opération d'Intérêt National du Plateau de Massy, Palaiseau, Saclay, Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines » (4 mars)</p> <p>Cette journée en région parisienne a pris la forme d'une conférence itinérante avec les responsables de l'opération (présentant les aspects techniques majeurs de l'opération, puis ses enjeux spatiaux et territoriaux), suivie d'un débat. Elle a permis d'illustrer et de réfléchir par le concret aux cas des Opérations d'Intérêt National (OIN), toutes nouvelles opérations d'urbanisme territorial d'envergure inscrites désormais au Code de l'Urbanisme. Grâce à l'accueil de la structure de l'OIN située en Région Parisienne, plusieurs thèmes ont pu être abordés avec les chargés de mission : l'articulation des échelles d'aménagement en urbanisme, la gouvernance, l'organisation des mobilités à grande échelle, la gestion des conflits et l'opposition (vallée sauvegardée, tranquillité résidentielle périurbaine, agriculture intensive ou « pédagogique », urbanisation massive ou préservation du cadre bâti).</p>	Encadrants : 2 enseignants Public : Master Pro.
2007-2008	Atelier de projet sur commande	<p>« L'Urbanisme des contextes de sûreté/sécurité »</p> <p>Cet atelier de projet s'inscrivant dans un programme de recherche financé par le MEDAD (PUCA). Il a associé à cette occasion deux formations de master (Caen et Rennes). L'objet de cet atelier concernait la gestion des différents « seuils » à l'œuvre dans les contextes sécurisés de communes périurbaines (espaces publics, lotissements...). L'atelier s'est déroulé sur le site d'une ZAC de la commune de Chantepie (35) avec une programmation d'offre résidentielle et commerciale ayant à s'articuler avec un centre commercial. Le travail de conception visait les différents seuils : mobilités douces en pointillés, franchissements, abords futurs des stations de métro. Le travail engagé a permis d'enrichir la notion classique de mixité sous un angle dynamique. Un workshop a été organisé avec les étudiants de Caen en décembre 2007 (déplacement des étudiants de Rennes sur le site de Caen).</p>	Encadrants : 4 enseignants Partenaires : Rennes Métropole Université Rennes 2 Université de Caen Ministère de l'Equipement Club Ville Aménagement, Public : Master Pro.
2007	Sortie terrain	<p>« Patrimoine et renouvellement urbain » (7 nov.)</p> <p>Cette journée de visite a été organisée avec l'ensemble des masters Etudes Urbaines et des masters de Lille. Ont été visités à cette occasion les sites de la Maison Radieuse de Rezé, de Sillon de Bretagne (Z.U.S.) avec des problématiques de déconstruction, et les friches industrielles du Pré Gauchet.</p>	Encadrants : 5 enseignants Public : Master Pro.
2007	Sortie terrain	<p>« Produire la métropole » (15 oct.)</p> <p>Cette journée de visite a été organisée avec l'ensemble des Master Etudes Urbaines 2 ainsi que quelques étudiants du master 2 ACT. L'objectif était de parcourir une agglomération « en tous sens », pour en saisir la diversité et la complexité des enjeux d'urbanisme et de leurs échelles autour de plusieurs thématiques :</p>	Encadrants : 3 enseignants Public : Master Pro.

		développement durable et conservation des zones « incertaines », avec l'illustration de la prairie de Mauves (terrain des gens du voyage, jardins ouvriers), politique de la ville et renouvellement urbain (GPV Malakoff Pré Gauchet), création d'un nouveau centre d'affaire (quartier Tripode/Beaulieu/Pré Gauchet), mise en projet par la culture (projet de l'île de Nantes), maîtrise de l'étalement urbain (Rezé, St Herblain), nouvelles polarités périphériques (Atlantis, urbanisme commercial, Zenith, polarités régionales, commerciales et culturelles).	
2007-2009	Convention d'étude	<p>« Foyer des jeunes Travailleurs : quels modes d'habiter ? »</p> <p>L'Union Régionale pour l'habitat des jeunes de Bretagne souhaitait ouvrir un partenariat avec des universitaires, pour se doter d'une charte, d'un « référentiel » pour leurs structures concernant soit des programmes construits (en réhabilitation) soit des programmes en développement. Trois préoccupations sous-tendaient cette démarche : intégrer un instrument de programmation efficace en termes économiques, penser la qualité et la flexibilité des programmes, être au plus près des pratiques habitantes des jeunes. Une convention d'étude a été passée avec l'université via le master Etudes Urbaines, pour réaliser un programme d'enquête. Deux principaux axes y ont été explorés : le rapport des jeunes à leur logement, la manière dont ils l'investissent ou pas (modes d'habiter), puis les activités liées à leur présence sur un territoire dont le FJT n'est qu'un des pôles, un des lieux (pratiques spatiales). 43 entretiens non directifs et retranscrits ont été réalisés sur les modes d'habiter (rapport au logement et pratique spatiales) des jeunes résidant en FJT, en intégrant l'arrivée dans le FJT au parcours de vie, à la trajectoire individuelle. A partir de cette base, le groupe de travail de l'Union Régionale pour l'Habitat des jeunes a réalisé un référentiel reconnu comme un guide de conception par la Caisse des Dépôts et Consignation permettant de guider les nouvelles structures à concevoir.</p>	<p>Encadrants :</p> <p>1 enseignant 1 directeur de structure</p> <p>Partenaire : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ)</p> <p>Public : Master Pro.</p>
2007	Journée-débat	<p>« Renouvellement urbain, complexité et coordination de la gestion d'un projet » (3 mai)</p> <p>Cette intervention a été organisée auprès de l'ensemble des master Etudes Urbaines auxquels se sont associés des master SIGAT. Elle a été structurée sur la forme d'une après-midi (3h : présentation et échanges). L'objet de l'intervention était la présentation d'une opération de renouvellement urbain (Grenoble, quartier Tesseire, sur lequel la municipalité a lancé une démarche lourde de réhabilitation commandée à un urbaniste. L'intervention a illustré des problématiques saillantes comme les pratiques de résidentialisation, la difficulté d'articulation des différents « temps » du projet et les enjeux et limites de la participation des habitants.</p>	<p>Encadrant :</p> <p>1 enseignant</p> <p>Partenaire : Direction Générale de l'Urbanisme de Grenoble.</p> <p>Public : Master Pro.</p>

4.2 Enseignements antérieurs

2005-2006	Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne Chargé de cours – Faculté d'architecture ENAC	Total : 125h
Niveau	Intitulé/descriptif	
4ème année (master génie civile, génie urbain, architecte)	<p align="center">Semaine de la ville – ENAC 15 au 19 mai 2006</p> <p>« Penser et concevoir les espaces publics contemporains ». Une semaine de workshop (atelier conception espaces publics) assurée avec Dominique Von der Mühl, Edouardo Camacho, Marcus Zepf. 60 étudiants. Visite de site, rencontre d'intervenants, exposé, restitutions, encadrement.</p>	
4ème année (master génie civile, génie urbain, architecte)	<p align="center">Espace et Lumière</p> <p>Cours assuré avec Bernard Paule, séances de 2h visant à enseigner les bases d'une approche sensible de la lumière en urbanisme dans un enseignement technique.</p>	
4ème année (master génie civile, génie urbain, architecte)	<p align="center">Sciences de la ville</p> <p>Cours assuré avec Pr. Jaques Lévy, Eduardo Camacho, Martin Schüller, Mathis Stock : théorie fondamentale de la ville, représentation de la ville, modélisation de la ville.</p>	
Master et Bachelor Architecture, Génie civil, génie urbain, environnement, génie rural	<p align="center">UEC. Aménagement urbain, mobilités et environnement (Hiver 2005-06)</p> <p>Cours d'ateliers de projet urbain encadré avec Martin Schüller, Dominique Von der Mühl et Jacques Macquat. Site : ville de Neuchâtel. Effectif : 28 étudiants. Groupes de travail réseau piéton, espaces publics, repères dans la ville, interfaces (gare, place, site...). Atelier avec rencontre de nombreux intervenants professionnels thématiques, séances de workshop, restitution auprès des institutions locales...</p>	
SGC : Bachelor 3 SAR / SSIE / SGC : Master 1 (mineur développement territorial)	<p align="center">Développement territorial et urbanisme</p> <p>Cours de 2h : « Entre planification sectorielle et urbanisme de projet : les instruments de la planification en aménagement et urbanisme (France/Suisse), aménagement des centres commerciaux, partenariat public-privé (Maladière)...</p>	

2006-2009	Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences-Po) Chargé de conférences	Total : 184h
Niveau	Intitulé/descriptif	
1 ^{ère} année	<p align="center">Enjeux politiques de la géographie</p> <p>14 séances de 2h (28h), 20 étudiants – Conférences et exposés (ville, urbanité, mondialisation, environnement, espaces et spatialités...).</p>	
3 ^{ème} année	<p align="center">Les espaces de la mondialisation</p> <p>14 séances de 2h (28h) – Conférences et exposés (le Monde systèmes et acteurs, organisations internationales, analyses de la mondialisation, villes globales...).</p>	
1 ^{ère} année	<p align="center">Stage d'entrée</p> <p>Exposé sur site (3 groupes) et initiation aux problématiques urbaines avec exposé sur site (la Courneuve, la Défense...).</p>	

2004-2005	Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes Chargé d'enseignement (vacataire)	Total : 20h
Niveau	Intitulé/descriptif	
M1 architecture Option cultures et théories urbaines	CM Projet Urbain « A l'épreuve du générique » : intervention sur la forme d'un séminaire thématique.	
M2 architecture Unité Mémoire de Recherche	Séminaire de recherche « L'analyse des conflits spatiaux ». Intervention théorique sur les différentes approches de la question des conflits.	
5 ^{ème} année	Projet de Fin d'Etude (PFE) Participation aux jurys de soutenance (8 PFE).	

2004-2005	Université d'Orléans La Source Chargé d'enseignement (vacataire)	Total : 102h
Niveau	Intitulé/descriptif	
L2 géographie Options aménagement et développement.	CM et TD d'aménagement – 48h « Les outils du développement » Encadrement et direction de dossiers d'aménagement urbain des étudiants en licence d'aménagement (2003-2004), puis d'aménagement-développement (2004-2005). Sujets : renouvellement urbain des communes périphériques, plans de mobilité, aménagements patrimoniaux, développement espaces ruraux...	
L2 géographie Options aménagement et développement	TD d'aménagement urbain – 24h « Introduction à l'aménagement ». Histoire et procédures de l'aménagement urbain.	
Licence pro Aménagement, Animation et développement des territoires ruraux (AADTR)	TD d'aménagement – 18h « Projets Tutorés : diagnostics et projets de territoire » (cf. infra).	
Licence pro AADTR	CM d'aménagement – 24h « Développement social et Culturel ». Cours sur le développement social, les enjeux territoriaux du développement culturel, les inégalités spatiales.	

2002-2004	Université d'Orléans La Source Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER)	Total : 302h
Niveau	Intitulé/descriptif	
L2 géographie	CM de géographie humaine 36h « Mutations urbaines ». Cours fondamental sur la métropolisation et les enjeux urbains contemporains.	
L2 géographie option aménagement	CM d'aménagement urbain 24h « Aménagement régional – rural – urbain ».	
DEUG II Géographie	CM et TD de géographie régionale 18h « Aires culturelles ».	
DEUG II Lettres et sciences humaines	CM de géographie générale 24h « Géographie de la société française ».	
Licence professionnelle AADTR	CM d'aménagement « Développement Social et Culturel ».	
L2 géographie, option aménagement	TD d'aménagement urbain 24h « Opérations d'aménagement urbain ». Encadrement et direction de dossiers d'aménagement urbain. Sujets : logiques d'acteurs, conflits urbains, aménagement de voies ou d'un centre-bourg, une commune de banlieue etc.	

Niveau	Intitulé/descriptif
L3 géographie, option aménagement	TD d'aménagement 18h « Projets Tutorés : diagnostics et projets de territoire » : ateliers d'initiation à l'aménagement opérationnel, échelle communale et du quartier (La Source, quartiers centraux...).
L1 géographie	TD de climatologie 10h « Milieux physiques ».
L3 géographie	Préparation aux épreuves du CAPES Dossiers « colles » sur les questions au concours : préparation des dossiers, corrections.
Licence pro AADTR	« Contrat Jeunesse et sport » (2003), « Contrat Territorial Emploi et Ressources Humaines » (2004) Codirection et encadrement (avec Christine Romero, enseignant responsable de la formation) d'une étude commanditée par le Pays Castelroussin et par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour la refonte du Contrat Jeunesse et Sport, puis d'une seconde étude pour la mise en place d'un Pacte territorial pour l'Emploi
L3 Géographie	« Sorties Terrains » (2003-2004) Encadrement et co-encadrement de « sorties terrains », organisation de rencontres avec des acteurs professionnels de l'aménagement, du développement et de l'environnement d'un territoire (Chargé du Contrat de Ville, Mission Grand Projet de Ville, Parc naturel régional de la Brenne...).
Licence professionnelle Aménagement, Animation et Développement des Territoires Ruraux (AADTR)	Mémoires de stage (2003-2005) Encadrement, direction et participation aux jurys de soutenance de mémoires sur les questions du patrimoine, de l'environnement, du développement local, agricole et social : 12 mémoires d'étudiants encadrés.

2000-2002	Université François Rabelais, Tours	Total : 198h
	Chargé d'enseignement (vacataire)	
Niveau	Intitulé/descriptif	
DEUG II, Géographie	TD de géographie urbaine - 24h « Dynamiques urbaines ». Dossiers thématiques, croquis des dynamiques urbaines, visite de sites...	
DEUG I, géographie	TD de géographie urbaine - 24h « Introduction à la géographie urbaine » : dossiers thématiques, analyses de cartes, exposés, visite sur sites...	
DEUG II, histoire	TD de géographie humaine - 24h « Introduction à la géographie humaine » : dossiers thématiques, analyses de documents, exposés...	
DEUG II, géographie	TD de géographie régionale - 18h « La France : étude de cas ».	
DEUG II, histoire	TD de géographie physique - 12h « Hommes et milieux ».	
DEUG I, histoire	TD de géographie physique - 12h « Introduction à la géographie physique ».	
DEUG I, géographie	TD de géographie rurale - 16h « Analyse de documents ».	
Licence histoire	Préparation aux épreuves orales du CAPES pour des étudiants en histoire Dossier « colle » sur les questions au concours.	

1998-1999	Université François Rabelais, Tours Tuteur d'enseignement	Total : 60h
Niveau	Intitulé/descriptif	
DEUG I géographie	<p align="center">Sessions pédagogiques hebdomadaires</p> <p align="center">Aide à la rédaction (dissertations...) et au commentaire de documents géographiques, initiation à l'usage des nouvelles technologies (internet), formation à la réalisation de résumés, de notes de synthèse et au traitement de bibliographies.</p>	

IV. Liste des publications

23 articles dans des revues à comités de lecture répertoriées par l'AERES, 17 contributions à des ouvrages scientifiques dont 4 directions d'ouvrage, 17 interventions dans des colloques internationaux dont 8 ayant donné lieu à publication... Au-delà des chiffres, ce bilan d'une activité de publications et d'interventions reste marqué par un fort souci du travail collectif. Nombre de ces publications sont en effet co-signées exprimant ce souci constant de désindividualiser la production de la recherche, de viser autant que possible à l'auto-décloisonnement, pariant sans cesse sur les vertus de la production collaborative du savoir scientifique.

La classification des publications reprend, pour l'essentiel, la typologie définie par les instances françaises d'évaluation de la recherche (AERES...). La diversité des productions éditoriales classées dans la rubrique « autres travaux » méritait d'être distinguée en plusieurs sous-catégories complémentaires (poster, interventions radio...) donnant par là une autre illustration de la variété des formats privilégiés de diffusion de connaissances, d'expertise ou de savoirs.

Cette classification exhaustive est à lire dans un sens différent de celui de la classification thématique du volume « publications » dans lequel seulement quelques-unes d'entre elles ont été sélectionnées et présentées.

Récapitulatif numérique des publications

	Nombre
Articles dans revues AERES	23
Articles dans revues non-répertoriées	14
Articles dans revues sans comité de lecture	4
Chapitres d'ouvrages scientifiques	14
Articles dans des ouvrages de vulgarisation	3
Directions d'ouvrages scientifiques	7
Directions de dossiers de revues	2
Communications avec actes pour des colloques internationaux ou nationaux	10
Communications sans actes pour des colloques internationaux ou nationaux	14
Comptes-rendus approfondis d'ouvrages	42
Interventions au cours de séminaire	5
Rapports de recherche	13
Conférences publiques	20
Posters	1
Interventions dans un film / documentaire	2

1. Articles dans des revues avec comités de lecture répertoriées

- Dumont M. (2011), « Aux origines d'une géopolitique de l'action spatiale : Michel Foucault dans les géographies françaises », in *l'Espace politique* [En ligne], 12, 2010-3, mis en ligne le 11 février 2011.
- Dumont M., (2009), « Libérez les sciences sociales avant qu'elles n'étouffent ! Enquête sur le libre-savoir scientifique », *EspacesTemps.net*, (septembre 2009) [En ligne]
- Dumont M. & Collin D., (2009), « La philosophie comme engagement politique », *EspacesTemps.net* (septembre 2009) [En ligne]
- Dumont M. & Tremblay J.M., (2009), « Diffuser les classiques, une lutte éducative et sociale », *EspacesTemps.net* (septembre 2009) [En ligne]
- Dumont M. & Dacos M., (2009), « Le libre ? Aujourd'hui, nous savons que c'est sérieux ! », *EspacesTemps.net* (septembre 2009) [En ligne]
- Dumont M., Devisme L. (2008), « L'éthologue et le tenure track : figures nantaises d'activistes de la pensée urbanistique » in *Annales de la recherche urbaine* n°104, juin 2008, p. 44-53.
- Dumont M., (2008), « Les États-Unis d'Amérique et la "Global Electoral Geography" », *EspacesTemps.net* (novembre 2008) [En ligne]
- Dumont M., Bosse A., Devisme L. (2007), « Actualité des mythologies pavillonnaires. Le périurbain comme quasi-personnage », *Annales de la Recherche Urbaine*, n°102, p. 141-152.
- Dumont M., Devisme L., Roy E. (2007), « Le jeu des bonnes pratiques dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale » in *Espaces et Sociétés*, 2007, p. 15-31.
- Dumont M., Von Der Mulh D. (2007), « De la rue à la ville apaisée : L'éclairage comparé des expériences péri/suburbaines suisses et françaises », *Flux* (janvier 2007), p. 50-61.
- Dumont M., Andrieu D. (2006), « Qualité urbaine et ville durable à l'épreuve du renouvellement urbain. L'exemple du Grand Projet de Ville Malakoff Pré Gauchet à Nantes », *Noréis*, n° 198, 2006/1, p. 7-19.
- Dumont M., Bosse Anne (2006), « L'au-delà des villes contre l'entre-deux des villes. Un espace suburbain français occulté », *EspacesTemps.net*, mai 2006.
- Dumont M. (2006), « Penser la ville incertaine : périmètres et interstices [Pensar los perímetros e intersticios urbanos] », *EspacesTemps.net*, janvier 2006.
- Dumont M., Devisme Laurent (2006), « Les métamorphoses du marketing urbain », *EspacesTemps.net*, février 2006.
- Dumont M. (2006), « Diffuser du savoir : oui, mais à quel prix ? », *EspacesTemps.net, Objets*, 24.10.2006 <http://www.espacestemp.net/articles/diffuser-du-savoir-oui-mais-a-quel-prix/>

- Dumont M., (2005) « Le développement urbain dans les villes intermédiaires : pratiques métropolitaines ou nouveau modèle spécifique ? Le cas d'Orléans et Tours », *Annales de Géographie*, n° 642, Armand Colin, Paris, avril 2005, p. 141-162.
- Dumont M. (2005), « Déconstruire les machines à habiter », Entretien avec Lydia Coudroy de Lille et Frédéric Dufaux, *EspacesTemps.net*, juillet 2005.
- Dumont M., (2005) « Les grands ensembles, une forme urbaine universelle ? », *EspacesTemps.net*, juillet 2005.
- Dumont M., Timsit R. (2005), « Ican : prendre acte du tournant numérique », *EspacesTemps.net*, Objets, 05.12.2005
- Dumont M. (2004), « Espace vital. Un exemple des nouvelles échelles de la géopolitique en milieu urbain », *EspacesTemps. Le Journal*, février 2004.
- Dumont M. (2004), « Les micro-territoires dans l'aménagement urbain, objets spatiaux et sociaux paradoxaux : le cas du Quartier Bourgogne à Orléans, *Norois*, Presses de l'Université de Rennes, n° 193, décembre 2004, p. 55-67.
- Dumont M. (2004), « Le savant et l'artiste. Du statut scientifique des pratiques esthétiques, proposition pour une épistémologie de l'usage des témoignages urbains », *EspacesTemps. Le Journal*, avril 2004. <http://espacestemp.net/document568.html>
- Dumont M., Magand C. (2004), « Dialogue sur La Culture des individus. Un appel aux sciences sociales de l'individu », *EspacesTemps Le Journal*, 20 Novembre 2004.

2. Articles dans des revues avec comités de lecture non-répertoriées

- Dumont M. (2013), « La banalisation d'un modèle urbain », in *Questions Internationales*, n° 60, février 2013, p. 14-23.
- Dumont M., Devisme L. (2011), « Les modèles urbains : pour quoi faire ? », in Collectif « Les modèles urbains : entre courants, références et performances », Numéro thématique *Les Cahiers du LAUA*, n°14, 2011, pp.10-21.
- Dumont M., Cherel E. (2009), « Expériences de l'altérité et constructions composites des identités dans les espaces urbains mondialisés », *Cahiers du LAUA*, n° 12, ENSAN, p. 12-18.
- Dumont M., Cherel E. (2009), « L'altérité, entre condition urbaine et condition du monde », numéro thématiques des *Cahiers du LAUA*, n°12, ENSAN.
- Dumont M. (2008), « Après la ville générique : mettre les horloges de l'urbanisme local à l'heure du monde », *Pouvoirs Locaux* (mai 2008), p. 122-130.
- Dumont M. (2008), « L'intelligence du projet urbain dans les corridors de l'entreprise scientifique », *Pouvoirs Locaux 77* (mai 2008), p. 154-155.
- Dumont M. (2007), « L'autonomie des villes : Quelles conditions et modalités de réalisation ? », *Pouvoirs Locaux 75* (décembre 2007), p. 151-152.
- Dumont M. (2007), « Minorités ethniques : Un angle mort des politiques métropolitaines ? », *Pouvoirs Locaux 71*, (décembre 2007), p. 130-131.

- Dumont M. (2007), « Derrière l'option PPP, des choix territoriaux et politiques », *Pouvoir Locaux* 74, (septembre 2007), p. 79-80.
- Dumont M. (2007), « Ni "privatisation", ni panacée : Du bon usage du partenariat public-privé (PPP) », *Pouvoirs Locaux*, septembre 2007, p. 50-43.
- Dumont M. (2006), « Les banlieues, sémaphores spatiaux des chantiers métropolitains de l'action publique », *Pouvoirs Locaux* 70 (septembre 2006), p. 7-12.
- Dumont M., Anglade M.-P. (2006), « D'une géographie des objets spatiaux à une approche sociologique du cadre spatial : l'espace en confrontation », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, Reims, n° 114, 2006, p. 211-225.
- Dumont M., Madoeuf A. (2005), « Mises en scène du "chez-soi" contemporain : les univers spatiaux du catalogue de vente par correspondance AM.-PM. Vivre la maison. Meubles & Déco », *Habiter - Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, Reims, n° 113, 2005, p. 97-113.
- Dumont M. (2005), « Prendre la ville au corps de ses individus », *Les Cahier du LAUA*, numéro 8, juin 2005, p. 65-69.
- Dumont M. (2003), « Langages et structures d'échange en recherche urbaine. Proposition pour une généalogie d'un marché de l'interdisciplinarité », *Cahiers du LAUA*, n° 7, Nantes, décembre 2003, p. 131-147.

3. Articles dans des revues sans comité de lecture

- Dumont M. (2011), « Le train tire la ville le long de ses voies », *Revue Place Publique*, n° 11, mai-juin 2011, p. 7-10.
- Dumont M. (2011), « Métropoles. L'impossible définition », *Revue Place Publique*, n° 12, juillet-août 2011, p. 7-10.
- Dumont M. (2007), « L'étalement urbain, un enjeu politique mondial », *Place Publique*, septembre-octobre, p 34-55.
- Dumont M. (2006), « La ville, en trois temps », *Les dossiers de demain*, Agence d'urbanisme de la Région Grenobloise, n.5, avril 2006, p. 14-17.

4. Chapitres d'ouvrages scientifiques (OS)

- Dumont M. (2012), « London Orbital : l'autoroute comme traceur morphologique », in Madoeuf A., Cattedra R. (dir.), *Lire les villes. Panorama du monde contemporain*, Presses Universitaires François Rabelais, 2012, p. 169-180.
- Dumont M. (2012), « Jardiner, à l'épreuve du collectif », in Hamman Ph. (dir.), *Ville, frontière, participation. De la visibilité des processus démocratiques dans la Cité*, Editions Orizons, p. 301-321.
- Dumont M. (2011), articles « intérêt général », « métropole », « urbain », « territoire », « décision », « aménagement du territoire », in Lemouzy L. (dir.), *Glossaire de la gouvernance publique*, Editions ISMaPP, Paris.

- Dumont M. (2010), « Les villes françaises à l'épreuve des nouveaux enjeux environnementaux », in Vanier M. & Cailly L. (dir.), *La France urbaine. Une géographie*, Armand Colin, p. 87-108.
- Dumont M., Hellier E. (2010), « Périphéries, sous condition urbaine : vieux problème, nouveaux chantiers », in Dumont M., Hellier E., (dir.), *Les nouvelles périphéries urbaines. Formes, modèles et logiques de la ville contemporaine*, Presses Universitaires de Rennes, p. 5-13.
- Dumont M. (2009), « Le territoire, des identités locales aux modèles de société », in Baudin G., Bonnin Ph (dir.), *Faire territoire*, Editions Recherches, 2009, p. 221-234.
- Dumont M. (2008), « L'esthétique architecturale à l'épreuve du pragmatisme. L'exemple de la qualité urbaine dans deux projets d'aménagement à Nantes », in Bergilez J.D., Guyaux M.C., Guisse S. (dir.), *Architecture et réflexivité. Une discipline en régime d'incertitude*, ISACF - La Cambre & La Lettre volée, Bruxelles, 2008, p. 57-66.
- Dumont M. (2008), « Cohérence et limites de la solution des plans de déplacement en périphérie urbaine », in Clochard F., Rocci A., Vincent S. (Dir.). *Automobilités et altermobilités : Quels changements ?*. Paris, L'Harmattan, p. 75-97.
- Dumont, M. (2008), « Les controverses spatiales, des moments de production du politique en contexte urbain. Une analyse dans le cas des villes d'Orléans et de Tours », in Bertheleu H. & Bourdarias F. (dir.), *Les constructions locales du politique*, Presses universitaires François Rabelais, Tours, p. 55-68.
- Dumont, M., Romero, C. (2008), « Les jeunes dans leurs mobilités. L'espace en tous sens », in Séchet R., Garat I., Zeneidi D., *Espaces en transactions*, P.U.R., p. 109-120.
- Dumont M. (2007), « Espaces de la mitoyenneté et dimension politique des micro-conflits en milieu urbain : Le voisinage comme épreuve de l'habiter », in Torre A., Kirat T. (Dir.), *Territoires et conflits d'usage*. Paris, L'Harmattan, p. 89-104.
- Dumont M. (2006), « Esthétique, esthésique urbaine. Bien-être et qualité de ville dans les politiques urbaines françaises » in Sébastien Fleuret (dir.), *Espaces, Qualité de vie et Bien-être*, Presses de l'Université d'Angers, p. 169-177.
- Dumont M. (2005), « Le skateboard, de places en places : l'institutionnalisation locale d'une pratique informelle en milieu urbain », in Hossard N., Jarvin M. (dir.), *C'est ma ville ! De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, L'Harmattan, p. 34-45.
- Dumont M. (2004), « L'aménagement d'une plaine inondable en région tourangelle : des directives nationales aux systèmes normatifs locaux, la transformation d'un régime de contraintes environnementales », in Scarwell H.S., Franchome M. (dir.), *Contraintes environnementales et gouvernance des territoires*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, p. 79-86.

5. OV : Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres de ces ouvrages ou articles)

- Dumont M., (2010), « Dans les villes, le coût de la vie est-il élevé ? », in Collectif, *Stop aux idées reçues*, Paris, Le Cavalier Bleu, p. 34-45.

- Dumont M. (2008), « Ville et urbanisme », in Vidard M. (Dir.), *Abécédaire scientifique pour les curieux*, Sciences Humaines, Les têtes au carré, p. 229-235.
- Dumont M. (2008), Articles « Ville », « Urbanisme », « Pollution », in *Le grand dictionnaire des idées reçues*, Paris, Le Cavalier Bleu, p. 183-188.

6. DO : Directions d'ouvrages

- Dumont M., Hellier E., (dir.) (2010), Les nouvelles périphéries urbaines. Formes, modèles et logiques de la ville contemporaine, PUR, mai 2010, 334 p.
- Lévy J., Poncet P., Beaudé B., Dagorn R. E., Dumont M., Ripert B., Stock M., Vilaça O., Andrieu D., Hurel K. (2010), *Inventare Il Mondo*, Sagio Mondadori, 280 p.
- Dumont M., Gerardot M. (2010), *L'Europe*, Editions Atlandes (Belin), Paris, 312 p.
- Dumont M., Barthel P-A., Debre C., Devisme, L. (dir.), Roy. E. (2009), *Nantes : petite et grande fabrique urbaine*, Parenthèses, 264 p.
- Dumont M. (2008), La géographie. Comprendre et expliquer les espaces habités contemporains, Paris, Armand Colin, Collection 128
- Dumont M., Levy J. (dir.), Poncet P., Andrieu D., Beaudé B., Dagorn R.-E., Hurel K., Jarne A., Ripert B., Stock M., Vilaça O.(2007), *L'invention du monde. Une Géographie de la mondialisation*, Presses de Sciences Po, 2007.
- Dumont M., D'Alessandro C. (2007), *La clé des villes*, Paris, Le Cavalier Bleu.

7. Direction de dossiers de revue

- Dumont M. (2007), « Les contrats de partenariat : Mirages ou vraies réponses aux nouveaux défis de l'économie locale ? », *Pouvoirs Locaux* 74 (septembre 2007), p. 46-51.
- Dumont M. (2008), « Les territoires locaux de la sûreté / sécurité », *Pouvoirs Locaux* (septembre 2008), p. 94-99.

8. Communication avec actes dans un congrès international ou national

- Dumont M. (2008), « L'épreuve métropolitaine de l'action sociale. Le PST de Malakoff – Pré Gauchet à Nantes », in Bouquet B.(Dir.), *Territoires et action sociale*. Ed. L'Harmattan, p. 75-98 (Colloque "Territoire et Action sociale", CNAM, Paris, 22-23 juin 2006).
- Dumont M. (2006), « Les terrasses : des micro-territoires d'investissement, de conquête et de conflit en contexte urbain », in Emilia Ndiaye, Cristine Romero, Elena Zayas (dir.), *Territoire rêvés II. Du territoire rêvé au rêve de territoire : stratégies et processus d'appropriation ou de domination*, Actes du colloque des 25-26 novembre 2004 à Orléans, Presses Universitaires d'Orléans, p. 253-267.
- Dumont M. (2006), « Esthétique, esthésique urbaine. Bien-être et qualité de ville dans les politiques urbaines françaises », in Fleuret S. (Dir.), *Espaces, qualité de vie et bien-*

être., p. 169-177. Angers: Presses de l'Université d'Angers (actes du colloque « Peut-on prétendre à des espaces de qualité et de bien-être » organisé par l'UMR 6590, Université d'Angers, 23 et 24 septembre 2004).

- Dumont M., Dèbre C. (2006), « L'espace public à l'épreuve de la démocratie participative. Réflexion théorique sur les dispositifs participatifs mis en œuvre dans le cadre d'une opération Renouvellement Urbain », colloque international organisé par le LERASS, Toulouse, 15-17 novembre 2006, p. 389-398.
- Dumont M. (2004), « Le bocage en Boischaut-Sud : de l'achèvement d'une forme d'organisation spatiale à l'émergence d'une fiction paysagère », Colloque Bocages et sociétés, UMR CRHISCO-C2SA, Rennes, 29 septembre-1er octobre 2004.
- Dumont M., Romero C. (2004), « L'individu dans ses mobilités. L'espace en tous sens », Espaces et société aujourd'hui – Colloque de géographie sociale, UMR ESO, Rennes, 21-22 octobre 2004.
- Dumont M. (2004), « L'aménagement d'une plaine inondable en région tourangelle : des directives nationales aux systèmes normatifs locaux, la transformation d'un régime de contraintes environnementales. L'exemple de la plaine de la Gloriette », Colloque sur les contraintes environnementales et la gouvernance des territoires, Lille, 22-23 septembre 2004.
- Dumont M. (2003), « Images et spatialité des phénomènes sociaux », in *Arts, Sciences et Technologie. Actes des Rencontres Internationales 22, 23 et 24 novembre 2000*, MSH, La Rochelle, p. 161-173.
- Dumont M. (2003), « Langages et procédures d'organisation : des valeurs et des normes à la configuration d'objets urbains », Actes du colloque international des 19 et 20 juin 2003, « Normes sociales et processus cognitifs », Presses de la MSH, Poitiers, p. 55-59.

9. Communication sans actes dans un congrès ou colloque international ou national

- Dumont M. (2013), « Périphéries urbaines : nouvelles expériences "publiques" du déplacement », *Forum "Vies mobiles"*, Paris, 21-23 janvier 2013.
- Dumont M. (2011), « Ville, expérience sensible et spatialités des corps urbains », Colloque *Corps dans l'espace/Espace du corps*, Talinn, 25-26 novembre 2011.
- Dumont M., Houllier-Guibert C.E. (2011), « L'image de marque : avatar de la compétitivité des territoires ou nouvelle actualité de la gouvernance territoriale ? », Colloque international pluridisciplinaire « Labellisation et "mise en marque" des territoires », Clermont-Ferrand, 8-10 novembre 2011.
- Dumont M. (2011), « Quelle prospective pour les villes françaises ? », Intervention à la journée « Quand les flux réorganisent les territoires », Prospective Info, DATAR, Paris, 13 décembre 2011.

- Dumont M. (2011), « Systèmes de transport et pratiques de mobilités en 2030 : bifurcations, stagnations ou inflexions ? », *Territoires Durables 2030*, 7 octobre 2011 Centre International de Deauville.
- Dumont M. (2008), « La verticalité nouvelle composante de l'urbanité mondiale », colloque *Tours et Détours*, Société Française des architectes & Université Paris 8, 17-19 janvier 2008.
- Dumont M., Delavaut Th. (2010), « Territoire sous condition de mobilité : le rôle des villes petites et moyennes dans la structuration des formes d'urbanisation linéaire », colloque international *Villes petites et moyennes, un regard renouvelé*, UMR CITERES, 09 et 10/12/2010, Tours.
- Dumont M. (2005), « De l'espace comme relation : Michel Foucault dans les géographies françaises de l'action politique », *Le politique vu avec Foucault - Colloque international*, Institut d'Etudes Politiques (Sciences-Po), Paris, 7-8 janvier 2005.
- Dumont M. (2005), « Développement urbain durable ou développement social ? La démarche HQE à l'épreuve du Renouvellement Urbain : l'exemple du Grand Projet de Ville Malakoff / Pré Gauchet à Nantes, Le développement durable : du global au local. Une démarche transversale au service du développement territorial », Brest, 2-3 juin 2005.
- Dumont M. (2005), « Production du bien-être, renouvellement urbain et développement durable des territoires : l'exemple du GPV Malakoff Pré-Gauchet à Nantes (France) », Journées Internationales de Liège 2005, « Territoire, Bien-Etre et Inclusion sociale », programme du Réseau Européen d'Intelligence Territoriale (REIT), Liège, 19-21 octobre 2005.
- Dumont M., Devisme L. (2005), « Moments et "objets-épreuves" de la construction politique des espaces métropolitains : une analyse pragmatiste de deux projets urbains à Nantes », *Logiques métropolitaines - Colloque pluridisciplinaire*, Laboratoire HVT - Lille 1, CERAPS - Lille 2, TRACES-INRETS, IAUL, Lille, 2-3 juin 2005.
- Dumont M. (2004), « Les objets urbains et leur capital-image, un nouveau type de ressources territoriales », *Colloque sur la notion de ressource territoriale*, CERMOSEN, Mirabel, 14-15 octobre 2004.
- Dumont M. (2004), « L'histoire en (é)preuves : l'émergence d'un nouveau régime de patrimonialisation en milieu urbain », Groupe de travail Patrimoine et Institutions, *Congrès international des sociologues de langue française*, Tours, 7 juillet 2004.
- Dumont M. (2004), « Cultures urbaines et transactions sociales dans des procédures d'aménagement : vers un nouveau régime d'institution de sociétés locales », Groupe de Travail Transactions Sociales, *Congrès international des sociologues de langue française*, Tours, 6 juillet 2004.

10. Notes de lecture et comptes-rendus approfondis d'ouvrages

- Dumont M. (2012), compte-rendu de l'ouvrage de Guy Baudelle, Catherine Guy, Bernardette Mérenne-Schoumaker, Le développement territorial en Europe (Presses Universitaires de Rennes), *Place Publique*, janvier 2012.
- Dumont M. (2012), compte-rendu de l'ouvrage de Maria Theresa Guaitoli et Simone Bambaldi, Cité disparues. Les grandes métropoles de l'Antiquité (Editions White Star), *Place Publique*, janvier 2012.
- Dumont M. (2012), compte-rendu de l'ouvrage de Michel Wieviorka (dir.), La ville. Les entretiens d'Auxerre (Editions Sciences Humaines), *Place publique*, janvier 2012.
- Dumont M. (2012), compte-rendu de l'ouvrage de Jean Haëntjens, La ville frugale. Un modèle pour préparer l'après-pétrole (Edition fyp), *Place publique*, janvier 2012.
- Dumont M. (2011), compte-rendu de l'ouvrage « Aménager les territoires », *Revue de géographie du Québec*, janvier 2011.
- Dumont M. (2011), compte-rendu de l'ouvrage de Françoise Choay, La terre qui meurt (Editions Fayard), *Place publique*, juin 2011.
- Dumont M. (2011), compte-rendu de l'ouvrage de Iain Sinclair, London Orbital (Editions Inculte), *Place publique*, juin 2011.
- Dumont M. (2011), « Les mondes de la condition suburbaine ». Compte-rendu de l'ouvrage de Duane Hanson, Le rêve américain... Textes de Bruce Bégout (Actes Sud) *Place Publique*, juillet 2011.
- Dumont M. (2011), « Saisir la mobilité pour dépolvériser la théorie urbaine ». Compte-rendu de l'ouvrage publié sous la direction de Jean-Marc Stébé et Hervé Marchal, Traité sur la ville (P.U.F.), *Place Publique*, novembre 2011.
- Dumont M. (2011), « Du quotidien à l'urbain : découvrir une entreprise intellectuelle ». Compte-rendu de l'ouvrage de Sandrine Deulceux, Rémi Hess, Henri Lebeuvre. Vie, œuvre, concepts (Editions Ellipse), *Place Publique*, novembre 2011.
- Dumont M. (2011), « L'avenir est-il du côté des parcs d'attraction ? ». Compte-rendu de l'ouvrage collectif, Dreamlands, Des parcs d'attraction aux cités du futur (Editions du Centre Pompidou), *Place publique*, novembre 2011.
- Dumont M. (2010), « Revisiter les formes ordinaires des villes ». Compte-rendu de l'ouvrage de Mickaël Darin, La comédie urbaine (Infolio), *Place Publique*, janvier 2010.
- Dumont M. (2010), compte-rendu de l'ouvrage de Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule, Brigitte Martin (sous la dir de), L'aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés (Editions Robert Laffont), *Place publique*, janvier 2010.
- Dumont M. (2010), « Articuler performance économique et cohésion sociale : un défi métropolitain ». Compte-rendu des ouvrages de Brigitte Bertocello, Jérôme Dubois, Marseille. Euroméditerranée, accélérateur de métropole (Editions Parenthèses) et de

- Paul Boino (dir.), Lyon. La production de la ville (Editions Parenthèses), *Place Publique*, juillet 2010.
- Dumont M. (2010), « A la découverte de la manière dont se conçoivent les villes ». Compte-rendu de l'ouvrage de Thierry Paquot (Textes rassemblés par), Les faiseurs de villes (Editions InFolio), *Place Publique*, juillet 2010.
 - Dumont M. (2010), « Vers un urbanisme de décroissance ? » Compte-rendu de l'ouvrage collectif, Territoires de la décroissance, n°8, Revue Entropia (revue théorique et politique de la décroissance), *Place publique*, novembre 2010.
 - Dumont M. (2010), « Les idées et les vies urbaines en bulles et en dessins ». Compte-rendu de l'ouvrage de Jean-Marc Thévenet et Francis Rambert (sous la direction de), Archi & BD, La ville dessinée (Editions de la Cité de l'architecture et du patrimoine) *Place Publique*, novembre 2010.
 - Dumont M. (2010), compte-rendu de l'ouvrage de Nicolas Surchat Vial, Frédéric Bessat, Pascale Roulet (dir.), Genève Agglo 2030 : un projet pour dépasser les frontières (Editions Parenthèses), *Place Publique*, janvier 2011.
 - Dumont M. (2010), compte-rendu de l'ouvrage « La ville autrement », in *l'Espace Géographique*, octobre 2010.
 - Dumont M. (2009), Recension de l'ouvrage de Laurence Costes, Henri Lefebvre. Le droit à la ville. Vers la sociologie de l'urbain (Editions Ellipses), *Place Publique*, octobre 2009.
 - Dumont M. (2009), compte-rendu de l'ouvrage de Thierry Paquot, Conversations sur la ville et l'urbain (édition InFolio), *Place Publique*, octobre 2009.
 - Dumont M. (2008), « L'intelligence du projet urbain dans les corridors de l'entreprise scientifique », *Pouvoirs Locaux*, n. 77, mai 2008, p. 154-155.
 - Dumont M. (2008), « Toutes les villes sont grises ! ». Compte-rendu de l'ouvrage de Larissa Noury, La couleur dans la ville (Éditions Le Moniteur), *Place Publique*, août 2008.
 - Dumont M. (2007), « L'autonomie des villes : quelles conditions et modalités de réalisation ? » *Pouvoirs Locaux*, n. 75, décembre 2007, p. 154-155.
 - Dumont M. (2007), « Minorités ethniques : un angle mort des politiques métropolitaines ? » *Pouvoirs Locaux*, n. 71, décembre 2007, p. 130-131.
 - Dumont M. (2007), « Du Burger-King au pavillon. L'illégitimité des univers paradisiaques de l'individu contemporain », *EspacesTemps.net*, Objets, 14.10.2007 <http://www.espacestemp.net/articles/du-burger-king-au-pavillon-lrsquoillegitimite-des-univers-paradisaiques-de-lrsquoindividu-contemporain/>
 - Dumont M. (2006), « Les épreuves de l'accessibilité urbaine », *EspacesTemps.net*, janvier 2006.
 - Dumont M. (2006), « Le monde des villes, à portée de main ! », *EspacesTemps.net*, Objets, mars 2006 <http://www.espacestemp.net/articles/le-monde-des-villes-a-portee-de-main/>

- Dumont M. (2006), « Vivre l'espace », *EspacesTemps.net*, Objects, mai 2006
- <http://www.espacestemps.net/en/articles/vivre-lrsquoespace-en/>
- Dumont M. (2005), « L'espace public, prisme efficace des recompositions de l'action publique ? », *EspacesTemps Le Journal*, mars 2005.
- Dumont M. (2005), « L'architecture et le monde urbain auront-ils leur encyclopédie ? » *EspacesTemps. Le Journal*, mai 2005. <http://espacestemps.net/document1394.html>
- Dumont M. (2005), « Un peu d'espace-son dans les NumériCités ! », *EspacesTemps. Le Journal*, juin 2005. <http://espacestemps.net/document1457.html>
- Dumont M. (2005), « La ville, une démocratie à inventer », *Pouvoirs Locaux*, n. 66, décembre 2005, p. 99-101.
- Dumont M. (2005), « Penser la métropole pour les individus ? », *Pouvoirs Locaux*, n. 66, décembre 2005, p. 101-103.
- Dumont M. (2005), « Metacomunicación en el espacio cultural iberoamericano », *EspacesTemps.net*, Objets, 01.10.2005.
- Dumont M. (2005), « Horizons métropolitains », *Les Annales de la Recherche Urbaines*, Editions du Plan Urbanisme Construction Architecture, Paris, n. 98, février 2005, p. 143-154.
- Dumont M. (2005), « Internet, entre archivage et mémoire », *EspacesTemps.net*, In the air, 22.11.2005
- Dumont M. (2004), « Quel urbanisme pour la ville générique ? », *EspacesTemps Le Journal*, décembre 2004, <http://espacestemps.net/document992.html>
- Dumont M. (2004), « Du métro parisien au TGV Sud-Est : sciences, savoirs et techniques à l'épreuve de l'action », *EspacesTemps. Le Journal*, novembre 2004. <http://espacestemps.net/document818.html>
- Dumont M. (2004), « Courts traités d'économie de la participation. Sur la démocratie participative en contexte urbain », *EspacesTemps. Le Journal*, juin 2004. <http://espacestemps.net/document619.html>
- Dumont M. (2004), « L'interdisciplinarité en pratiques. Regards croisés sur l'espace et le territoire », *EspacesTemps. Le Journal*, mai 2004.
- Dumont M. (2004), « La métropolisation politique : un bilan en demi-teinte », *Pouvoirs Locaux. Les cahiers de la décentralisation*, Institut de la Décentralisation, Paris, novembre 2004, p. 174-176.

11. Séminaires de recherche

- Dumont M. (2012), « L'urbain reconfiguré par les TIC : entre mirages et réalités », journée d'étude *Urbanités numériques*, ESO- PREFics, 6 juillet 2012, Université Rennes 2.

- Dumont M. (2007), « Chercher, une activité sans relâche ? », séminaire « Formes et pratiques de l'activité de recherche » organisé à l'occasion de la parution de *Lieux Communs* n° 10, Ecole nationale Supérieure d'Architecture de Nantes, 10 octobre 2007.
- Dumont M. (2004), Lecourt Arnaud, « L'analyse géographique des conflits », intervention dans le cadre d'un séminaire de troisième cycle, MASTER Villes et Territoires, Séminaire Méthode (UE15) de l'Unité de formation « Territoires, Politiques publiques et débat public », Centre de recherche Ville Société Territoire, Tours, 16 décembre 2004.
- Dumont M. (2003), « Construire la géographie d'un phénomène politique », intervention aux *Cinquièmes Rencontres Tuniso-Françaises des Jeunes Chercheurs* sur le thème « Territoires : acteurs et modalités d'intervention », Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, Tunis, 23-24-25 janvier 2003.
- Dumont M. (2003), « La notion de territoire en géographie », répondant pour une journée d'étude du Groupe d'Analyse des Politiques Publiques (G.A.P.P.) consacrée à « La territorialisation de l'action publique », Ecole Nationale Supérieure (E.N.S.), Cachan, 12 mars 2003.

12. Rapports de recherche

- Dumont M., Hellier E., Depeau S., Buchot N., Delavault Th., Lemoine A. (2012), *Trames de mobilités collectives : nouvelles expériences « publiques » du déplacement dans les périphéries urbaines. Analyse comparative dans les territoires de l'Ouest, rapport de recherche pour le PUCA, consultation « Ménager les territoires périurbains »*, PUCA, 303 p.
- Zepf M. (dir.), Dumont M., Ambrosino C., Pegels J., Seigneuret N. (2011), *Gouvernance des espaces publics contemporains*, Recherche pour le compte de la Fabrique de la cité, Groupe VINCI, 23 p.
- Devisme L. (dir.), Dumont M., Ouvrard P. (2010), *A research on contemporary urban models : sources, processes, investigation domains. An exploratory Panorama*, PUCA/OCDE/GSF, 81 p.
- Dumont M., Thomas O., Depeau S., Stephan G., Valognes S., Rouge L., Gresillon L. (2009), *Des périphéries urbaines, sous tranquillitants ? Productions et dynamiques des contextes de sûreté dans les territoires de l'Ouest*, 307 p. – rapport final, octobre 2009. Consultation de recherche « Territoires urbains et sûreté » PUCA / Club Ville Aménagement. UMR ESO 6590 CNRS, 307 p. + CD Rom.
- Dumont M., Delavault Th., Hellier E. (2008), Rennes/St Malo : « effet de contexte linéaire » à grande échelle ? Entre réalité et fiction, une mise à l'épreuve des logiques d'axe, rapport de recherche pour le Ministère de la Culture (programme « Architecture de la Grande échelle »), PUCA, 140 pages.
- Devisme L., Bossé A., Brenon L., Dodier R., Dumont M., Hervouet V., Madoré F., Struillou J.- F., (2007) : *La structuration du périurbain : synthèse bibliographique : Cahier N°2*, PUCA, 113 pages.

- Dumont M. (2007). *Figures et jeux d'échelles dans l'urbanisme*. Rapport de recherche du programme « Architecture de la grande échelle », PUCA, 80 pages.
- Devisme L. (dir.), Dumont M., Delile J., Dèbre C., Augustin G. (2007). *Formes périurbaines, gouvernement territorial et logiques d'acteurs dans la région nantaise*, Rapport de recherche pour la DRE et le CETE (+ synthèse 8 pages), Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.
- Dumont M., Devisme L., Dèbre C., Andrieu F. (2007), *Figures et jeux d'échelles dans l'urbanisme*, rapport de recherche du programme Architecture de la grande Echelle, session 1, octobre 2007, 80 pages.
- Dumont M., Devisme L., Pasquier E., Debre C., Roy E. (2006), *Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) : Nantes*, Rapport de recherche pour le Plan Urbanisme Construction Architecture (P.U.C.A.).
- Devisme L., Bosse A., Dodier R., Dumont M., Hervouet V., Madore F. (2006), *La structuration du périurbain synthèse bibliographique : rapport N°1 pour la DRE et le CETE*, LAUA / ESO, MSH Ange Guépin, 80 p.
- Dumont M., Devisme L. (2005), *L'analyse ethnographique du GPV Malakoff – Pré Gauchet à Nantes. Logiques urbanistiques et métropolitaines d'une production localisée de la ville par le Renouvellement Urbain*, Rapport de recherche pour le Plan Urbanisme Construction Architecture (P.U.C.A.), octobre 2005, 82 pages.
- Dumont M., Devisme L., Pasquier E., Dèbre C., Roy E., Fouquet X. (2005), *Echelles et Temporalités des projets urbains*, Rapport de recherche pour le Plan pour le Plan Urbanisme Construction Architecture (P.U.C.A.), juillet 2006, 210 pages.

13. Conférences, articles de presse et tables rondes

- Dumont M. (2013), « Evolution des pratiques de mobilité dans le périurbain », *Conférence de la mobilité*, Syndicat mixte ViaCité – Département du Calvados – Caen Métropole, 19 septembre 2013, Caen.
- Dumont M. (2013), « Villes riches, quartiers pauvres. Comment lutter contre les ghettos ? », Journées du Havre, *Le nouvel Observateur*, 7-9 février, 2013, Le Havre.
- Dumont M. (2012), « Le nouvel espace français : des centres et des périphéries partout ? », Emission France Culture, Planète-Terre, 4 avril 2012.
- Dumont M. (2012), « Périphéries urbaines : tendances et enjeux pour l'aménagement urbain », Commission « Aménagement et développement des territoires, environnement », C.E.S.E.R, Conseil Régional Bretagne, 26 juin 2012.
- Dumont M., « Sciences sociales et architecture », table-ronde « Quelles sont les interrogations de la société en matière de cadre de vie sur lesquelles la recherche et l'expérimentation architecturale, urbaine "et paysagère mériteraient d'être orientées ? », *Concertation nationale sur l'enseignement et la recherche en architecture*, Pôle Atlantique (ensa Nantes – ensap Bordeaux – ensa Bretagne), Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes, 18 décembre 2012.

- Dumont M. (2011), « Périphéries urbaines : ne dites plus périurbain ! », France Culture, émission Planète-Terre, 19 janvier 2011.
- Dumont M. (2011), « Les jardins collectifs : retour de la nature en ville ? », intervention dans la matinée débat « Et si la ville de demain était une ferme ? » organisée par l'ANRU et TransitCity, auditorium *Le Monde*, Paris, 13 mars 2011.
- Dumont M. (2011), « La gare St Pancras, analyseur des espaces publics de mobilité », Conférence « Quelle place pour les espaces publics dans la ville de demain ? », séminaire de clôture, Institut d'urbanisme de Grenoble, septembre 2011,
- Dumont M. (2011), « Vers où va la ville ? », *Université sur Lie*, conférence publique pour le Pays & SCOTT de Vertou, 4 octobre 2011.
- Dumont M. (2011), « Penser la ville et ses interstices », cours public d'architecture, le *Lieu Unique*, mercredi 19 octobre, Nantes.
- Dumont M. (2008), « Périurbanisation, métropolisation et petite enfance », intervention aux congrès national des FRANCAS, septembre 2008.
- Dumont M. (2007), « Aimer ou fuir la ville ? », émission vivre sa ville, France Culture, septembre 2007.
- Dumont M. (2007), « Sociologie des villes », émission La tête au carré, France Inter, septembre 2007.
- Dumont M. (2007), « Sécurité, vidéosurveillance : l'espace public contemporain menacé ? », Café Géographique, Rennes, novembre 2007.
- Dumont M. (2007), « La rue et ses urbanités », journée d'étude « La rue entre réseau et territoire », Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, juin 2007.
- Dumont M. (2007), « Vidéosurveillance, sécurité : les espaces publics sont-ils réellement menacés ? », café géographique, Rennes, 18 décembre 2007.
- Dumont M. (2006), « La ville vitesse ou le cercle infernal mobilité-territoire-société », conférence, 18 mai 2006, Agence d'urbanisme de la région grenobloise, 18h-20h.
- Dumont M. (2006), « L'espace public, les rapports sociaux dans la ville et l'action publique », conférence au séminaire municipal « ...Au fur et à mesure », séance du 3 mai 2006, Ville de St Denis (93).
- Dumont M. (2005), « Tours, Orléans, Nantes : aménagement urbain et participation à l'épreuve de la comparaison », intervention dans le cadre d'une table ronde consacrée à « L'implication des citoyens dans les projets d'aménagement urbain au "Nord" et au "Sud" », Semaine de la Ville 2005, Tours, 11 mars 2005.
- Dumont M., Levy J., Shüler M. (2005), « Deux votes sur l'Europe en 2005 : vers une simplification des clivages ? », *Quotidien Le Temps*, jeudi 29 septembre 2005.
- Dumont M. (2004), « Mots à maux ? Trois figures inhabituelles du logement social dans les quartiers contrats de ville à Orléans et Tours », intervention dans le cadre d'une table-ronde consacrée aux images et aux représentations du logement social, Semaine de la ville 2004, Tours, avril 2004.

14. Poster

- Lévy J., Dumont M., Ourednick A., Andrieu D. (2005), *Our Inhabited Space. Representation of urbanness and sustainable development*, for the National Research Programme 54 Workshop (Sustainable Development of the Built Environment), Swiss National Science Foundation, 4.09.2005, Bern.

15. Films ou documentaires

- Dumont M., « 30 ans de Politique de la Ville en France », émission Transbordeur sur le plan Espoir Banlieues en Loire-Atlantique, TV Nantes, 27 février 2009.
- Dumont M., dans « 75 (Sept Cinq) », auteur du documentaire : R. De Saint Mars, durée : 49 minutes, réalisateur : Jérôme Scemla, diffusion : chaîne Planète, 2007.

Table des matières

Sommaire	3
Curriculum vitae synthétique	5
Introduction générale	7
I. La recherche comme engagement total	13
1. Généalogie : penser les métamorphoses du champ urbain	18
1.1. L'image, prisme de la recomposition des pouvoirs urbains locaux.....	18
1.2. Langages, organisations et modèles : déconstruire les politiques d'urbanisme.....	20
1.3. Urbanité(s) : mobilités, mitoyennetés, vers une relecture spatiale du rapport individu/institution	21
2. L'affirmation de deux champs de recherche de prédilection	27
2.1. La recomposition des politiques d'urbanisme : un éclairage sur le changement urbain.....	27
2.2. Dynamiques périphériques : du « suburbain » aux formes et logiques des territoires émergents	29
3. S'inscrire au cœur de la vie scientifique : diffusion de savoirs et production de réflexivité ..	31
3.1. De l'évaluation au repérage : trans-discipliner la science	32
3.2. Matières à penser : communiquer les objets de savoir à l'heure du numérique.....	32
3.3. Incursions extra-universitaires : transferts respectifs de savoirs	34
3.3.1. Le club : mirage ou prodige ?	34
3.3.2. Expertiser l'expertise.....	36
4. Orienter la recherche scientifique : défi et limites de la production du collectif	38
4.1. A l'épreuve de l'interdisciplinarité : l'illusion d'un langage commun ?.....	38
4.2. Le collectif entre autonomie et hétéronomie	39
4.3. Une ouverture vers l'international.....	40
II. Des positions d'enseignements : entre urbanisme, aménagement et géographies	43
1. Enseigner, en tant que chercheur	45
1.1. Fabrique de la ville et production du lien social.....	46
1.2. Lire, penser et concevoir l'espace habité des sociétés.....	47
2. L'accompagnement des formations professionnelles en urbanisme et aménagement de l'espace	48
2.1. Du local au national : quatre responsabilités collectives et administratives.....	48
2.2. Renforcer et spécifier des formations interfaces.....	50
2.3. Une contribution à l'innovation des formes pédagogiques et de leurs objets.....	51
Conclusion générale	53
L'étude contre la recherche ?.....	53
L'ouverture face à la dispersion	54
Critiquer pour reconstruire	55

III. Détail des activités d'enseignant-chercheur	57
1. Responsabilités administratives et électives.....	59
1.1 Responsabilités administratives et pédagogiques	59
1.2. Mandats électifs et recrutements.....	59
1.3. Membre de comités de sélection (recrutement des enseignants-chercheurs)	59
2. Diffusion et vie de la recherche	60
2.1 Comités de rédaction	60
2.2. Direction de dossiers et comité de lecture dans le cadre de collaboration à des revues	60
2.3. Evaluation de revues et d'articles scientifiques	60
2.4. Evaluation d'ouvrages scientifiques	61
2.5. Evaluation de projets de recherches scientifiques	61
2.6. Membre d'un groupe d'experts	62
2.7. Expertises ponctuelles	62
3. Responsabilités scientifiques.....	62
3.1. Animation de la recherche	62
3.2. Directions de séminaires internationaux.....	62
3.3. Directions de recherches	63
3.4. Participations à des programmes recherche (chercheur associé).....	63
3.5. Encadrement de recherches et de travaux de fin d'études	65
4. Activités d'enseignement	67
4.1. Depuis 2006 : en tant que Maître de conférences	67
4.1.1. Enseignements généraux.....	67
4.1.2. Activités à caractère pédagogique et culturel (sélection)	71
4.2 Enseignements antérieurs	74
IV. Liste des publications	79
1. Articles dans des revues avec comités de lecture répertoriées	82
2. Articles dans des revues avec comités de lecture non-répertoriées	83
3. Articles dans des revues sans comité de lecture	84
4. Chapitres d'ouvrages scientifiques (OS).....	84
5. OV : Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres de ces ouvrages ou articles)	85
6. DO : Directions d'ouvrages	86
7. Direction de dossiers de revue.....	86
8. Communication avec actes dans un congrès international ou national.....	86
9. Communication sans actes dans un congrès ou colloque international ou national	87
10. Notes de lecture et comptes-rendus approfondis d'ouvrages.....	89
11. Séminaires de recherche.....	91
12. Rapports de recherche	92
13. Conférences, articles de presse et tables rondes	93
14. Poster	95
15. Films ou documentaires	95